

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N° 29. Novembre-décembre 2007. Prix : 1,5 €. Prix de soutien : 2 €.

**LES « RÉFORMES » DE SARKOZY NE SONT
NI AMENDABLES, NI NÉGOCIABLES !**

**TOUS ENSEMBLE,
PAR LA GRÈVE
INTERPROFESSIONNELLE
NOUS POUVONS GAGNER !**

- Luttons contre la politique des directions syndicales qui veulent « négocier » avec Sarkozy au lieu de l'affronter !
- Imposons un front unique pour la grève interprofessionnelle, seul moyen de vaincre Sarkozy !
- Luttons pour la reconduction de la grève à la SNCF, à la RATP et dans les universités, pour son extension ailleurs !
- Organisons partout des Assemblées générales par secteur et interprofessionnelles, et des comités de grève !

Non au traité européen !

**Pour lui faire échec,
il faut vaincre Sarkozy
par la lutte !**

*Débat sur le « nouveau
parti anticapitaliste »*

**Lettre ouverte du
Groupe CRI à la LCR**

Ernesto « Che » Guevara

**Un exemple pour les
communistes
révolutionnaires ?**

Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « *Projet de programme CRI* » (cf. notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider le prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quelles que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IVe Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes** — ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues en France, de la **LCR, dont la direction est centriste-droitière**, constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l'« altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002 ; du **CCI « lambertiste »** auquel se réduit pratiquement le **PT, et dont la direction est centriste-trade-unioniste** (parasyndicale), constamment opportuniste à l'égard de la *bureaucratie syndicale* (notamment de FO) et de plus en plus *nationaliste* ; et de **LO, dont la direction est centriste-attentiste**, économiste (sans perspective politique concrète), parfois *gauchiste*, toujours *électorale* et finalement *incapable de rompre avec une sorte de culte paralysant du PCF* considéré comme « le parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire**, il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste). N° ISSN : 1763-8305.
Tirage du n° 28 (sept.-oct. 2007) : 200 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant). En outre, plus de 4000 personnes et organisations (françaises et étrangères) reçoivent ce journal par Internet. — **Pour s'abonner, nous contacter.**
Contacts : Tél. : 06 64 91 49 63 — Courriel : groupecri@free.fr — Site Internet : <http://groupecri.free.fr>
Comité de rédaction : Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Gaston Lefranc, Antoni Mivani, Quôc-Tê Phan, Nina Pradier, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction. Les lecteurs sont invités à participer à l'élaboration en proposant articles, témoignages et documents.

SARKOZY ET LE PATRONAT CHERCHENT L’AFFRONTEMENT : LES TRAVAILLEURS ET LES JEUNES NE PEUVENT LUI RÉSISTER ET LE VAINCRE QUE PAR LA GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE, VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE

Au moment où nous bouclons ce journal (19 novembre), la grève reconductible des cheminots et des agents de la RATP est massive malgré la politique des directions syndicales qui demandent des « négociations ». La grève avec blocage des universités se développe chaque jour malgré l’orientation de l’UNEF et des syndicats de l’enseignement supérieur qui refusent de la construire. Enfin, les fonctionnaires, postiers et télécommunicants, mais aussi des travailleurs du privé dans de nombreux secteurs, s’apprêtent à faire grève et à manifester massivement le

mardi 20, malgré l’absence de tout appel des directions syndicales à poursuivre cette grève.

La question de la « convergence des luttes », d’un grand mouvement d’ensemble et de la grève interprofessionnelle est posée par un nombre croissant de travailleurs et d’étudiants en lutte. La situation évolue très vite, et nous invitons nos lecteurs à s’inscrire sur notre liste électronique d’information pour la suivre au plus près (envoyez un courriel à groupecri@free.fr). Mais les grandes lignes de l’analyse politique et des tâches qui incombent

aux militants de lutte de classe sont claires : comme nous l’expliquons dans nos tracts et nos interventions sur les lieux de travail comme en AG, il s’agit de tout faire pour aider les travailleurs et les étudiants à s’auto-organiser, à combattre l’orientation de trahison ou de capitulation des principales directions syndicales et à imposer la jonction des secteurs en lutte, la reconduction de la grève partout où c’est possible, vers la grève générale.

Groupe CRI

La journée de grève et de manifestations du 18 octobre a marqué un tournant décisif

Du point de vue de la lutte de classe, la période située entre l’élection de Sarkozy et le 18 octobre avait été dominée par les premières mesures sclérérates (loi remettant en cause le droit de grève dans les transports, loi Péresse LRU sur l’« autonomie »-privatisation des universités, loi Hortefeux contre les immigrés, nouveaux cadeaux fiscaux aux riches, etc.), mais aussi par les rencontres informelles et les « concertations » officielles entre le nouveau gouvernement et les directions syndicales. Pendant cinq mois, alors que Sarkozy intégrait plusieurs chefs du PS à sa politique, les principaux syndicats et les organisations politiques du mouvement ouvrier, extrême gauche incluse, avaient fait preuve d’un attentisme intolérable au lieu de préparer la résistance sociale. En particulier, rien de sérieux n’avait été fait pour commencer à mobiliser les travailleurs et les jeunes contre les premières mesures de Sarkozy, ni même pour les rassembler et les armer politiquement en prévision des indispensables luttes à venir¹.

Mais il n’était pas possible, sous peine de se discréditer totalement, que les directions du mouvement ouvrier continuent de limiter leur activité à la participation aux « conférences » organisées par le gouvernement et autres prétendues « négociations » convoquées par le MEDEF. Toutes ces réunions, qui se poursuivent en ce moment même, sont en effet destinées exclusivement à associer les directions syndicales aux discussions préparatoires aux prochaines contre-réformes et à leur donner du grain à moudre pour satisfaire leur demande d’un prétendu « dialogue social ». Or de nombreux travailleurs et jeunes ont montré ces dernières années, notamment en 2003 et 2006, leur

que des travailleurs et jeunes inorganisés, à prendre leurs responsabilités en lançant la proposition d’un Forum de la résistance sociale (FRS) : cf. le compte-rendu et l’appel du premier FRS parisien publié dans notre précédent numéro et, ci-dessous, le relevé de décisions du troisième, qui a eu lieu le 20/10. Le compte-rendu du deuxième FRS, tenu le 22 septembre, a été adressé à nos correspondants et diffusé massivement : il peut être lu sur le site du FRS <http://resistancesociale.exprimetoi.net> ou sur <http://groupecri.free.fr>

volonté de combattre pour résister aux attaques du patronat et des gouvernements à son service. Les cheminots, en particulier, ont de fortes traditions de lutte et savent manier l’arme décisive de la grève, que leur position dans les rapports de production rend particulièrement efficace (chacun se souvient, en particulier, de leur victoire de novembre-décembre 1995). C’est pourquoi, sous la pression d’une base bien décidée à ne pas laisser détruire le régime spécial de retraite, les directions des fédérations cheminotes avaient finalement proposé une « journée d’action » le 18 octobre. Rejointes par les syndicats des autres salariés qui bénéficient de régimes spéciaux (EDG-GDF, RATP, mineurs, employés du notariat, etc.), elles avaient appelé à faire ce jour-là une grève strictement limitée à 24 heures et sur la seule question des régimes spéciaux de retraite.

Mais les militants syndicaux et politiques de lutte de classe, comme de nombreux travailleurs des différents secteurs, ont saisi cette occasion pour pousser de toutes leurs forces dans le sens d’une mobilisation interprofessionnelle, impliquant l’extension des revendications. C’est

¹ C’est cette situation qui avait conduit le Groupe CRI et d’autres organisations, ainsi

ainsi que, au fur et à mesure que l'on s'approchait du 18 octobre, les appels à faire grève s'étaient multipliés dans un nombre important de secteurs et même sur le plan interprofessionnel (appels d'une quarantaine d'Unions départementales CGT, FO et Solidaires). Certes, ces appels ont dans plusieurs cas été surtout formels, sans que les directions syndicales s'engagent réellement dans la préparation de la grève effective, mais ils n'en ont pas moins constitué des points d'appui importants pour

mobiliser les travailleurs. De ce point de vue, le refus des principales fédérations de la Fonction publique d'appeler à la grève le 18/10, sous différents prétextes et notamment en proposant une autre « journée d'action » spécifique pour novembre, a clairement empêché la jonction de la masse des fonctionnaires avec les travailleurs des régimes spéciaux.

Finalement, la grève a été suivie par un nombre record de cheminots (75 %), agents de la RATP (60 %), salariés d'EDF-GDF (entre 60 et 90 %

selon les sources syndicales), mais aussi, de manière significative quoique minoritaire, dans un certain nombre d'autres secteurs comme La Poste (20 % au niveau national), France Telecom (15 %) l'ANPE (20 %), les Assedic (10 %), le Ministère de l'économie et des finances (20 %), l'Éducation nationale (10 %) et les hôpitaux (5 %), auxquels se sont ajoutés des cortèges étudiants et des délégations de militants syndicaux du privé dans les manifestations.

Les travailleurs mettent en œuvre eux-mêmes la résistance sociale que les directions avaient refusé de préparer

Au lendemain du 18/10, la question clé était de savoir si les secteurs massivement en grève la reconduiraient ou non, tout particulièrement les cheminots. Les directions de SUD-Rail, de FO-Cheminots et de la FGAAC (syndicat autonome des conducteurs) s'étaient prononcés en ce sens avant le 18, mais les autres fédérations avaient pris ouvertement position contre toute reconduction. Thibault, secrétaire général de la CGT, était monté lui-même au créneau pour contrer la pression d'une partie de sa propre base : dès le 10 octobre, alors que la question de la reconductible était déjà posée, il avait prétendu que, « si la grève était reconduite maintenant, elle n'aurait pas la même puissance » et que la priorité était de rencontrer Xavier Bertrand. Et il avait ajouté, avec l'arrogance typique des bureaucrates, que « certains dirigeants syndicaux qui parlent de grève reconductible manquent d'expérience » (*Libération*, 10/10). Pour donner le change, les principales fédérations s'étaient contentées de promettre un nouvel appel, cette fois éventuellement reconductible, pour la semaine suivante... D'autre part, la FGAAC a fait volte-face dès le soir du 18, en osant se montrer satisfaite des prétendues garanties données par le gouvernement (c'est-à-dire en fait de l'allongement de 50 à 55 ans de l'âge minimal de départ à la retraite pour les conducteurs !).

Cependant, le 18 au matin, les Assemblées générales de cheminots et d'agents de la RATP avaient massivement voté pour la reconduction. Elles ne rassemblaient certes qu'une partie des grévistes, car

les directions de la CGT-cheminots et de la CGT-RATP (l'une et l'autre majoritaires dans ces secteurs) avaient refusé même d'y appeler et d'y participer. Toutefois, de nombreux militants et même des secteurs entiers de la CGT s'étaient tout de même rendus à ces AG et avaient souvent voté pour la reconduction (beaucoup défendaient d'ailleurs cette ligne, contre leur propre direction, bien avant le 18/10). C'est ainsi qu'une dépêche de l'AFP, en date du 19 octobre, 14h 25, donnait l'information suivante : « Des AG se sont tenues vendredi dans les sites SNCF partout en France pour décider des suites du mouvement contre la réforme des régimes spéciaux de retraite. La CGT cheminots (...) a contesté la représentativité des AG (...). Des représentants CGT se rendent pourtant à ces rassemblements, jugeant pour certains qu'"on ne va pas à l'encontre d'un mouvement qui a rassemblé les trois quarts des cheminots". »

La reconduction de la grève, qui n'était donc plus soutenue que par SUD-Rail et FO-cheminots, n'a pas été majoritaire, mais elle a tout de même atteint des taux significatifs, perturbant assez fortement un certain nombre de gares jusqu'au lundi 22 octobre. De plus, elle a prouvé à des milliers de cheminots qu'ils étaient capables de prendre en main leur propre lutte, de s'auto-organiser et de faire pression sur les directions syndicales. C'est ainsi que l'AG de Paris-Nord, où il y avait encore 40 % de grévistes le 22 octobre, a ce jour-là « voté à l'unanimité une motion exigeant des syndicats un plan de mobilisation daté, précis,

reconductible et qui concerne les travailleurs du public et du privé, pour construire la suite nécessaire » (Lutte ouvrière du 26/10). Comme s'il lui répondait, Didier Le Reste, secrétaire général de la CGT-cheminots, n'a pas hésité à déclarer de son côté, selon L'Humanité du 22/10 : « Les prolongements ultra-minoritaires (...) souhaités par certains (...) contre l'avis des cheminots eux-mêmes ne peuvent conduire qu'à renforcer les oppositions entre cheminots et usagers. Cette attitude ne peut qu'aider le patronat et le gouvernement (...). Nous attendons du gouvernement qu'il formule de nouvelles propositions. » Bref, la direction de la CGT a mis tout son poids dans la balance pour empêcher la reconduction de la grève au nom de prétendues « négociations » avec le gouvernement, liquidant ainsi une occasion en or pour réaliser la grève générale des cheminots et des agents de la RATP, qui aurait naturellement fourni le meilleur point d'appui possible pour que les agents d'EDF-GDF reconduisent eux aussi la grève et pour que d'autres secteurs s'y engagent ensuite.

Mais la démonstration de force du 18 octobre, la reconduction dans un certain nombre d'endroits et la très forte détermination caractérisant l'état d'esprit des cheminots (selon tous les témoignages parus dans la presse ouvrière aussi bien que bourgeoise) ne pouvaient rester sans suite. En effet, bien que les principales directions syndicales se soient montrées depuis le début clairement favorables à un compromis avec le gouvernement, celui-ci n'a proposé aucune ouverture significative, car il sait que tout recul

conséquent l'affaiblirait de manière considérable et pèserait lourdement sur

la poursuite de sa politique.

La grève des cheminots et agents de la RATP est massivement reconduite alors que les directions syndicales veulent « négocier »

La soupape de sécurité des journées de « négociations » entre le gouvernement et les directions syndicales fin octobre a donc vite épuisé ses effets et, le 31 octobre, les principales fédérations de cheminots (à l'exception de la FGAAC, mais y compris la CFDT), ont été obligées cette fois, sous peine de se discréditer complètement, de concrétiser leurs menaces en annonçant qu'elles déposaient un « préavis de grève illimitée, reconductible par période de 24 heures », à partir du 13 novembre. Le dépôt d'un préavis n'était pas un appel clair, mais il a été compris à la base comme un appel. La déclaration commune qui l'annonçait se caractérisait notamment par l'absence de la revendication du maintien des 37,5 annuités pour les régimes spéciaux et du retour aux 37,5 pour tous : ce faisant, les directions fédérales des cheminots ont tenu à laisser ouverte la porte de la « négociation » avec le gouvernement. Cependant, cette déclaration n'en a pas moins été un véritable point d'appui objectif car, pour la première fois depuis 2003, la question de la « grève illimitée » était posée ouvertement dans un texte syndical unitaire. De leur côté, les syndicats de la RATP ont fini eux aussi, sous la pression de la base, par appeler à la grève reconductible à partir du 14/11, mais les fédérations de l'énergie sont parvenues à mieux résister à cette pression en limitant leur appel à la seule journée du 14, empêchant ainsi la convergence dans la grève illimitée de tous les travailleurs des régimes spéciaux.

Cependant, les directions syndicales ont tout fait pour éviter la grève reconductible. Les principales fédérations des travailleurs à régimes spéciaux refusent d'exiger le maintien des 37,5 annuités et de tous les acquis et demandent à « négocier » avec le gouvernement, qu'elles ont accepté de rencontrer dès le premier jour de la grève reconductible, puis presque quotidiennement. La CFDT se prononce explicitement pour les 40 annuités, son secrétaire général François Chérèque s'est prononcé pour la reprise du travail dès le soir du 14

et, après avoir hésité pendant 48 heures sous la pression de la base, la fédération CFDT des cheminots a finalement appelé à la reprise le vendredi 16 après-midi. Mais Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, ne défend pas une ligne très différente : à la veille de la grève reconductible, il a osé proposer au gouvernement l'ouverture de « cycles de négociations sur chacun des régimes spéciaux », c'est-à-dire qu'il propose de diviser les travailleurs concernés au lieu de les aider à faire front tous ensemble. De plus, Thibault a expliqué qu'« une négociation, c'est l'ensemble des acteurs autour d'une même table, chacun défend ses points de vue et on voit s'il y a des points communs qui peuvent être dégagés » : comme s'il pouvait y avoir des « points communs » entre les travailleurs qui défendent leurs acquis et Sarkozy qui veut les détruire ! En réalité, le gouvernement ayant affirmé qu'il ne reviendrait pas sur le passage à 40 annuités, l'instauration d'une décote et l'indexation des pensions sur les prix et non plus sur les salaires, « négocier » ne peut revenir qu'à renoncer aux revendications des cheminots, qui exigent le retrait pur et simple de cette « réforme ». Enfin, Thibault a déclaré que « ces négociations devraient se dérouler dans un délai d'un mois » et que la grève « pourrait être raccourcie si le gouvernement montre qu'il veut aborder les choses dans un cadre tripartite » : cela revient à briser la dynamique de la grève reconductible et par conséquent à mener droit dans le mur les travailleurs en lutte.

Mais toutes les fédérations acceptent de rencontrer le gouvernement pour « négocier ». C'est même le cas de SUD-Rail : d'un côté, la direction de SUD-Rail avait appelé à la grève reconductible dès avant le 18/10, elle édite des tracts souvent corrects et elle dénonce, dans son communiqué du 17/11, le fait que le document de base des « négociations » proposées par le gouvernement exclut de revenir sur les 40 annuités, la décote et l'indexation sur les prix : « seuls sont négociables les modalités

et le calendrier d'application de la contre-réforme ». Mais, d'un autre côté, Annick Coupé, dirigeante de Solidaire (organisation à laquelle appartient SUD-Rail), a clairement indiqué qu'elle était pour des négociations lors de l'émission « Riposte » sur France 5 le 18/11, et de fait, la direction de SUD-Rail signe la plupart des communiqués communs avec les autres fédérations qui se prononcent pour des négociations. Elle a même accepté le compromis confusionniste proposée par la direction de la CGT-Cheminots d'aller négocier avec la direction de la SNCF mercredi 21/11 sur la base de la « plate-forme revendicative » soumise aux AG lundi 19. Elle justifie cette attitude en soulignant que les cheminots sont sensibles à l'unité de leurs organisations. En réalité, en refusant de rompre avec la ligne des autres directions fédérales, et notamment de la CGT, la direction de SUD-Rail les protège de la légitime colère des grévistes et risque ainsi de faciliter la capitulation prévisible des directions fédérales. Tout au contraire, il faut se battre sans réserve, dans les AG comme en interne dans SUD et dans la CGT, pour le refus de toute négociation, la jonction interprofessionnelle et la mise en place de comités de grève élus pour que la base contrôle le mouvement.

Les travailleurs de la SNCF et de la RATP considèrent à juste titre que la liquidation de leurs acquis ne se « négocie » pas. C'est ainsi que, malgré la pression terrible des médias bourgeois et de leurs propres dirigeants syndicaux, et avec l'aide de nombreux militants syndicaux de lutte (notamment de SUD et de la CGT), ils ont reconduit la grève après le 14. À l'heure où nous écrivons, les directions d'entreprises annoncent certes des chiffres de grévistes en baisse — un certain nombre de travailleurs décidant de ne pas faire grève tous les jours pour ne pas perdre trop d'argent. De plus, les principaux dirigeants font tout pour faire passer dans les AG la ligne de la négociation et s'opposent, le plus souvent, aux AG interservices, pour éviter que les plus déterminés et les

plus avancés des cheminots n'entraînent les autres. Cependant, la grève reste puissante, la participation

aux AG tend même à croître, les grévistes se serrent les coudes et, à certains endroits, des comités de grève

commencent à se mettre en place malgré l'opposition des principaux dirigeants syndicaux.

Avec la grève des universités et la multiplication des appels sectoriels à la grève, la grève interprofessionnelle devient possible

Mais les cheminots et agents de la RATP ne sont pas seuls. Depuis mi-octobre, la mobilisation se développe chaque jour, et de plus en plus vite, chez les étudiants et les personnels universitaires, pour l'abrogation de la loi Pécresse LRU et pour la jonction interprofessionnelle. Là aussi, cette mobilisation se construit malgré la politique des principales directions, là encore ouvertement collaboratrice (UNEF) ou pour le moins attentiste et couarde (SNESup, FERC-CGT, UNSA...). Lancée par des syndicats étudiants de lutte (FSE, SUD-Étudiant, tendance TUUD de l'UNEF) et des militants lutte de classe, la grève effective avec blocage, qui a commencé à l'université de Rouen le 26/10, touche, au moment où nous bouclons ce journal, près d'une quarantaine de facultés. Partout, les AG sont nombreuses, l'auto-organisation et le niveau de conscience politique exemplaires, renouant d'emblée avec les pratiques efficaces et l'exigence interprofessionnelle du mouvement du printemps 2006 contre le CPE et la LEC (cf. ci-dessous notre article sur la mobilisation des universités, ainsi que les appels des trois premières Coordinations nationales et les correspondances de nos militants et sympathisants).

Mais les cheminots et agents de la RATP en grève reconductible d'une part, les étudiants et personnels universitaires en grève avec blocage d'autre part, sont eux-mêmes l'avant-garde d'une mobilisation générale qui apparaît de plus en plus à l'ordre du jour. Si le gouvernement a préféré reculer tactiquement face aux internes en médecine courant octobre, c'était pour éviter une extension, extrêmement dangereuse pour lui, aux autres personnels des hôpitaux. Peu après le 18 octobre, les personnels navigants d'Air France ont mené une grève très suivie pendant cinq jours ; si elle a été interrompue par les directions de leurs syndicats, la question d'une nouvelle grève a été d'emblée posée. De leur côté, les personnels de LCL (ex-Crédit Lyonnais) sont appelés à faire grève le

22/11. Ceux des tribunaux, mais aussi les avocats et les magistrats eux-mêmes, se mobilisent massivement contre la liquidation des tribunaux annoncée par Rachida Dati, avec notamment une journée de grève et de manifestation le 29/11. Enfin, les grèves pour les salaires dans le privé permettent de poser concrètement la question de la jonction public-privé, notamment pour l'augmentation générale de salaires : c'est le cas de la grève des travailleurs du nettoyage de STPI sur le site de Peugeot-Mulhouse, qui a duré du 24/10 au 08/11, celle de 1 000 salariés de PSA à Sevelnord, celle des conducteurs de car de la société AMV de Marne-la-vallée, suivie à 95 % (cf. les documents syndicaux que nous publions dans ce journal)...

Dans ce contexte, la « journée d'action » que les directions des huit fédérations de fonctionnaires avaient prévue pour le 20 novembre en l'opposant au 18 octobre, prend un contenu nouveau : malgré ses initiateurs, elle participe désormais à la création d'une situation porteuse de vraies potentialités explosives pour le gouvernement, comme le montre notamment l'appel à y participer des fédérations de la poste et des télécommunications, de la fédération CGT de la construction et travaux publics, de la fédération CGT du livre, etc. En un mot, tout le monde comprend qu'une puissante mobilisation interprofessionnelle est désormais possible, réaliste...

Elle est d'autant plus nécessaire que l'attaque contre les régimes spéciaux est avant tout une offensive contre les secteurs les mieux organisés et les plus combatifs des dernières années, qui en annonce d'autres bien plus graves encore. En effet, Sarkozy sait qu'une défaite de cette avant-garde de la classe ouvrière impliquerait une désorientation et une démoralisation générales et que celles-ci permettraient ensuite de faire passer des réformes plus globales et encore plus brutales. C'est pourquoi il avait décidé de ne rien céder aux cheminots, refusant en octobre les offres de

« négociations » que lui faisaient les principales directions syndicales, y compris la CFDT qui pourtant ne demande pas grand-chose. De ce point de vue, ce n'est que sous la pression de la base que, tout en restant ferme sur les principaux points de la contre-réforme, le gouvernement tente malgré tout, contre son intention première, de préparer quelques concessions qui permettraient de donner du grain à moudre aux directions syndicales pour briser la grève reconductible.

Mais la preuve qu'il s'agit bien, à travers les cheminots et les autres salariés bénéficiant de régimes spéciaux, de s'attaquer en fait à l'ensemble des travailleurs du public et du privé, à commencer par l'allongement de la durée de cotisations pour la retraite de tous, est fournie par les propos limpides des collaborateurs de Sarkozy : selon Raymond Soubie, son « conseiller social », « il est évident qu'il n'était pas possible d'aborder "le rendez-vous retraites 2008", prévu par la loi de 2003 pour le régime général et la fonction publique, sans que les régimes spéciaux aient été au préalable harmonisés avec cette dernière » (*Les Échos*, 29/10). Autrement dit, l'offensive contre les régimes spéciaux n'est que la première phase d'une attaque contre le régime général. Xavier Bertrand, ministre du travail, le confirme sous une autre forme : « Si le régime général et la fonction publique sont amenés à cotiser 41 ans à terme, les régimes spéciaux ne resteront pas à 40 ans. Je le dis très clairement. » (*Le Figaro*, 30/10).

Mais cet allongement de la durée de cotisations pour tous n'est lui-même que l'un des terrains d'attaques du gouvernement : s'il tient tant à cette contre-réforme, ce n'est pas seulement pour des raisons économiques — même un retour aux 37,5 pour tous ne coûterait que 0,3 % du PIB, soit 8 milliards d'euros, à comparer avec les 15 milliards de nouveaux cadeaux fiscaux faits aux riches en juillet, aux 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales pour les patrons

dans le Budget 2008 et aux 100 milliards de profit réalisés l'an dernier par les entreprises du CAC 40 ! En voulant aller jusqu'au bout de la principale contre-réforme sociale réalisée sous Chirac-Fillon, Sarkozy essaie avant tout de jouer à la fois carte de la division entre les travailleurs qui bénéficient encore des

37,5 et ceux qui les ont perdues, et la carte de la démoralisation de ceux qui avaient combattu en vain en 2003. Une défaite des travailleurs bénéficiant des régimes spéciaux, avec son effet immédiat sur le régime général de retraites, créerait ainsi les meilleures conditions pour faire passer le démantèlement des acquis consignés

dans le Code du travail — à commencer par le CDI —, l'augmentation du temps de travail, la mise en cause généralisée du droit de grève, la casse des syndicats et des droits syndicaux, la destruction et la privatisation de la Sécurité sociale, de nouvelles attaques contre l'enseignement public, etc.

Sarkozy compte sur la couardise des directions syndicales

Confronté à la grève reconductible massive des cheminots et agents de la RATP et à la grève, plus inattendue, des étudiants et personnels universitaires, Sarkozy craint aujourd'hui la possibilité d'un débordement de la base. Cependant, il s'estime encore en position de force pour l'affronter. C'est pourquoi il avait multiplié les provocations en octobre — y compris l'annonce d'imposer par voie parlementaire le « traité européen » rejeté par référendum en 2005, sans parler de la scandaleuse augmentation de son propre salaire à 172 % ! Loin d'être des maladresses ou des signes d'une quelconque faiblesse, ces provocations étaient destinées à exacerber les relations sociales pour que l'affrontement soit inévitable. En effet, Sarkozy est dûment mandaté par le patronat pour infliger une série de défaites majeures au prolétariat, et cela suppose une stratégie de conflit. C'est la raison pour laquelle il refuse encore, à ce stade, de faire des concessions significatives aux directions syndicales tout en multipliant les « concertations » avec elles.

Mais comment Sarkozy et son gouvernement peuvent-ils être aussi confiants dans leur propre stratégie ? Pourquoi pensent-ils pouvoir sortir vainqueurs de l'affrontement qu'ils ont délibérément provoqué ? Bien sûr, le président bénéficie de la prétendue « légitimité » que lui confère sa fraîche élection au suffrage universel : c'est à cela que servent les institutions antidémocratiques de la Ve République, fondées sur la prépondérance de l'exécutif, sur la personnalisation du pouvoir et sur la démagogie, permettant l'élection de celui que soutiennent prioritairement les patrons et les principaux médias. Cependant, ce ne sont pas les élections qui déterminent fondamentalement les

rapports sociaux, mais la lutte de classe directe. D'ailleurs, le mécontentement gronde même dans la petite bourgeoisie qui constitue une partie de la base sociale de Sarkozy (patrons-pêcheurs, internes en médecine, journalistes des *Échos* et de *La Tribune*, avocats, magistrats et même officiers de police, en « grève du zèle » le 8 novembre pour demander le respect de leurs accords salariaux...). De ce point de vue, la stratégie de Sarkozy ne fait pas l'unanimité : selon *La Tribune* du 29/10, « à vouloir mener toutes les réformes de front (...), Nicolas Sarkozy (...) a fait naître (...) un malaise jusque dans les rangs de sa majorité parlementaire. La refonte de la carte judiciaire et ses fermetures de tribunaux de proximité ou l'instauration d'une franchises médicale très impopulaire placent les élus locaux dans une position inconfortable, à quelques mois des élections municipales. »

Mais Sarkozy sait qu'il pourra toujours colmater ces brèches secondaires. Son problème fondamental est bien la lutte des classes. Or, de ce point de vue, il sait pouvoir compter sur le soutien sans faille du PS, qui approuve pour l'essentiel ses principales contre-réformes et qui ne veut même pas s'opposer à lui sur une question aussi élémentaire que le déni de démocratie consistant à imposer le traité européen par voie parlementaire. Mais Sarkozy fait surtout le pari de compter sur la crise du mouvement ouvrier, sur l'absence de perspective politique globale du côté du prolétariat et tout particulièrement sur la couardise du PCF et des principales directions syndicales. De fait, après avoir tout fait pour « négocier » avec Sarkozy et le MEDEF depuis le mois de mai et encore aujourd'hui, celles-ci refusent

de s'engager dans la construction d'un mouvement d'ensemble, c'est-à-dire dans la grève interprofessionnelle. Même après le succès du 18 octobre, elles ont persisté à appeler les travailleurs des différents secteurs à se mobiliser en ordre dispersés pour des « journées d'action » sans efficacité. C'est ainsi que Chérèque, secrétaire général de la CFDT, a menacé de ne plus appeler les fonctionnaires à faire grève le 20/11 si cette même date était retenue pour les cheminots : « *S'il y a un mélange des mouvements entre les régimes spéciaux, les fonctionnaires et je ne sais quoi encore, on se réserve le droit de se retirer* », a-t-il déclaré lundi 29/10 lors de l'émission « Franc-Parler » (France Inter/i-Télé/Le Monde). Et la direction de l'UNSA lui a emboîté le pas. Mais Didier Le Reste, secrétaire général de la CGT-Cheminots, n'a pas dit autre chose : tout en n'excluant pas, sans doute pour les calendes grecques, la « possibilité » d'une convergence entre cheminots et fonctionnaires, il a surtout déclaré que, « *pour l'instant* », c'est-à-dire à un moment crucial, « *chacun conserve l'autonomie et la maîtrise de ses mouvements revendicatifs* » (*Le Parisien*, 23/10). Enfin, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, leur a lui aussi emboîté le pas, en déclarant lors de l'émission « Franc parler », à la veille de la grève reconductible des cheminots et agents de la RATP, que « *la jonction n'est pas à l'ordre du jour entre cheminots et secteurs en lutte le 20 novembre* ».

Bref, à la stratégie de guerre frontale et méthodique que met en œuvre Sarkozy, les directions syndicales opposent une ridicule tactique d'escarmouches en envoyant les troupes de la classe ouvrière en ordre dispersé, c'est-à-dire droit dans le mur.

Il faut un « tous ensemble » de combat, vers la grève générale

Cette orientation intolérable trace *a contrario* la voie à suivre pour les travailleurs et les jeunes qui veulent en découdre avec Sarkozy et pour les organisations et militants de lutte de classe : si l'on veut lui résister avec succès, si on veut le vaincre dans l'affrontement qu'il prépare, il n'y a aucune autre voie que d'imposer un « *tous ensemble* » de combat, c'est-à-dire la grève reconductible immédiate dans les secteurs clés des transports et de l'énergie et, à partir de là, la construction de la grève interprofessionnelle, vers la grève générale. Cet objectif n'a rien d'irréaliste si les militants et les organisations du mouvement ouvrier (à commencer par les forces d'« extrême gauche ») s'unissent pour le réaliser. En effet, non seulement les travailleurs des transports, de l'énergie et d'autres secteurs ont montré qu'ils étaient prêts à se battre pour gagner, mais des centaines de milliers d'autres travailleurs, comme les étudiants déjà en grève, sont également disponibles : ils savent qu'une victoire de Sarkozy marquerait la liquidation rapide de ce qui reste des acquis sociaux de tous. Pour vaincre Sarkozy, la classe ouvrière n'a pas besoin que 20 millions de salariés, jusqu'aux moindres PME, fassent grève en même temps, mais que la grève se généralise dans les secteurs clés de l'économie, là où les travailleurs peuvent paralyser l'activité du pays, à commencer par les transports et l'énergie, mais aussi la Fonction publique : cela entraînerait ensuite des centaines de milliers de travailleurs d'autres secteurs. La clé de la situation, c'est donc une orientation de lutte, la détermination et le courage des organisations du mouvement ouvrier, qui ont les moyens d'impulser une stratégie de riposte générale, de combat jusqu'au bout. Pour imposer cette orientation, pour contraindre les

directions syndicales à un front unique de combat, il faut que les syndicats et partis politiques de lutte de classe se concertent et fassent preuve d'initiative, en se battant avant tout pour :

• **Impulser l'auto-organisation des travailleurs en organisant des AG et des comités de mobilisation dans les entreprises et les établissements, des comités de grève partout où la grève se développe, qu'il s'agit ensuite de fédérer à l'échelle départementale, régionale et nationale, dans l'objectif d'un comité de grève national. C'est la condition pour que les travailleurs puissent diriger eux-mêmes leur propre lutte et déjouer les manoeuvres des directions syndicales. La grève des cheminots en 1986, celle des agents des impôts en 2000, celle des étudiants contre le CPE en 2006 ont montré l'efficacité de cette méthode pour gagner.**

• **Impulser des AG interprofessionnelles de combat à tous les niveaux, avec là aussi des délégués élus et mandatés par la base. C'est la seule façon d'aider les travailleurs et les étudiants à dépasser les limites sectorielles de chaque lutte, à dégager une plate-forme commune contre la politique cohérente de Sarkozy et du MEDEF et à jeter les bases de la grève interprofessionnelle.**

• **Interpeller les directions syndicales pour les contraindre à prendre les responsabilités qui devraient être celles des syndicats dignes de ce nom, en appelant clairement à la grève, en se prononçant pour la grève interprofessionnelle et en contribuant à la construction d'AG de combat souveraines.**

De ce point de vue, il faut soutenir globalement les appels de la Coordination nationale universitaire, notamment en raison de leur visée

interprofessionnelle (cf. ci-dessous). De même, l'appel de l'AG interprofessionnelle d'Île-de-France qui, à l'initiative de plusieurs organisations syndicales et politiques, a rassemblé une centaine de travailleurs à l'issue de la manifestation parisienne du 18/10, a fourni un premier point d'appui pour la convergence des luttes (nous le reproduisons ci-dessous). Il en va de même encore de l'appel adopté par la réunion interprofessionnelle de mobilisation du 17/11, à l'initiative du Forum de la résistance sociale parisien et d'Émancipation Tendance intersyndicale (région parisienne). Il est vivement souhaitable que ce type de rencontres et d'appels se multiplient, notamment dans la foulée du 20 novembre. C'est pourquoi il faut maintenant que toutes les organisations syndicales et politiques qui se prononcent pour la construction d'un grand mouvement d'ensemble contre Sarkozy se concertent pour appeler ensemble à des AG interprofessionnelles partout où c'est possible. Si elles le faisaient, nul doute que leurs milliers de militants, des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes mobilisés, mais aussi de nombreux syndicats refusant la couardise des directions nationales, répondraient avec enthousiasme à leur appel. Car l'expérience des dernières années (1995, 2003, 2006...) montre que la clé pour construire une mobilisation générale capable de gagner, c'est l'auto-organisation de ceux et celles qui luttent, et la condition de l'auto-organisation, c'est qu'un maximum d'organisations syndicales et politiques l'impulsent, la relaient et l'aident de toutes leurs forces.

**Nina Pradier
et Ludovic Wolfgang**

APPEL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ÎLE-DE-FRANCE DU 18/10

Une Assemblée générale interprofessionnelle d'Île-de-France s'est réunie le 18 octobre à la Bourse du travail de Paris à l'issue de la manifestation. Elle a rassemblé jusqu'à une centaine de travailleurs (cheminots, enseignants, hospitaliers, secteur privé...), d'étudiants et de lycéens, dont une dizaine de délégués d'AG locales, des syndicalistes de

SUD-Rail, du SNES-FSU, du SNUipp-FSU, du SNESup-FSU, de SUD-Éducation, de la CGT-Éduc'action, de la CNT-FTE, de la CGT-chômeurs, de la CGT-métallurgie, de la FSE et de SUD-Étudiant.

L'AG a décidé de lutter sur la base de la plate-forme revendicative suivante :

• **Pour la défense des régimes spéciaux de retraite, contre tout allongement de la durée de cotisations (le gouvernement prévoit de l'augmenter à 41, puis 42 annuités, voire plus), pour le retour aux 37,5 pour tous et le droit à la retraite à 60 ans maximum à taux plein.** Nous ne nous laisserons pas diviser par un gouvernement qui, pour

faire passer ses attaques contre tous, tente de dresser les salariés qui bénéficient encore des 37,5 annuités contre ceux qui les ont perdues, les salariés du public contre ceux du privé, etc.

• **Pour le rétablissement des 22 000 emplois de fonctionnaires liquidés dans le Budget de 2008 et des 25 000 postes supprimés au cours des cinq années précédentes.** Ces postes sont nécessaires pour rétablir des conditions de travail décentes pour les personnels et pour assurer un service public de qualité.

• **Contre toute remise en cause des statuts de la Fonction publique.** Ces statuts ne sont pas des privilèges, mais les garants d'une égalité de traitement sur tout le territoire et de la qualité du service public. Contre les contrats de droit privé dans la Fonction publique, pour la titularisation générale des précaires.

• **Pour l'abrogation du CNE, qui vise à généraliser la précarité** dans les entreprises de moins de 20 salariés (avant son extension aux autres) et de la loi sur l'égalité des chances de 2006 (apprentissage à 14 ans, etc.)

• **Contre la privatisation de la Sécurité sociale et les franchises « médicales »** (taxe inadmissible qui augmentera régulièrement). La Sécurité sociale doit assurer la

solidarité entre les salariés et entre les générations : sa vocation n'est pas d'être rentable. Les malades ne sont pas des coupables : le droit à la santé est imprescriptible.

• **Contre la loi Péresse qui vise à privatiser l'enseignement supérieur,** à aggraver l'inégalité entre les facultés, à substituer des personnels précaires aux fonctionnaires et à introduire la sélection à l'Université...

• **Contre la traque des sans-papiers, contre les tests ADN et les loi anti-immigrés (Hortefeux, CESEDA...).** Les immigrés ont le droit à la dignité, les sans-papiers et leurs enfants n'ont pas à vivre avec la peur au ventre permanente pour servir de boucs émissaires à la politique du gouvernement. Tous les salariés doivent être solidaires de leur lutte pour la régularisation et pour une vie décente en France.

L'AG a voté les perspectives de lutte suivantes :

• **NOUS APPELONS TOUS LES TRAVAILLEURS À SE MOBILISER et à s'auto-organiser en se coordonnant interprofessionnellement partout**

• **NOUS APPELONS TOUS LES SYNDICATS À ROMPRE LES « CONCERTATIONS »**

avec le gouvernement et à s'engager immédiatement dans la construction de la grève

• **Nous estimons, avec l'expérience des luttes récentes (notamment la défaite de 2003 sur les retraites), que la tactique des « journées d'action » sans lendemain est sans issue : SEULE LA GRÈVE GÉNÉRALE INTERPROFESSIONNELLE PERMETTRA DE VAINCRE SARKOZY**

• **Les travailleurs des transports, de l'énergie et des secteurs clés de l'économie sont les mieux placés pour entraîner l'ensemble des travailleurs dans la lutte et dans la grève :**

NOUS SOUTENONS LES DÉCISIONS DE RECONDUIRE LA GRÈVE ; NOUS APPELONS TOUS LES SYNDICATS DE CES SECTEURS À CONSTRUIRE IMMÉDIATEMENT LA GRÈVE RECONDUCTIBLE ; DANS LES AUTRES SECTEURS, NOUS APPELONS À LA TENUE D'AG POUR AMPLIFIER LA MOBILISATION, AVEC L'OBJECTIF DE LA GRÈVE RECONDUCTIBLE, VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE.

COMPTE-RENDU ET DÉCISIONS DU 3^E FORUM DE LA RÉSISTANCE SOCIALE

Le troisième Forum de la résistance sociale s'est tenu le 20 octobre à Paris, avec des travailleurs, des jeunes, des représentants du CILCA, de la FSE-Paris, du Groupe CRI et, à titre individuel, des militants de la CGT (hôpitaux, INSEE, chimie, chômeurs...), du Collectif de résistance citoyenne, du GSI, de la LCR, du SNES-FSU, du SNESup-FSU, de SUD-Rail, des sympathisants de la Fraction de LO, ainsi que deux militants belges venus en observateurs. La poursuite de la grève dans les transports et le choix d'organiser ce Forum un samedi matin (pour permettre à ceux qui le souhaitent de se rendre à la manifestation de l'après-midi contre la traque des sans-papiers), ont empêché un certain nombre de militants et sympathisants d'y participer.

Organisé deux jours après la journée de mobilisation du 18 octobre, il s'agissait de faire le bilan de celle-ci et de discuter des perspectives. Les participants se sont réjouis de la mobilisation des cheminots (75 % de grévistes, un record historique), des travailleurs de la RATP (60 % de grévistes) et d'autres réseaux de transports urbains (notamment à Lyon, Montpellier, Nancy...), des agents d'EDF-GDF (entre 60 et 90 % de grévistes selon les sources syndicales), mais aussi, malgré l'absence d'appels syndicaux unitaires, des personnels du Ministère de l'Économie (20 % selon le ministère), de la Poste (20 %), de France Telecom (15 %), de l'ANPE (20 %), de l'UNEDIC (10 %), de l'Éducation nationale (10 %), des hôpitaux (5 %), ainsi que chez les étudiants... Le refus des principales directions syndicales de mobiliser dans

l'unité l'ensemble des travailleurs et de construire la grève interprofessionnelle a été vivement condamné.

En particulier, les participants ont dénoncé le refus des dirigeants de la fédération CGT des cheminots et du syndicat CGT de la RATP (principaux syndicats dans ces secteurs) d'appeler à la grève reconductible. Mais ils ont souligné que, malgré cette orientation, les AG de cheminots réunis le 18 octobre avaient voté majoritairement pour la reconduction de la grève, avec notamment les syndicats SUD-Rail et FO-cheminots. La grève rassemblait encore 15 % des cheminots le 19 octobre et un certain nombre d'AG la reconduisaient le 20.

Dans l'enseignement, où la principale fédération, la FSU, avait refusé d'appeler à la grève nationale, le taux de grévistes

était bien plus important que la moyenne dans les académies où les syndicats appelaient dans l'unité à la grève, comme à Paris, Créteil ou Aix-Marseille (20 % de grévistes). Dans le 92 Nord (dont plusieurs militants étaient présents au Forum), le taux a même atteint 30 %, grâce à l'ancienneté du réseau militant, aux AG inter-établissements et à l'appel clair du SNES 92 à la grève, en opposition avec le SNES académique de Versailles et le SNES national.

Dans les Universités, la préparation de la journée du 18 a reposé sur des AG réunissant entre 40 et 500 personnes sur une trentaine de sites. Près de 500 étudiants se sont ainsi réunis à l'Université de Toulouse-le-Mirail, 400 à Paris-I Tolbiac, 400 à Nancy-II, 350 à Rennes-II, 300 à Nanterre, 250 à Caen, 200 à Aix, 120 à Dijon, 120 à Toulouse-Rangueil, 100 à Bordeaux-I, 80 à Rouen, 70 à l'ENS-Paris, 60 à la Sorbonne, 60 à Toulouse-Arsenal, 40 à Paris-IV Clignancourt... Là encore, cette mobilisation s'est heurtée au refus de la direction nationale de l'UNEF et des principaux syndicats d'universitaires et de personnels IATOSS d'appeler clairement à la grève et de la construire. Cependant, grâce aux syndicats de lutte (FSE, SUD-Étudiant...) et aux militants lutte de classe de la CGT, de la FSU ou de l'UNEF, le mot d'ordre d'abrogation de la loi Pécresse et la perspective de la grève comme seul moyen de gagner ont été adoptés. Les participants au Forum ont néanmoins regretté

l'absence d'unité entre les organisations intervenant parmi les étudiants, qui a conduit à la tenue d'une AG étudiante séparée de l'AG interprofessionnelle le soir du 18 à Paris.

La discussion sur l'analyse de la situation et des perspectives a conduit à l'adoption de l'orientation commune suivante :

• **Le Forum de la résistance sociale ne se substitue pas aux AG, mais appuie les travailleurs et jeunes mobilisés** par ses analyses et son orientation et soutient l'auto-organisation, la multiplication des AG, les comités de mobilisation, les comités de grève, partout où c'est possible.

• **Le Forum soutient l'appel de l'AG interprofessionnelle du 18/10 et participe à sa diffusion massive** par Internet, par tract sur les lieux de travail, notamment aux cheminots et agents de la RATP, comme dans les prochaines manifestations (à commencer par celle du 23/10 devant l'Assemblée nationale contre les franchises médicales) ; les participants au Forum proposent l'adoption de cet appel aux AG et aux syndicats ; enfin, l'Appel est mis sur le site du Forum et les visiteurs peuvent laisser leurs coordonnées pour être tenus informés des prochaines initiatives allant dans le sens de la prise de contact, de la mobilisation et de la grève interprofessionnelles.

• **Le Forum appelle à l'unité des travailleurs, des syndicats et des organisations (partis, collectifs...)** ;

il se prononce pour que les syndicats et organisations appellent et participent, avec les AG locales, à la construction de la mobilisation interprofessionnelle, pour qu'ils contribuent à l'organisation d'AG interprofessionnelles à Paris comme dans les autres villes.

• **Le Forum appelle tout particulièrement les organisations et les délégués d'AG locales qui avaient appelé ou qui étaient présentes à l'AG interprofessionnelle parisienne du 18/10 à se rencontrer** pour avoir une discussion sur le bilan de cette AG et pour essayer d'appeler ensemble à la prochaine : tous les efforts unitaires doivent être faits pour assurer la préparation, l'élargissement et le succès de celle-ci.

• **Le Forum soutient l'appel à la tenue d'une Coordination universitaire** des 27-28 octobre, appelle à la multiplication des AG étudiants-enseignants-personnels IATOS et à l'élection de délégués mandatés pour assurer le plein succès de cette initiative.

• **Le Forum décide de signer l'appel unitaire contre les franchises médicales.**

• **Un nouveau Forum de la résistance sociale aura lieu le samedi 17 novembre après-midi** (date à confirmer selon l'évolution de la situation).

Contact : 06 08 86 73 13 ou
resistancesociale@free.fr

Site : <http://resistancesociale.exprimetoi.net>

APPEL DE LA RÉUNION INTERPROFESSIONNELLE DU 17/11

Nous sommes 35 travailleurs, étudiants et lycéens rassemblés à Paris en réunion interprofessionnelle de mobilisation à l'initiative du Forum de la résistance sociale (qui regroupe le CILCA, la FSE-Paris, le Groupe CRI, le Mouvement lycéen de Paris et, à titre individuel, des militants du CRC, de la CGT, de la FSU, de la LCR, de SUD-Rail...) et d'Émancipation-Région parisienne.

Nous avons discuté de la situation politique ouverte par la grève reductible des cheminots et des agents de la RATP et par la grève avec blocage des universités. Nous avons échangé sur nos expériences de lutte en cours, sur la façon dont elles

s'insèrent dans le début d'un mouvement global et sur les moyens d'œuvrer concrètement à la convergence des luttes.

Nous considérons que la mobilisation en cours concerne tous les travailleurs et les jeunes. La victoire de Sarkozy contre les régimes spéciaux ouvrirait la porte à un allongement de la durée de cotisations pour tous les salariés et lui permettrait d'être en position de force pour affronter tout autre conflit social ultérieur. De la même façon, la défaite des étudiants serait celle d'une catégorie particulièrement combative, qui a réussi à infliger une défaite partielle à un gouvernement en

imposant le retrait du CPE au printemps 2006. C'est pourquoi nous réaffirmons les revendications légitimes du mouvement : défense des régimes spéciaux, retour aux 37,5 annuités pour tous, abrogation de la loi LRU, défense des services publics, rétablissement des postes de fonctionnaires supprimés, contre les franchises médicales et la privatisation de la santé, augmentation générale des salaires, contre la traque des sans-papiers et les lois anti-immigrés (Hortefeux, CESEDA, etc.), contre la répression du mouvement social... Nous invitons en outre à réfléchir aux autres revendications permettant de

mobiliser les secteurs qui ne sont pas encore en lutte.

Selon nous, il est possible de gagner contre Sarkozy, mais ce ne peut être que tous ensemble et par l'arme de la grève. C'est pourquoi nous nous prononçons pour la construction de la grève interprofessionnelle, bloquant l'activité du pays, comme seul moyen de mettre en échec les contre-réformes. Ces réformes élaborées par le patronat ne sont pas négociables : les travailleurs et les étudiants mobilisés exigent leur retrait pur et simple, non des amendements comme le proposent certaines directions syndicales. Nous considérons notamment que des décisions comme l'appel à ouvrir des « négociations » la veille de la grève reconductible ou l'appel à lever la grève sous prétexte de commencer ces « négociations », ne

peuvent que nuire à la mobilisation. Nous appuyons donc les AG, ainsi que les militants syndicaux et les syndicats, qui refusent toute négociation et qui s'adressent aux directions syndicales pour qu'elles cessent de demander ces négociations.

Nous considérons l'auto-organisation comme seule méthode pour que les travailleurs et les étudiants contrôlent eux-mêmes leur mouvement. C'est pourquoi nous soutenons les AG et la Coordination nationale universitaire, ainsi que le principe des comités de grève élus qui commencent à se mettre en place chez les cheminots et à la RATP, en souhaitant leur multiplication et leur coordination.

Nous appelons les travailleurs de tous les secteurs, les étudiants et les lycéens à s'engager massivement dans la grève et à multiplier les rencontres

interprofessionnelles, notamment en envoyant des délégations dans les AG des uns des autres, en proposant des AG interprofessionnelles partout où c'est possible, en s'aidant réciproquement pour mener les actions et en menant des actions communes.

Nous appelons notamment à participer massivement à l'AG interprofessionnelle convoquée par plusieurs syndicats à la Bourse du travail de Paris à l'issue de la manifestation parisienne du 20 novembre, où nous défendrons les propositions contenues dans le présent appel.

Nous demandons aux organisations syndicales et politiques qui affirment vouloir combattre les mesures de Sarkozy d'appeler à cette AG interprofessionnelle et à des rencontres et réunions interprofessionnelles partout où c'est possible.

UNE PUISSANTE GRÈVE NATIONALE ÉTUDIANTE A COMMENCÉ !

Dix-huit mois après la mobilisation contre la loi sur l'égalité des chances (LEC), avec la grève nationale étudiante semi-victorieuse contre le CPE, c'est reparti ! Depuis la semaine du 18 octobre, les Assemblées Générales dans les universités ont regroupé des centaines, puis des milliers d'étudiants. Au 19 novembre, la grève avec piquets s'étend à plus d'une quarantaine de centres universitaires. Les cortèges des manifestations des 8, 14 et 16 novembre ont rassemblé des milliers d'étudiants. Les actions reprennent, comme les blocages de route ou de gare, qui démontrent une volonté de jonction avec les travailleurs...

Depuis les premières rencontres inter-organisationnelles du mois de septembre (cf. le dernier numéro du CRI des travailleurs), un Collectif contre la LRU est né. Ce Collectif rassemble Sud-Étudiant, la FSE, la Tuud de l'UNEF, l'AGEC (Association Générale des Étudiants de Clermont), Émancipation tendance intersyndicale, la tendance Pour un Syndicalisme de Lutte du SNASUB-FSU, l'UEC les JCR, le Groupe CRI... Le rôle de ce Collectif a été important pour permettre d'appeler dans le plus d'universités possibles à la mobilisation ; il a appelé à rejoindre les travailleurs dans la rue à chacune de leur journée de mobilisation ; il a

mis d'emblée les principales revendications en avant et a annoncé l'objectif immédiat de la grève. Il a également montré son utilité pour la première coordination nationale universitaire, qui a réuni des délégués de 21 universités dès les 27-28 octobre. C'est à l'appel de l'AG de Toulouse-le-Mirail qu'elle s'est réunie, le Collectif contribuant à relayer plus largement cet appel.

Une nouvelle fois, les forces syndicales et politiques de lutte montrent qu'elles contribuent au mouvement d'une manière décisive malgré leur faiblesse et leurs divisions. En particulier, le plan de mobilisation volontariste décidé au congrès et au CN de la FSE a été efficace, de même que l'essentiel de sa ligne politique : extension des revendications, jonction avec les travailleurs et mise en avant immédiate de la question de la grève et des piquets de grève. La présence sur le terrain de la FSE a elle aussi été importante : toutes les universités où elle est implantée ont été parmi les premières en grève. Enfin, la FSE s'est battue pour que la Coordination nationale se tienne le plus tôt possible, car la centralisation auto-organisée de la lutte est un facteur décisif pour son renforcement.

Maintenant que la Coordination nationale s'est dotée de porte-paroles, il s'agit, pour les organisations de

lutte, de tout faire pour la mettre en avant, avec ses représentants légitimes. C'est une nécessité pour favoriser l'auto-organisation des étudiants et donc le progrès de leur conscience politique. C'est aussi nécessaire parce que la Coordination a été d'emblée plus avancée que bien des membres du Collectif contre la LRU : ses appels avancent les revendications et les moyens d'actions les meilleurs à mettre en œuvre dans ce mouvement. En revanche, l'UEC, par exemple, s'est prononcée contre l'appel de la coordination de Rennes à bloquer les gares avec les cheminots, non pour des raisons tactiques, mais par refus d'œuvrer concrètement à la convergence des luttes. Or, par ses relais médiatiques et la légitimité que lui confère sa participation au collectif, l'UEC est apparue bien plus souvent que les porte-paroles de la coordination et les organisations qui soutenaient l'appel de Rennes. Plus grave encore, suivant en cela l'orientation politique des directions du PC et de la CGT, l'UEC est tentée de mettre en avant ses « propositions » pour l'université — ce qui pourrait préparer une ligne de « négociation », sur les pas de l'UNEF.

Il s'agit de combattre maintenant au sein des Assemblées générales et donc de la Coordination nationale contre ces tentatives de détournement

ou d'appropriation du mouvement par des organisations qui refusent de combattre jusqu'au bout pour les revendications, pour la jonction avec les autres secteurs, vers la grève interprofessionnelle. L'expérience du mouvement de 2006, la situation marquée par la combativité d'un certain nombre de secteurs, ont rendu ce mouvement possible. Les étudiants mobilisés en sont souvent conscients et le montrent dans leurs plates-formes de revendications.

Bien sûr, rien n'est gagné : le gouvernement est fort, même s'il tire l'essentiel de sa force du refus délibéré de toutes les directions syndicales de l'affronter. C'est ainsi que l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche, après avoir appelé à l'abrogation de la LRU en juillet, n'a pas mis cette revendication en avant pendant tout les mois de septembre et d'octobre, sous prétexte que cela ne faisait pas consensus avec l'UNEF qui s'était prononcée pour la « réforme ». Les directions des principales organisations, la FSU et la CGT, dans la recherche, chez les enseignants et chez les personnels, n'ont rien fait pour construire la mobilisation, ni au niveau national, ni le plus souvent au niveau local. Quant à l'UNEF, après que Bruno Julliard, son président, ait ridiculement avoué que Sarkozy lui avait promis des efforts sur le budget s'il l'aidait à faire passer la loi Pécresse (*Libération* du 19/10/07), elle essaie aujourd'hui de se raccrocher au mouvement : ses militants votent pour

l'abrogation de la loi dans les AG et même parfois ici ou là pour les piquets de grève. Mais dans beaucoup de grosses AG, ils sont sans influence, le mouvement étant parti absolument sans eux. L'UNEF reste bien sûr un obstacle sur la voie de la mobilisation, mais sa capacité de nuisance se concentre cependant avant tout, pour le moment, dans son omniprésence médiatique dès qu'il est question des étudiants. Ce n'est pas à négliger, car la masse des étudiants non mobilisés, qui ne vont pas encore aux Assemblées Générales, sont évidemment bien plus sensibles à son discours.

Les communistes révolutionnaires doivent s'efforcer de contribuer à la victoire de ce mouvement. Pour cela, il est nécessaire de faire encore progresser la conscience de l'avant-garde en montrant les aspects généraux et politiques du mouvement : il faut insister encore sur la nécessité du mouvement d'ensemble et de la construction de la grève générale. Dans les AG étudiantes, il faut proposer des délégations massives auprès des AG de cheminots, d'agents de la RATP et d'EDF-GDF. Les grèves ne peuvent s'étendre à d'autres secteurs que si les premiers en grève agissent comme l'avant-garde d'un mouvement d'ensemble, mettant en avant des revendications qui permettent aux autres secteurs de les rejoindre. Il faut aussi patiemment argumenter auprès des étudiants les plus radicalisés qui, dans leur désir de construire vite un mouvement décisif,

tendent à ne pas accorder assez d'attention et à consacrer assez d'efforts à convaincre les indécis de la nécessité du mouvement, voire tentent plutôt le coup de force.

De plus, il faut bien sûr combattre les manœuvres des directions des universités qui veulent mettre en place des référendums pour briser la grève. Il est nécessaire de rappeler que seules les AG permettent un vote démocratique, car elles seules permettent à chacun, à travers le débat précis, de se forger sa propre opinion en échappant à la pression des médias et de l'opinion publique qui expriment toujours les intérêts de la classe dominante. De ce point de vue, il faut, à l'image des étudiants d'Aix-Marseille, se saisir de la bourde de Pécresse invitant les étudiants à aller en AG pour faire valoir leur avis : elle a ainsi elle-même légitimé les AG !

Enfin, il est toujours nécessaire d'expliquer sans relâche le rôle des bureaucraties syndicales : les étudiants doivent comprendre qu'elles ont un pouvoir sur la mobilisation et qu'il faut faire pression sur elles, en les dénonçant, en les interpellant à la fois par le biais d'appels, mais aussi de délégations massives aux sièges des syndicats. En même temps, il faut expliquer la nécessité de s'organiser, de se syndiquer, en s'appuyant sur l'efficacité dont ont fait preuve les organisations de lutte et en particulier la FSE.

Paul Lanvin

APPELS DES TROIS PREMIÈRES COORDINATIONS NATIONALES UNIVERSITAIRES

APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE DE TOULOUSE (27-28/10)

Une coordination nationale universitaire, rassemblant 36 délégués mandatés par 21 universités, s'est réunie les 27 et 28 Octobre à Toulouse suite à une nouvelle attaque du gouvernement contre le service public de l'enseignement supérieur: la loi Pécresse, dite « de libertés et responsabilités des universités » (LRU).

Cette loi permet un désengagement financier de l'Etat au profit des entreprises et des intérêts privés. Par leur présence accrue dans les conseils, ils influenceront forcément le contenu des cours. Les universités auront ainsi

moins de financement pour les filières considérées comme non-rentables par les nouveaux financeurs. Elles seront gérées comme des entreprises sur des bases de rentabilité: mise concurrence des universités et des personnels, précarisation et dégradation des conditions de travail et des salaires, concentration des pouvoirs au sein des conseils d'administration et dans les mains du président de l'université. La loi instaure également une présélection des lycéens à l'entrée de l'université.

Ce démantèlement de l'enseignement supérieur est encadré

par le processus de Bologne, initié en 1999, dont l'objectif principal est la mise en concurrence des universités à l'échelle européenne (d'où aujourd'hui des frais d'inscriptions à 1000 euros en moyenne en Allemagne et au Portugal, à 3000 euros en Italie)

C'est pourquoi, nous exigeons **l'abrogation inconditionnelle et immédiate de la LRU** et nous nous prononçons :

• *Pour un vrai droit à l'éducation et à la formation pour tous*

• *Pour la défense des statuts des personnels d'université, pour la titularisation des personnels précaires*

• *Contre la privatisation de l'université publique et la politique de pénurie budgétaire, pour le réengagement financier massif de l'Etat, pour l'augmentation des aides sociales étudiantes, pour la construction de logements sociaux à hauteur des besoins.*

Mais cette loi n'est pas isolée. Ce gouvernement est résolu à nous imposer un mouvement social d'ampleur historique. Nous ne devons pas faire son jeu qui consiste à dresser les uns contre les autres les travailleurs et les étudiants, le public et le privé, les Français et les étrangers. Tout au contraire, alors qu'un large mouvement social se dessine dans tout le pays, alors que le 18 Octobre les salariés de la SNCF, de la RATP et d'EDF-GDF ont montré qu'ils étaient

disponibles pour lutter, nous devons articuler nos revendications.

C'est pourquoi nous sommes décidés à nous battre :

• *Pour le rétablissement des 22 000 emplois de fonctionnaires (dont 11 200 dans l'Education Nationale) liquidés dans le budget 2008 et des 25 000 postes supprimés au cours des cinq années précédentes,*

• *Contre le démantèlement des services publics.*

• *Contre la privatisation de la Sécurité sociale et les franchises médicales*

• *Pour la défense des régimes spéciaux de retraites, les 37.5 annuités pour tous, la retraite à 60 ans à taux plein*

• *Pour l'abrogation des lois anti-immigrés, CESEDA et Hortefeux;*

une carte d'étudiant = une carte de séjour.

• *Pour l'amnistie de tous les réprimés des mouvements sociaux.*

Nous sommes déterminés à construire la mobilisation dans nos universités et nos lycées, et l'unité d'action avec les salariés. Au rouleau compresseur du gouvernement, nous opposons la convergence de tous les secteurs attaqués, qui seule pourra le faire céder.

Nous appelons les universités à construire la grève avec piquets de grève dès que possible, comme seul moyen pour gagner, et à bloquer les CA pour empêcher l'application de la loi.

Nous appelons aux manifestations des 30 Octobre, 8 et 20 Novembre, et à toutes autres initiatives lancées par les salariés.

APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE DE RENNES (10-11/11)

Nous, étudiants réunis en coordination nationale, représentant les assemblées générales de universités, constatons que la mobilisation prend chaque semaine de l'ampleur contre la LRU et les attaques du gouvernement. Plus de 50 assemblées générales ont eu lieu cette semaine, réunissant des dizaines de milliers d'étudiants. **Plus de 25 universités sont en grève, dont plus de 15 ont voté massivement le blocage et l'arrêt total des cours.** La mobilisation des étudiants s'annonce donc massive. Des assemblées générales sont prévues cette semaine dans presque toutes les universités.

Nous refusons la LRU parce qu'elle vise à démanteler le service public d'enseignement supérieur, amorcé depuis plus de 30 ans à travers de nombreux projets de lois (loi Faure, Projet De Waquet, Plan U3M, LMD, Loi de Modernisation des Universités), dont l'objectif principal est la mise en concurrence des universités à l'échelle mondiale comme aux niveaux nationaux. La LRU va vers la privatisation des universités, augmentant ainsi le poids des entreprises et du privé. Les universités pourront être gérées comme des entreprises par des présidents tous puissants et des conseils d'administration avec encore moins de contrôle démocratique. Ainsi, les universités seront mises en

concurrence avec comme conséquence une baisse du financement des filières considérées comme non rentables, une dégradation des conditions d'études dans les universités, et une augmentation de la sélection envers les étudiants. La loi instaure une pré-sélection des lycéens à l'entrée de l'université et facilite à terme l'augmentation des frais d'inscriptions. Nous appelons l'ensemble des lycéens-ennes à se mobiliser et à bloquer leurs établissements.

De plus, les personnels enseignants comme non enseignants seront précarisés et gérés directement par la présidence des universités : c'est la casse de leur statut qui est programmée.

Cette réforme n'étant ni négociable, ni amendable tant au niveau national que local, nous exigeons son abrogation.

La LRU n'est qu'une des mesures qui s'inscrivent dans la logique globale de casse de l'éducation, des services publics, et de l'ensemble des droits sociaux.

Nous exigeons un cadrage national des diplômes, une augmentation des aides sociales et du budget de l'enseignement supérieur, ainsi que la suppression des frais d'inscription. En particulier, nous exigeons le rétablissement des 22000 postes de fonctionnaires supprimés cette année

dont les 11200 dans l'éducation nationale.

Nous exprimons notre solidarité avec les luttes des salariés qui se déroulent en ce moment et avec leurs revendications : contre la remise en cause des régimes spéciaux et pour le retour aux 37,5 annuités pour tous ; contre les franchises médicales ; contre la précarisation des statuts de la fonction publique. Cette solidarité ne doit pas être un vain mot elle engage tous les acteurs du mouvement social à travailler et à lutter ensemble. Nous dénonçons également la stigmatisation des immigrés et nous exigeons l'abrogation des lois anti-immigrés en particulier la loi Hortefeux, la régularisation de tous les sans-papiers et la fermeture des centres de rétention, et la fin des rafles. Au rouleau compresseur du gouvernement nous opposons la convergence des luttes tous les secteurs attaqués, qui seule pourra le faire céder.

Le gouvernement fait fermer les universités bloquées et envoie les CRS dans celles qui sont occupées. A la mobilisation, le gouvernement répond par des pseudo promesses et par une répression dans les universités, nous appelons au boycott et blocage des commissions de mise en place de la LRU. Nous condamnons fermement les fermetures administratives et les agissements de la police. Face aux référendums organisés par les

administrations nous affirmons la seule légitimité des Assemblées Générales et des comités de grèves pour décider des suites du mouvement. Les votes à bulletins secrets doivent être empêchés car ils nuisent au mouvement.

Nous appelons la population à soutenir notre mobilisation, celle des cheminots et la grève du 20 novembre dans la fonction publique. C'est par une lutte de tous et pour tous, que nous pourrons faire céder le gouvernement.

Nous appelons les étudiants à se mettre en grève dès maintenant, à

construire la lutte avec piquets de grève, blocage et occupation à discuter et convaincre autour d'eux pour construire un mouvement encore plus massif. Nous appelons tous les personnels des universités à nous rejoindre dans la grève.

Nous appelons à une journée nationale d'action de blocage des gares le mardi 13 novembre.

Nous appelons à manifester aux côtés des cheminots le 14 ou le 15 novembre selon les villes. Nous appelons à manifester massivement le

20 novembre avec la fonction publique.

Nous appelons les salariés du public comme du privé à se saisir de ces dates pour nous rejoindre dans la grève, car c'est tous ensemble étudiants lycéens travailleurs que nous ferons céder le gouvernement.

La coordination ne reconnaît pas et condamne toute négociation de syndicat ou organisation avec le gouvernement car l'objectif est la mise en place d'un rapport force, le seul moyen de satisfaire nos revendications.

APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE DE TOURS (17-18/11)

Le mouvement étudiant s'amplifie de plus en plus : plus de 60 universités sont touchées par le mouvement dont une quarantaine sont bloquées. 6 interventions policières et des arrestations arbitraires ont eu lieu dans des facs cette semaine. Nous les condamnons fermement. Mais Sarkozy et les présidents d'université pourront envoyer la police et la gendarmerie tant qu'il veulent contre nous, cela ne nous empêchera pas de nous mobiliser.

Nous continuerons la grève jusqu'au retrait de la loi Pécresse parce qu'elle signifie la privatisation de l'enseignement supérieur. L'introduction de financements privés va renforcer les inégalités entre universités et filières et va permettre une mainmise du patronat sur le contenu des formations.

L'université n'est pas responsable du chômage, et adapter l'université aux exigences du "monde du travail" ne rapprochera pas les étudiants de l'emploi : la professionnalisation est au contraire le plus court chemin vers la déqualification et vers la précarité.

Nous refusons également l'instauration d'une pré-sélection à l'entrée de l'université, qui remet en cause l'accès de tous à l'université. C'est pourquoi nous appelons tous les lycéens à se mobiliser contre la loi Pécresse.

Pour les présidents d'universités, c'est également la possibilité de recruter des personnels en dehors du statut de la fonction publique, et de gérer la carrière de ces derniers. Nous refusons catégoriquement la généralisation de la concurrence et de la précarité pour les personnels, ainsi que le renforcement des pouvoirs des

présidences et du patronat au sein des Conseils d'Administration.

Cette réforme n'est ni amendable, ni négociable, que ce soit sur un plan local ou national.

Si nous nous battons pour l'abrogation de la LRU, c'est parce que nous nous battons pour le droit à l'éducation pour tous. Exiger l'abrogation implique donc de lutter pour une augmentation massive du budget de l'enseignement supérieur, pour une augmentation massive des aides sociales, pour de vrais diplômes nationaux reconnus dans les conventions collectives, pour l'égalité entre Français et Etrangers dans l'accès aux études.

La journée du 14 novembre montre que la contestation sociale s'amplifie. Les cheminots, les salariés de la RATP et d'EDF-GDF ont raison de lutter sur la question des retraites. Nous aussi, étudiants, sommes concernés, car le gouvernement et le MEDEF veulent augmenter la durée de cotisation de l'ensemble des salariés, à 41 voire 45 ans. Parce que nous ne voulons pas perdre notre vie à la gagner, nous soutenons le mot d'ordre de 37,5 annuités de cotisations pour tous aux côtés des cheminots et des salariés d'EDF, de GDF, de la RATP...

Les salariés de la fonction publique ont tout autant raison de se mettre en grève contre le démantèlement des services publics, contre les 22 000 suppressions de postes, qui dégradent notamment les conditions d'études des lycéens, et pour l'augmentation des salaires. C'est d'embauches dans les services publics dont nous avons besoin : dans les universités mais également dans les écoles, dans les

hôpitaux. C'est pourquoi nous soutenons les revendications des salariés du public : pour des embauches massives, pour la défense des services publics et l'augmentation des salaires.

Suspendre les cours est le seul moyen pour que tous les étudiants, notamment les boursiers, puissent se réunir et décider ensemble de se mobiliser. Sans blocage, sans occupations massives des Universités, les étudiants ne disposent pas réellement de droit de grève. Face aux tentatives de faire reprendre les cours par l'intermédiaire des référendums, nous réaffirmons la seule légitimité des Assemblées Générales pour décider des suites du mouvement : c'est dans les AG que les informations, les différents points de vue peuvent être échangés et que les étudiants peuvent voter en connaissance de cause. C'est aux grévistes d'organiser eux-mêmes leur prise de décision et non aux présidents d'université qui pour la plupart soutiennent la réforme.

Nous appelons donc au boycott des votes organisés par les administrations universitaires. Nous condamnons également les fermetures administratives, qui visent à dissuader les étudiants de se rendre sur leur lieu d'étude et de se mobiliser. Leur projet est de détruire l'ensemble des acquis sociaux. Face à ce projet, c'est ensemble que nous gagnerons : nous devons construire un mouvement d'ensemble des jeunes et des salariés pour riposter à l'offensive du gouvernement.

Nos revendications :

- contre la remise en cause des régimes spéciaux ;
- contre les franchises médicales ;
- contre la précarisation des statuts de la fonction publique.

Nous dénonçons également la stigmatisation des immigrés, et nous exigeons l'abrogation des lois anti-immigrés, en particulier la loi Hortefeux, la régularisation de tous les sans paier, la fermeture des centres de rétention et la fin des rafles.

Nous appelons à amplifier et approfondir la mobilisation par la généralisation des AG et des piquets de grève dans toutes les universités.

Nous appelons les lycéens à organiser partout des AG, pour préparer la grève à partir du 20.

Nous ferons tout pour que la journée de grève du 20, aux côtés des salariés en lutte, soit un succès.

Nous appelons à une journée de grève et de manifestation étudiante et lycéenne dans toutes les villes le 22.

Nous proposons une date de mobilisation interprofessionnelle le 27 novembre aux autres secteurs en lutte. Nous rejoindrons toute initiative proposée par les salariés en grève : leur combat est aussi le nôtre.

Nous appelons tous les jeunes et les salariés à se saisir de ces dates pour nous rejoindre dans la grève. Nous appelons à la tenue de réunions interprofessionnelles dans toutes les villes.

CORRESPONDANCES DE MILITANTS CRI ET DE SYMPATHISANTS DES UNIVERSITÉS

UNIVERSITÉ DE ROUEN

UNE GRÈVE PRÉCOCE ET PUISSANTE, GRÂCE À L'ACTIVITÉ DES MILITANTS DE LUTTE ET À LA FAIBLESSE RELATIVE DES APPAREILS

La mobilisation pour l'abrogation de la LRU a pris naissance à l'université de Rouen (site de Mont-Saint-Aignan, UFR des lettres et sciences humaines) dès le 17 octobre. À cette date s'est tenue une première assemblée générale d'étudiants, de personnels enseignants et non-enseignants, convoquée par un comité de mobilisation, lui-même soutenu par la FSU (SNESup, SNCS, SNASUB, SNEP), la CGT (FERC-Sup, SNTRS), l'UNSA (SNPTES, A&I), l'UNEF et Sud-Étudiant. En cette veille de grève massive chez les cheminots, les électriciens et les gaziers, il s'agissait d'emblée d'articuler les revendications : j'ai proposé une motion se prononçant pour l'abrogation immédiate et inconditionnelle de la LRU, rétablissement des 22 000 emplois de fonctionnaires (dont 11 200 dans l'Éducation nationale) liquidés dans le Budget de 2008 et des 25 000 postes supprimés au cours des cinq années précédentes, contre toute remise en cause des statuts de la Fonction publique, contre la privatisation de la Sécurité sociale et les franchises médicales, contre la remise en cause des régimes de retraite : 37,5 pour tous, contre la traque des sans-papiers, contre les tests ADN et la loi anti-immigrés d'Hortefeux, contre la remise en cause du droit de grève. La motion se terminait par l'appel à la mobilisation et à la construction de la grève.

Adoptée ce 17 octobre, elle a ensuite été soumise au vote des AG suivantes, de plus en plus nombreuses : de 80 à la mi-octobre, elles rassemblaient entre 300 à 400 personnes fin octobre, et jamais moins de 1 000 à partir de début novembre. C'est sur la base de ce texte qu'un mandat a été défini, porté par deux délégués (un étudiant et moi-même, enseignante-chercheuse) à la première coordination nationale (Toulouse).

La faculté de Rouen est la première où la grève et le blocage aient été votés, dès le 24 octobre, qui plus est à une confortable majorité. Ensuite, ils ont été régulièrement reconduits par vote, pour des périodes de 2 à 4 jours. Le blocage se révèle actif, vivant, politique : des débats s'y déroulent dans les halls restés ouverts des bâtiments bloqués. Le président de l'université a bien tenté d'y faire obstacle, en convoquant par exemple une AG concurrente (et en utilisant les adresses électroniques de tous les étudiants inscrits !) ou encore en envoyant ses partisans dans les bibliothèques restées ouvertes pour appeler à voter contre le blocage... Mais devant l'ampleur et la puissance de la mobilisation, il a dû assez vite renoncer à ses manœuvres. À l'exception d'une journée, la fac n'a jamais été fermée administrativement.

Les forces organisées présentes sur la fac de Rouen sont très minoritaires. Il y a 5 ou 6 militants de l'UNEF « majo » (reconnus par la direction nationale), qui n'ont pas

cherché à s'opposer à la mobilisation ; ils ont été d'emblée très clairs sur la revendication « abrogation de la LRU », sont actifs sur le terrain, votent les motions proposées, mais ils ont centré le mouvement sur le 20 novembre et sur la demande de « plus de moyens ». Une tendance minoritaire de l'UNEF (non reconnue par la direction nationale), plus droitiste, mais disposant sur la fac du soutien du doyen (Lettres) et par conséquent d'un bureau et de matériel, a été rapidement balayée : prétendant lors d'une des premières AG monopoliser la tribune, s'acharnant à garder le micro, sa dirigeante a indiqué à ceux qui « n'étaient pas contents » qu'ils pouvaient aller se réunir ailleurs ; les 350 personnes présentes se sont levées, ont quitté la salle et se sont installées dans un autre amphi où l'AG s'est finalement tenue, abandonnant les 4 « UNEF dissidents », restés seuls et penauds, à leur triste sort.

D'autre part, on remarque les « autonomes » (autodésignés « AntiFrance » pendant la mobilisation anti-CPE) : ils sont actifs, très prolixes dans les AG, très antimotions, très manifestations-aux-flambeaux-suivies-du-démontage-d'un-MacDonalds. Ils ont le verbe haut mais sont assez peu nombreux (une douzaine, qui occupent de nuit l'amphi principal de l'UFR des Lettres). Malgré les sollicitations répétées, aucune délégation n'avait été élue pour participer à la deuxième

coordination nationale (Rennes) (et ce bien que le principe de la participation et le mandat aient eux-mêmes été votés) ; les autonomes s'y sont donc invités, en prétendant avoir été élus, tandis que des étudiants sympathisants de SUD s'y rendaient de leur côté... Cela a créé une grande confusion et de vives tensions, qui prouvent que la question de l'élection des délégués mandatés et révocables est décidément une question clé dans tout mouvement si l'on veut qu'il soit auto-organisé démocratiquement.

Chez les personnels, l'intersyndicale s'est réunie à plusieurs reprises durant la mobilisation, mais elle a démontré la passivité, parfois le ralliement de 25^e heure de certains responsables syndicaux. Une division s'est présentée au grand jour notamment entre des élus dans les instances de cogestion, ne condamnant pas frontalement la LRU, voire commençant à la mettre en application, et des militants syndicaux déterminés à se mobiliser et à construire la grève. La politique des directions syndicales a fait l'objet d'un vote en assemblée générale, le 5 novembre (AG rassemblant environ 1 200 personnes). J'ai proposé une motion qui a été adoptée à l'unanimité moins 6 voix contre et quelques abstentions : « *Nous appelons les directions syndicales de l'enseignement supérieur à rejoindre*

la mobilisation et à appeler à la grève immédiatement. »

C'est donc dans un cadre politique très intéressant que se que se déroule la mobilisation. Depuis le début, celle-ci est portée par des assemblées générales puissantes qui se tiennent en moyenne deux fois par semaine. Des textes et initiatives d'action y sont discutés et adoptés. L'un des enjeux concerne la manière d'étendre la mobilisation :

- aux personnels enseignants et non-enseignants, très minoritaires encore dans les AG ; pour ce faire, l'intersyndicale a convoqué plusieurs assemblées générales spécifiques de personnels (rassemblant en moyenne 80 à 100 personnes), destinées à expliquer les répercussions concrètes de la loi pour tous ceux qui travaillent à l'université. Des équipes de diffusion se sont constituées pour apporter l'information salarié par salarié, service par service, pour appeler aux AG et à la grève.

- aux sites non encore touchés par la grève et le blocage : depuis début novembre, alors que jusqu'à présent seules les UFR de Lettres et de Psychologie-sociologie étaient en mouvement, des AG se tiennent en Sciences et en STAPS ; elles ont décidé la grève et le blocage lors des journées de mobilisation interprofessionnelle, dont le 14 novembre ;

- aux lycéens : des tournées d'information et de mobilisation se sont déroulées en particulier lors des manifestations (rassemblant de 200 à 1 000 personnes selon les jours), auxquels des lycéens ont participé ;

- dans une perspective interprofessionnelle : mandatés par l'AG, nous sommes rendus le 13 novembre au matin au dépôt SNCF des Quatremares à Sotteville-les-Rouen et en gare de Rouen, pour distribuer un tract expliquant les raisons de la mobilisation dans les universités et la nécessité de la convergence des luttes. L'accueil a été chaleureux et l'initiative jugée très positive. Le soir même s'est tenue dans les locaux de SUD-Rail une réunion regroupant des cheminots, des étudiants et moi-même ; une décision a été prise de rédiger un projet de tract commun, qui sera soumis en AG (SNCF et fac), de se rendre en délégations dans nos AG respectives (cheminots à l'université et vice-versa) et de proposer la tenue d'une première AG interprofessionnelle le 19 novembre.

La grève et l'activité politique des étudiants et personnels de la faculté de Rouen sont donc extrêmement avancées et prometteuses, jouant un rôle réel dans la construction d'un grand mouvement interprofessionnel contre la politique de Sarkozy.

L., militante CRI

UNIVERSITÉ PARIS-I (SITE DE TOLBIAC)

TOUJOURS PARMIS L'AVANT-GARDE DU MOUVEMENT MALGRÉ UNE PRÉSIDENTE DE CHOC, GRÂCE À LA FORTE PRÉSENCE MILITANTE ET À L'EXPÉRIENCE VIVANTE DE 2006

Le site de Tolbiac de l'université Paris I est en grève avec blocage depuis mardi 30 octobre. C'est ainsi la deuxième faculté à avoir pris cette décision après celle de Rouen. Les militants de la FSE (et parmi ceux-ci les militants CRI) ont joué un rôle moteur dans la construction de la mobilisation dans un contexte de forte tradition militante — la faculté de Tolbiac en est à sa quatrième grève avec blocage depuis le printemps 2003 et elle était la seule à être partie en grève, pendant 24 heures, suite à l'élection de Sarkozy...

Avant même le déclenchement de la grève, la direction de l'université a embauché des vigiles privés (pour contrôler les cartes d'étudiants les jours d'AG) et a refusé de nous accorder des amphis pour nous réunir. Il a fallu alors s'organiser pour prendre des amphis et débrayer des cours. Suite à un débrayage, une première AG significative a réuni mardi 16 octobre environ 350 étudiants. Sur proposition de la FSE, l'AG a adopté à la quasi-unanimité une motion qui dit notamment : « *Nous nous fixons comme objectif la grève nationale des universités, avec piquets de grève.*

Pour la construire démocratiquement, nous nous prononçons pour la tenue d'une coordination nationale des universités. » De plus, après la puissante journée de grève et de manifestation du 18 octobre, le comité de mobilisation de Tolbiac a adopté l'appel adopté par l'AG interprofessionnelle tenue à la Bourse du travail dans la foulée de la manifestation parisienne. Cela montre que la conscience politique des militants et des étudiants qui constituent l'avant-garde du mouvement (nombreux à avoir déjà participé à celui de 2006 contre le CPE

et la LEC) était mûre pour participer à la construction d'une puissante mobilisation d'ensemble contre Sarkozy.

Jeudi 25 octobre, une nouvelle AG a réuni environ 150-200 étudiants. Alors que la direction de l'UNEF voulait s'appuyer sur la mobilisation relativement faible pour ne rien faire, nous avons convaincu l'AG d'organiser des interventions massives et de reconvoquer une autre AG en fin d'après-midi. Les faits nous ont donné raison puisqu'en fin d'après-midi, environ 350 étudiants motivés qui se réunissaient et décidaient de convoquer une AG mardi 30 octobre dans le plus grand amphithéâtre de Tolbiac, avec à l'ordre du jour la grève avec piquets de grève. Deux mandats (FSE et CNT) ont été élus pour la coordination nationale de Toulouse ; une candidature de l'UEC, soutenue par l'UNEF, a été balayée, recueillant une dizaine de voix.

La veille de l'AG du 30 octobre, lors du comité de mobilisation, la direction de l'UNEF a tenté de décourager les étudiants de tenir l'AG prévue dans le grand amphithéâtre (où devait se tenir un cours) et a proposé de tenir l'AG dans un petit amphithéâtre qu'elle avait négocié avec la direction de la faculté, afin d'empêcher le vote de la grève. De justesse, nous avons réussi à convaincre le noyau dur de respecter le vote de la dernière AG et d'imposer la tenue de l'AG dans le grand amphithéâtre.

Mardi 30 octobre, l'AG a voté à une très large majorité la grève avec piquets de grève et a adopté l'appel suivant sur proposition de la FSE : « *Mardi 30 octobre 2007, nous nous mettons en grève, avec piquets de grève pour obtenir l'abrogation de la LRU et de l'ensemble des contre-réformes du gouvernement (franchises médicales, lois sécuritaires et anti-immigrés, remise en cause du statut de la fonction publique, attaques contre les retraites, etc.). Pour faire plier le*

gouvernement, nous devons construire la grève nationale des universités, avec piquets de grève, avec pour objectif la grève générale interprofessionnelle. Cheminots, électriciens, gaziers, travailleurs de tous les secteurs, c'est par la grève, tous ensemble que nous vaincrons le gouvernement. Alors que la quasi-totalité des syndicats de personnels s'est prononcée pour l'abrogation de la LRU, nous leur lançons un appel : ne laissez pas les étudiants isolés et appelez l'ensemble des personnels des universités à nous rejoindre dans la grève. »

Mercredi 31 octobre, une AG d'environ 1000 étudiants a reconduit la grève avec blocage. Un bras de fer s'est alors instauré avec la direction de l'université qui a multiplié les actes de répression (avec l'appui unanime des directeurs d'UFR affichant leur "solidarité totale" avec la présidence) : fermetures administratives (du 2 au 6 novembre, les 8, 10, 14 et 15), intervention policière (7 novembre à 22h), communiqués mensongers... Malgré la fermeture administrative, les grévistes ont pu rentrer de force dans le centre lundi 5 novembre. Mercredi 7, une AG énorme de 1300 étudiants a revoté les piquets de grève à une large majorité, ainsi que l'occupation. Vendredi 9, une nouvelle AG a élu 5 mandats à la coordination nationale (FSE, SUD et non syndiqués), rejetant une nouvelle fois la candidature d'un militant de l'UNEF.

Nouvelle manœuvre de la présidence : elle a décidé d'organiser un référendum électronique du mardi 13 au jeudi 15 novembre. Mardi 13, l'AG de 1300 étudiants a reconduit la grève avec blocage à une écrasante majorité jusqu'au mardi suivant. L'AG a également voté pour la démission immédiate du président de Paris-I et le boycott de son référendum. Mercredi 14 et jeudi 15, la présidence décidait une nouvelle fois de fermer Tolbiac.

Nous devons donc faire face à une présidence hargneuse qui nous empêche de nous auto-organiser correctement et de mettre en place des activités alternatives à Tolbiac. Autre problème : le mouvement n'est pas encore assez fort et déterminé pour chasser de force les vigiles privés qui contrôlent encore l'accès à l'université. En outre, la direction du SNESup Paris-I refuse de soutenir les piquets de grève et même de demander le départ des vigiles privés ou de condamner les interventions policières ! Pire, la dirigeante locale du SNESup a pris à partie les grévistes qui tenaient les piquets. Toutefois, la tension règne au sein de ce syndicat à Paris-I et des enseignants ont effectué une collecte pour aider le comité de grève.

En ce qui concerne la CGT, assez forte à Paris-I, elle refuse de soutenir la grève des étudiants et même de condamner l'intervention des CRS contre eux, se bornant à dire dans un communiqué que « cela ne règle rien » ! De plus, si elle affirme son « opposition » à la loi LRU et condamne ceux qui participent à l'élaboration des nouveaux statuts de Paris-I avec la présidence, elle ne se prononce pas pour l'abrogation de la loi et elle présente aux personnels la grève des étudiants en passant sous silence sa revendication primordiale, qui est justement l'abrogation de cette loi.

Au niveau étudiant, la direction de l'UNEF est totalement marginalisée. Les militants JCR au sein de l'UNEF construisent le mouvement, mais pâtissent de leur appartenance à l'UNEF. En revanche, les militants FSE, mais aussi SUD, CNT et « autonomes », sont parmi les plus combattifs dans ce mouvement

S., militant CRI

UN ENJEU IMPORTANT POUR LA MOBILISATION... MAIS UN SITE TRÈS DIFFICILE À BLOQUER !

Le site de la Sorbonne (qui regroupe Paris I, III, IV et V) est de façon générale assez difficile à mobiliser. La plupart des militants syndicaux (FSE, SUD-Étudiant, CNT, TUUD de l'UNEF, essentiellement composée par la JCR) préfèrent consacrer leurs forces sur Tolbiac, considérant nécessaire que ce centre soit en grève pour qu'un mouvement puisse commencer à la Sorbonne. Cependant, ce qui peut se passer à Tolbiac ou sur d'autres centres ne peut avoir qu'une répercussion très faible sur la Sorbonne si un travail préalable d'information et de mobilisation n'y a pas été fait.

Un premier comité s'est réuni juste avant la rentrée pour essayer d'organiser la mobilisation sur la Sorbonne : nous avons décidé de diffuser un tract appelant à une première assemblée générale le 17 octobre. À cette AG, nous avons fait voter une motion demandant l'abrogation de la loi Pécresse et désignant la grève avec piquets de grève comme seul véritable moyen de mobilisation, mais soulignant aussi la nécessité de construire un mouvement unitaire avec les autres secteurs en lutte. Il a aussi été décidé de bloquer le CA de Paris-IV qui devait se tenir le vendredi 19 octobre. À l'ordre du jour de ce CA figurait le vote sur la composition du futur CA en application de la loi Pécresse. Cependant, le matin du jour où le CA se tenait, peu d'étudiants ont pu venir du fait de la grève des cheminots, et

nous n'avons pas eu les forces pour bloquer.

D'autres AG ont été organisées, les 23 et 26 octobre, réunissant entre cinquante et soixante-dix étudiants. Les débats ont essentiellement porté sur la question de l'élargissement de nos revendications. Certains étaient en effet convaincus qu'il fallait d'abord faire un important travail d'information sur la loi Pécresse avant d'élargir et semblaient résumer cette question à une solidarité qu'on afficherait auprès des travailleurs mais qui ne serait pas compréhensible dans l'immédiat par les étudiants. Pour la coordination de Toulouse, il a été décidé que les revendications qui devaient être défendues étaient : l'abrogation de la LRU, des lois Hortefeux/CESEDA, de la loi concernant les mineurs délinquants, pour la défense des régimes spéciaux de retraite, et contre les franchises médicales. L'appel de l'assemblée générale inter-professionnelles du 18 octobre a aussi été adopté. Pour la construction du mouvement l'AG s'est prononcée pour que la coordination appelle à la grève, avec piquets de grève dans les universités dès que possible.

L'AG suivante était prévue le mercredi à 12h, mais en raison de certaines tensions à l'AG de Tolbiac, elle a été reportée en fin d'après midi. Le blocage ayant été voté à Tolbiac, nous avons proposé à des étudiants en grève de venir nous aider pour débrayer TD et amphes pour l'AG de la Sorbonne qui a réuni une

cinquantaine d'étudiants alors qu'elle n'avait pas eu lieu à un horaire prévu. Le vendredi 2 novembre devait se tenir un comité de mobilisation, mais suite à la fermeture administrative de Tolbiac, beaucoup d'étudiants grévistes sont venus à la Sorbonne. Il a donc été décidé à nouveau de débrayer, et avec une soixantaine d'étudiants l'AG s'est tenue. Nous avons soumis une motion soulignant que la LRU touchant l'ensemble de la communauté universitaire et non seulement les étudiants, les enseignants et les personnels devaient nous rejoindre dans la lutte, et d'autre part que, le SNESup, s'étant prononcé pour l'abrogation, il devait s'investir pour construire la mobilisation.

Le nombre d'étudiants en AG n'augmentant pas, il nous est apparu nécessaire d'accélérer la mobilisation en proposant que la question des piquets de grève soit mise à l'ordre du jour de l'AG suivante, et annoncée sur le tract. Mardi 6 novembre, environ 300 personnes étaient en AG, probablement aussi parce que la grève commençait à s'étendre dans les universités. Les piquets de grève ont été soumis au vote et adoptés à une majorité très nette. Le problème de l'occupation s'est posé pour anticiper une fermeture administrative probable de la Sorbonne et une centaine d'étudiants est restés jusqu'à ce qu'à ce que les CRS les délogent vers 23h sans incidents. Depuis, les piquets de grèves restent très difficiles à mettre en place...

C., militante CRI

UNIVERSITÉ PARIS-IV (CENTRE MALESHERBES)

MONTÉE EN PUISSANCE DE LA MOBILISATION À PARTIR DES LIENS ÉTUDIANTS/PERSONNELS ET DE L'AUTO-ORGANISATION

Le centre Malesherbes (Université Paris-IV) a toujours été difficilement mobilisé : deux jours de grève simplement pendant le mouvement anti-LEC du printemps 2006. Mais l'intervention volontariste de la FSE et l'investissement d'étudiants jusque-là

non mobilisés et l'organisation qui se met en place laissent espérer de bien meilleures perspectives pour cette année.

Se sont tenues plusieurs assemblées générales. Elles sont largement soutenues par le personnel :

la première était appelée avec FO, les personnels viennent témoigner leur soutien aux étudiants pendant les AG, contribuent à l'élaboration des tracts, aident à la réservation de salles... Les trois premières AG n'ont rassemblé qu'entre 10 et 20 étudiants chaque

fois. Mais cette dizaine d'étudiants s'est transformée en comité de mobilisation rédigeant les tracts, les distribuant, faisant des interventions en TD et en amphis... Pour la plupart, ils participent pour la première fois à la construction d'une mobilisation. Ce sont maintenant des étudiants sur qui l'on peut compter, qui sont formés, savent expliquer la loi et prennent l'initiative de la rédaction des tracts. Un véritable comité de mobilisation s'est créé : diffusions quotidiennes, liste électronique d'information et de discussion...

C'est spontanément que les premières AG ont exprimé la volonté de se voir représentées en coordination nationale, montrant qu'elles en comprenaient l'intérêt crucial. L'appel issu de l'AG interprofessionnelle du

18 octobre a été adopté au centre Maiesherbes.

L'AG du 7 novembre a réuni 70 étudiants. L'abrogation de la loi Pécresse a été votée par une écrasante majorité après un long débat de fond sur la privatisation, la professionnalisation et la démarche même de la loi. L'AG a mandaté un militant FSE en observateur à la coordination nationale. Une collecte a rapporté 30 euros pour le financement du billet. Enfin, après une longue discussion, le principe du blocage a été adopté à la quasi-unanimité (3 abstentions et 2 contre). Il a été décidé de mettre la question du blocage effectif à l'ordre du jour de la prochaine AG.

L'AG du 13 novembre a réuni plus de 500 étudiants. Ils se sont prononcés

pour la solidarité avec les autres secteurs en lutte, pour le blocage du conseil d'administration, pour l'abrogation de la loi Pécresse. Le blocage a été refusé après un vote à bulletin secret : 272 contre 221 (et quelques dizaines de vote nuls dont « blocage le jour des manifestations » ou abstentions) Les militants FSE sont intervenus pour expliquer que seule la grève générale des universités permettait de construire le rapport de force suffisant pour faire barrage à Sarkozy, et que sa construction n'était pas possible sans le blocage. L'idée doit encore faire son chemin parmi les étudiants du centre...

M., militante CRI

UNIVERSITÉ PARIS-VII

LA MOBILISATION MONTE EN PUISSANCE, LES JCR REFUSENT D'ÉTENDRE ET MÊME DE VOTER LES REVENDICATIONS, MAIS DES LIENS SE TISSENT AVEC LES CHEMINOTS DE LA GARE D'AUSTERLITZ

La mobilisation contre la LRU a commencé mi-octobre à l'Université Paris-VII, mais a eu d'abord du mal à s'amplifier, les premières AG réunissant seulement 70-80 personnes. Le jeudi 8 novembre s'est tenue la première AG importante, avec environ 300 participants, essentiellement des étudiants. Cette AG a voté pour l'abrogation de la LRU à une très large majorité et a décidé la mise en place de barrages filtrants pour mardi 13 novembre au matin. L'AG du 13 novembre à midi a réuni plus de 500 participants et a décidé le blocage de Paris-VII à partir du lundi 19 novembre (280 voix pour, 100 contre). Ce blocage a été mis en place avec succès le 19 novembre et a donné lieu à une AG importante (450 participants) compte-tenu de la grève dans les transports en commun. Cette AG a reconduit le blocage jusqu'à mardi 20 midi (240 pour, 180 contre). Sur proposition du comité de mobilisation, six délégués de l'AG des cheminots de la gare d'Austerlitz sont intervenus à cette AG et y ont reçu un accueil chaleureux. Des initiatives interprofessionnelles concrètes, notamment avec les cheminots de la

gare d'Austerlitz, seront discutées lors des prochaines AG.

Sur le plan politique et syndical, la CGT ne participe guère aux AG. La principale force organisée à Paris-VII est de loin les JCR, qui dominent la section de l'UNEF. Les militants JCR construisent activement le mouvement et dirigent de fait le comité de mobilisation, ainsi que la tribune des AG. Cependant, ils ont limité leur intervention au cadre strict des actions et revendications étudiantes, sous prétexte d'éviter de « braquer » les étudiants. Ainsi, aussi bien en comité de mobilisation qu'en AG, ces militants n'ont jamais cherché à articuler les revendications et les luttes des étudiants avec celles des travailleurs autrement qu'en évoquant un vague « contexte de luttes ». Pire, ils sont allés jusqu'à appeler l'AG à « ne pas prendre part au vote » lorsque j'ai proposé l'adoption de revendications – élémentaires dans le contexte actuel – comme « défense des régimes spéciaux, retour aux 37,5 pour tous ». Plus généralement, sous prétexte d'éviter de faire durer les AG, ils ont contribué à évacuer le débat sur les revendications et les perspectives

nationales et donc à empêcher l'adoption de décisions claires sur ces sujets. Ainsi les délégués de Paris-VII aux Coordinations Nationales et à la Coordination Parisienne n'étaient-ils pas investis de mandats précis, ce qui pose un véritable problème aussi bien en termes d'efficacité de la coordination que de démocratie.

Or, parallèlement à leurs tâches quotidiennes dans la mobilisation, les militants révolutionnaires doivent constamment chercher à faire progresser la conscience politique des travailleurs et des jeunes en lutte. Dans le cas présent, cela implique en particulier de montrer comment la LRU s'inscrit dans le cadre général des attaques du gouvernement Sarkozy-Fillon, et de proposer des moyens concrets pour aller vers la convergence avec les luttes des cheminots et des fonctionnaires (par exemple des rencontres et AG interprofessionnelles), afin de construire la grève interpro, seul moyen de vaincre Sarkozy.

C., militant CRI

MOBILISATION LIMITÉE, MAIS CONSCIENCE POLITIQUE AVANCÉE

Un noyau combatif d'étudiants de l'ENS existe depuis le mouvement de 2006 contre le CPE et la LEC. Sa majorité s'est organisée dans un syndicat SUD-Étudiant, créé à l'issue de ce mouvement, avec notamment des militants d'Alternative libertaire et un militant CRI. Ce syndicat est actif et très avancé politiquement. C'est lui qui a été à l'initiative de la mobilisation sur l'ENS et qui en est le principal moteur, avec quelques enseignants et/ou chercheurs non syndiqués.

Une AG a eu lieu le 18 octobre, avec 70 participants (nombre assez important pour ce petit établissement qui regroupe avant tout des chercheurs et universitaires, ainsi que des élèves issus pour la plupart des classes supérieures). L'intervention CRI à cette AG a porté sur la nécessité d'inscrire la lutte pour l'abrogation de la loi Pécresse dans une lutte d'ensemble des travailleurs des jeunes, contre la tactique des « journées d'action », pour la grève générale et pour demander que les syndicats refusent de participer aux négociations avec le gouvernement. L'AG a exprimé son accord avec cette orientation en adoptant à une forte majorité et l'appel suivant : « *Sarkozy et son gouvernement sont entrain de mener des attaques extrêmement graves contre les travailleurs et les jeunes. Sa stratégie est claire : c'est diviser pour régner. Seule une riposte d'ensemble des travailleurs et des jeunes pourra donc les faire reculer et imposer : • Abrogation de la loi LRU ! • Défense des régimes spéciaux de retraite ! • Défense du statut de la fonction publique. Rétablissement des 22000 postes supprimés ! • Contre la privatisation de la sécurité sociale. Abrogation des franchises médicales ! • Abrogation des lois anti-immigrés d'Hortefeux et CESEDA ! • Abrogation du CNE, de la Loi sur*

l'Égalité des Chances ! — L'expérience de 2003 montre que la tactique des journées d'action isolées et épisodiques ne pourra faire pas gagner. Seule la grève interprofessionnelle reconductible jusqu'à la satisfaction des revendications mènera à la victoire. Pour cela, nous appelons l'ensemble des syndicats à refuser de participer aux négociations avec le gouvernement et à préparer dans l'unité la mobilisation. Sur la base de cet appel, l'AG mandate des délégués : 1) à la coordination interprofessionnelle du 18 octobre à 18h à la Bourse du Travail ; • à la coordination des jeunes du 18 octobre au CICP ; 2) à la coordination des Universités le 20 octobre à Toulouse. »

En l'absence d'appel à la mobilisation et à la grève des syndicats nationaux, il y a eu ensuite un creux dans la mobilisation : les AG suivantes n'ont pas été aussi nombreuses, mais elles se sont tenues régulièrement, réunissant 30 à 40 personnes, avec à chaque fois quelques nouveaux venus. Mais, avec le développement de la grève des universités, la mobilisation s'est amplifiée, toujours sur des bases politiques saines (même si la question du blocage ne peut être posée avec seulement quelques dizaines de personnes mobilisées : l'unique tentative de blocage de 2006 avait fait long feu face aux anti-bloqueurs et à la multiplicité des entrées). C'est ainsi que l'AG du 8 novembre, rassemblant une soixantaine de personnes a précisé ce que signifie sa demande d'abrogation de la loi LRU : « *On ne peut se satisfaire d'amendements dans l'application de cette loi. C'est pourquoi nous ne reconnaissons aucune légitimité à l'UNEF pour représenter le mouvement contre la LRU et pour négocier quoi que ce soit avec le gouvernement au nom de ce mouvement. La coordination nationale*

est le seul organe habilité à représenter ce mouvement. Nous appelons l'ensemble des syndicats d'étudiants, de lycéens, de IATOSS, de l'enseignement supérieur, de la recherche et des professeurs du secondaire à exiger l'abrogation de la LRU et à cesser toute négociation avec le gouvernement. C'est sur cette revendication que la mobilisation doit se construire et qu'il faut appeler à la grève. » Sur cette base, le cortège de l'ENS aux manifestations du 8, du 14 et du 16 novembre était organisé et bien visible.

Enfin, l'intervention CRI a permis que la question de l'interpro soit remise à l'ordre du jour lors de l'AG du 16 novembre. Après discussion, cela a abouti au vote très largement majoritaire d'amendements à la motion proposée, notamment les suivants : « *• Nous affirmons notre soutien à la grève reconductible dans les transports et plus généralement à l'ensemble des salariés en grève. Nous appelons à soutenir financièrement les cheminots en grève, en constituant une caisse de grève que nous verserons au dépôt de la Porte d'Orléans. • Maintien des régimes spéciaux et 37,5 annuités pour tous. • Nous condamnons l'ensemble des violences policières. (...) • Augmentation des salaires et du point d'indice de la fonction publique. »*

Il reste maintenant à faire vivre concrètement cette orientation, qui n'a malheureusement pas été reprise dans le tract élaboré ensuite par le comité de mobilisation... La conviction que la jonction interprofessionnelle est nécessaire est acquise, mais elle reste encore formelle pour certains, qui n'en voient pas toute la pertinence politique pour gagner contre Sarkozy.

L., militant CRI

MOBILISATION DIFFICILE À ENGAGER... MAIS DÉSORMAIS BIEN PARTIE

Depuis fin octobre, des comités de mobilisations avaient été formés dans les différents facs du campus et se tenaient actifs (collage, tractage). Quelques AG avaient été organisées, réunissant entre 80 et 200 personnes.

Le 13 novembre s'est tenue une AG à Bordeaux-III. Malgré la fermeture par la direction de l'amphi prévu pour nous accueillir, nous étions environ 1000 sur le parvis de la fac. L'AG s'est déroulée en deux temps : d'abord une présentation de la loi Precresse, puis une discussion sur les modalités de l'action.

Durant la première partie, un consensus global s'est établi contre la loi (quelques membres de l'UNI ont essayé de la défendre et se sont fait massivement huer !), avec toutefois d'importantes nuances :

L'UNEF a appelée à la mobilisation des étudiants, mais « *surtout en faisant très, très attention* » !... Cette touchante précaution se retrouve lorsqu'un membre de l'UNEF d'une autre fac du campus, pour l'instant non encore touchée par la mobilisation, déclare « *réfléchir à l'organisation d'une table ronde* »...

La Confédération Etudiante a dit que le meilleur moyen de changer la loi LRU était encore de négocier avec le gouvernement (en précisant, comme de bien entendu, qu'il fallait être « réaliste ») !

Sud-Étudiant (qui compose l'essentiel du comité de mobilisation) a eu une position assez correcte sur la loi elle-même, mais sans vraiment la relier aux autres attaques de Sarkozy contre la jeunesse et la classe ouvrière. D'ailleurs, si ces militants ont abondamment justifiés la présence de syndicalistes salariés à l'AG (un membre de l'UNI s'en est en effet trouvé incommodé... plus, apparemment, que par la présence prévue par cette loi de patrons dans les conseils d'administration des universités !), ils ne les ont pas fait monter à la tribune, ni ne leur ont offert la parole...

La deuxième partie de l'AG a été plus mouvementée. Le blocage était loin de faire l'unanimité, malgré des interventions plutôt positives sur ce point de membres du MJS et de l'UEC. Beaucoup d'étudiants, encartés ou non, et quelques enseignants, ont défendu le

blocage avec une grande énergie. Évidemment, les sempiternels arguments hypocrites des droitiers sont apparus (« cette AG est illégitime, vous ne pensez pas aux étudiants défavorisés, vous êtes des soixante-huitards bourgeois à la papa-maman », etc.), et le vote final a été plutôt serré (450 non), mais le blocage a fini par passer.

A également été voté un appel à manifester au côté des salariés du public le mardi 20 Novembre et l'AG s'est terminée par un appel à manifester devant la préfecture contre l'expulsion de Talibé Kebé, responsable du collectif des sans-papiers de Montreuil, actuellement détenu au centre de rétention administrative de Bordeaux.

À l'AG suivante, le 16/11, le blocage a été reconduit jusqu'au 21/11 avec une majorité beaucoup plus confortable que le 13 : 1 500 voix contre 600. Maintenant, il s'agit d'étendre la mobilisation aux autres facultés de Bordeaux...

R., sympathisant CRI

UNIVERSITÉ DE DIJON

LA GRÈVE ET L'AUTO-ORGANISATION SE DÉVELOPPENT MALGRÉ LES MANIGANCES BUREAUCRATIQUES

L'AG du mardi 13 novembre, qui a rassemblé plus de 1500 personnes, a adopté les revendications suivantes :

- Abrogation de la loi Pécresse ;
- Réengagement financier massif de l'État ;
- Participation aux manifestations du 14 et du 20 novembre ;
- Solidarité avec les autres étudiants en lutte contre lesquels s'abat une très forte répression.

La cinquième revendication proposée a été rejetée : il s'agissait de s'unir le lendemain à la grève de cheminots, mais l'UNEF et la tribune s'y sont opposées, en prétendant que les cheminots ne seraient pas d'accord avec la convergence des luttes !

Enfin, le vote du blocage du bâtiment droit-lettres du campus est passé, mais pas à une très grande majorité. À vue d'œil, une bonne moitié des étudiants a voté pour le blocage, l'autre étant composée d'un tiers d'abstentionnistes et de deux tiers d'opposants au blocage.

Les BU et BS sont restées ouvertes. Les étudiants préparant le CAPES, l'agrégation et les diplômes d'État, ainsi que les doctorants et chercheurs, peuvent entrer.

Des points d'informations sont organisés tous les jours à 19h. Une réunion d'information pour le bâtiment Gabriel qui regroupe les scientifiques,

qui ne sont pas encore mobilisés, a été organisée.

La prochaine AG aura lieu mardi 20 novembre à 10h et le vote comptera pour toute la faculté. Les scientifiques verront par eux-mêmes l'utilité ou non d'appliquer la décision à Gabriel.

Les actions qui avaient été décidées par le collectif d'occupation mardi 13 au soir sont les suivantes :

- Manif le mercredi 14 à 11h 30 à la Préfecture.
- Manif le mardi 20 à 14h place de la Libération.
- Mercredi 21 : journée de sensibilisation afin d'informer les lycéens et leurs parents à l'occasion de

la journée « portes ouvertes » de la fac.

- Manif nationale à Paris à une date ultérieure.

- Enfin, le collectif d'occupation, sous la pression notamment de la CNT et de la FSE, a décidé de s'adresser aux lycéens, en faisant la tournée des lycées, pour les associer à la mobilisation contre la loi LRU.

Les forces en présence dans les AG et le collectif d'abrogation sont la TUUD de l'UNEF (majoritaire à Dijon, avec notamment des militants de la LCR), la CNT-FTE, les JC/UEC

et la FSE, ainsi que des militants de LO, pour certains à l'UNEF. Il y a des tensions entre et dans les organisations, qui font perdre beaucoup de temps. C'est le cas notamment au sein de l'UNEF, entre la TUUD majoritaire et les militants du MJS qui essaient de reprendre la main. De leur côté, les JC/UEC sont en conflit avec l'UNEF et tentent de marginaliser la FSE, car ils essaient de construire une « CGT-Jeunes » sur la fac. Enfin, il y a aussi beaucoup d'« autonomes » sectaires, qui cherchent à faire ce qu'ils veulent, tout en imposant leur

propre interprétation de l'auto-gestion aux autres... Cependant, l'ampleur de la mobilisation met en échec les tentatives de récupération du mouvement par les organisations à direction bureaucratique.

Tout dépendra maintenant de l'auto-organisation démocratique des étudiants et personnels, mais aussi de l'indispensable convergence des luttes, à laquelle s'oppose à ce stade la majorité des organisations présentes sur la fac.

É., sympathisant CRI

UNIVERSITÉ DE TOURS

L'ORIENTATION DES SYNDICATS A RENDU DIFFICILE LE DÉMARRAGE DU MOUVEMENT, MAIS LA GRÈVE SE CONSTRUIT

La situation à l'Université de Tours est révélatrice de la force et des faiblesses du mouvement, dues à l'absence d'un groupe important de militants réellement révolutionnaires défendant avec acharnement une stratégie de front unique et capables de la faire triompher. Chacun des groupes syndicaux et politiques présents joue en effet à sa manière la partition de la division, avec pour but plus ou moins conscient de faire obstacle à une réelle centralisation des luttes et à l'affrontement avec le gouvernement Sarkozy.

Il faut reconnaître toutefois que la position la plus correcte, malgré toutes ses limites, est celle de SUD-Étudiants, qui a été à l'initiative de la première réunion intersyndicale le 27 septembre. À cette réunion étaient présents deux représentants de l'UNEF, deux de SUD-Étudiants, un de SUD-Éducation, un Biatoss de la FERC-Sup-CGT et moi-même, militant du SNESup et du CILCA mais non mandaté par la direction bureaucratique de mon syndicat, absente de la réunion comme elle le sera des deux autres des 23 et 30 octobre. Le SNPRES-FO, dont la seule intervention dans le mouvement est l'appel à signer la pétition des Cordeliers (comme si on en était encore là !) était absent de cette réunion, alors que le mouvement de grève et d'occupation s'amorçait dans toute la France et que la coordination nationale universitaire de Toulouse devait se réunir à la fin de la semaine (27-28 octobre).

À cette réunion pourtant, les représentants de SUD-Étudiants, malgré leurs divergences avec l'UNEF qui s'était sans surprise prononcée contre le mot d'ordre d'abrogation de la LRU, fit bloc avec, elle avec l'appui du représentant de la CGT, pour s'opposer à ce que cette revendication figure dans le tract qui devait être rédigé en commun pour l'appel intersyndical à une première AG le 16 octobre.

Quelques jours après, les militants de la FERC-Sup-CGT annonçaient par courriel leur retrait de l'intersyndicale selon eux fictive du fait de l'absence d'autres organisations syndicales (et alors ? C'était justement une raison pour construire quelque chose et les contraindre à agir conformément à leur mandat !). Ces militants, qui sont par ailleurs sympathisants de LO, ne daignèrent même pas répondre à mes remarques sur le fait que leur attitude était un sabotage de l'AG : celle-ci deviendrait dès lors une AG essentiellement étudiante et non plus inter-professionnelle et cela aboutirait en fait à conforter l'inaction des directions bureaucratiques, notamment celle du SNESup, sans même tenter de les interpeller.

Comme cela était prévisible, l'AG du 16 (essentiellement des étudiants, au nombre de 200, avec trois profs seulement et les camarades de la FERC-Sup-CGT venus en observateurs) ne fut pas positive. Ma proposition de motion ouvrant la perspective de la grève pour l'abrogation et appelant à se joindre

aux actions prévues le 18 octobre, avec la perspective d'élire des délégués pour une coordination régionale (à l'exemple de celle qui devait se réunir le 18 au soir à la Bourse du travail de Paris à l'initiative du 2^e Forum de la résistance sociale), ne fut pas examinée pour des raisons oiseuses de temps de parole. Il faut noter que les appréciations pessimistes portées sur l'état d'esprit des étudiants par l'UNEF, la FERC-Sup-CGT et même Sud-Étudiant lors de l'intersyndicale du 27 septembre, qui étaient censées justifier la relative timidité du tract d'appel à l'AG (notamment le fait qu'il ne reprenne pas le mot d'ordre d'« abrogation »), se sont révélées erronées : l'ambiance de l'AG était assez combative, notamment chez les participants les plus jeunes (étudiants de première année), visiblement issus des luttes lycéennes de 2006.

Lors de la seconde intersyndicale du 23 octobre, les mêmes organisations étaient réunies en l'absence du SNESup, mais avec la présence d'un représentant du SNPRES-FO. Le camarade de la FERC-Sup-CGT, apparemment repenté de son retrait de l'intersyndicale, a d'abord expliqué, comme d'habitude, que le climat n'était pas propice à la lutte chez les personnels et les profs et qu'il fallait se concentrer sur la journée du 20 novembre... Comme j'objectais que, sans remettre en cause la participation à la journée du 20 novembre, qui allait de soi pour des militants syndicaux, il

fallait quand même réagir à ce qui était en train de se passer dans les Universités avec la constitution d'une coordination devant se réunir à Toulouse en fin de semaine, les représentants de SUD-Étudiants se rallièrent alors, à ma grande surprise à cette position très minimaliste visant, une fois de plus, à éluder la question de la lutte concrète pour l'abrogation de la LRU.

À la troisième réunion intersyndicale (sans FO cette fois et toujours sans la direction du SNESup), alors que je citai pour conforter mon point de vue la déclaration adoptée par la coordination de Toulouse appelant à la grève et au blocage, le militant de la FERC-Sup-CGT (ils étaient deux cette fois-ci et tous deux sympathisants LO), visiblement excédé, m'a vivement pris à partie en prétendant que je disais « n'importe quoi » lorsque je soutenais que cette coordination se voulait « universitaire » et non uniquement étudiante. Comme j'essayais de rechercher l'appui d'un des militants de SUD-Étudiant qui venait de se déclarer d'accord avec la coordination, celui-ci, très embarrassé et ne voulant pas se désolidariser du militant de la FERC-Sup-CGT, a alors botté en touche en faisant une déclaration assez floue et générale sur la nécessité de ne pas se diviser entre nous, etc.

Résultats des courses : nous étions le 30 octobre et rien n'avait encore démarré à Tours ! Cependant, les étudiants de SUD ont été à l'initiative d'une AG de 800 personnes le 5 novembre qui a voté à une majorité des 2/3 la grève avec blocage jusqu'au lundi 12.

Bien entendu, la direction du SNESup a mis une semaine pour finalement accepter de convoquer une réunion de section. À cette réunion qui a rassemblé un très faible nombre de participants (7 enseignants sur 80 syndiqués au SNESup), une discussion assez riche a eu lieu, débouchant sur l'adoption à l'unanimité d'un appel à la grève pour le vendredi 16 novembre, avec appel à une AG interprofessionnelle suivie éventuellement d'une manifestation devant la Préfecture (en conjonction avec les manifestations prévues devant l'Assemblée Nationale lors du vote du budget).

Il faut tout de même souligner que Jean Fabbri, professeur à l'Université de Tours et secrétaire général du

SNESup national, après avoir voté en faveur de cet appel, a tenté une manœuvre de dernière minute : il a essayé de lui substituer la position plus timorée des autres syndicats de l'Université (CGTsup, SGEN, FO) qui, lors de la réunion intersyndicale tenue dans la soirée (en même temps que l'AG des étudiants), ont préféré s'en tenir à une simple préparation de la journée Fonction Publique du 20 novembre. Il a envoyé en effet aux six adhérents présents à la réunion un courriel dans lequel il leur demandait de re-confirmer leur choix en faveur de la grève, au vu des réticences manifestées par les autres syndicats ! Devant la réaction indignée desdits adhérents qui demandaient à ce que leur vote soit respecté, il a finalement accepté d'acter la décision prise à l'unanimité...

L'AG des étudiants qui s'est tenue le 12 novembre de 16 à 20 h était très nombreuse (1000 participants environ), mais il y avait très peu de profs (trois ou quatre) et de personnels (moins d'une dizaine). Après des débats houleux dus à la présence d'anti-bloqueurs particulièrement agressifs, l'AG a finalement décidé de poursuivre la grève et le blocage par 700 voix environ contre 300 (un nombre tout de même assez conséquent). Je suis intervenu en tant qu'enseignant membre du SNESup et du CILCA pour souligner l'appel de la Coordination nationale universitaire de Rennes à l'extension de la grève aux enseignants et personnels et pour inviter l'AG à se préoccuper aussi d'envoyer des signaux forts aux syndicats d'enseignants et de personnels présents sur l'Université, afin de leur demander de mettre en conformité leurs actes avec leurs déclarations, d'entrer en grève, de participer aux AG et à la composition des délégations aux futures Coordination nationales universitaires.

Le lendemain, mardi 13 novembre, l'isolement dans lequel les étudiants ont été laissés du fait de l'orientation des organisations syndicales professionnelles a produit ses premières conséquences négatives : devant le refus du président d'Université de laisser la prochaine coordination nationale se tenir à Tours, comme les étudiants en avaient décidé en AG, une centaine d'étudiants ont occupé son bureau. Au sortir de cette occupation, vers 21 h, deux étudiants ont été arrêtés aux portes de la fac des

Tanneurs par la BAC et maintenus en garde à vue jusqu'au lendemain matin 8 h. Au moment où ces lignes sont écrites (jeudi 15 novembre 00h 30), il n'y a eu, à notre connaissance, aucune déclaration syndicale pour condamner ces injustifiables méthodes policières et la collusion évidente entre l'administration de l'Université et les forces de répression !

Comme pendant le conflit de 2006 contre le CPE et la LEC, où il fallut attendre un bon mois pour que les enseignants et les personnels soient enfin appelés à se mettre en grève, il est clair que, sous des prétextes et avec des argumentaires différents, les directions du SNESup et de la FERC-Sup-CGT locale (les camarades appartenant à cette organisation étaient encore membres en 2006 du SNASUB-FSU) laissent les étudiants isolés — quitte après à prendre prétexte de quelques erreurs vénielles dans la gestion par ceux-ci de la grève, pour justifier leur inaction ou leur retrait. Cette orientation mène toujours, mais encore plus dans la période que nous vivons, à un échec certain.

Une fois de plus, l'incompréhension, y compris par les militants animés des meilleures intentions du monde, du rôle des directions bureaucratiques du mouvement ouvrier et de la nécessaire politique visant à leur imposer le front unique, se conjugue avec la trahison délibérée des réformistes déclarés, pour faire obstacle à la convergence et à la centralisation des luttes de la classe ouvrière et de la jeunesse, seules capables de faire reculer Sarkozy et son gouvernement, à l'Université comme dans tout le pays.

F., militant SNESup (sympathisant de la tendance « Front unique »), membre du CILCA

Lecteurs, envoyez-nous vous aussi vos témoignages, comptes rendus d'AG et de rencontres interpro, tracts, etc. !

Tenez-vous informer en vous abonnant à notre liste d'information (écrire à groupecri@free.fr)

PAR LA GRÈVE INTERPRO, NOUS POUVONS VAINCRE SARKO !

Appel de syndicats et collectifs de syndicalistes de lutte de classe

Un mois après la puissante journée de grève et de manifestations interprofessionnelles du 18 octobre, trois semaines après le début de la grève et du blocage des universités, une semaine après le début de l'exemplaire grève reproductible des cheminots et des travailleurs de la RATP..., ce 20 novembre peut être le point de départ d'une mobilisation générale contre Sarkozy et le MEDEF. Pour y parvenir, les syndicats et collectifs syndicaux de lutte de classe signataires du présent appel proposent une orientation claire :

1) La politique de Sarkozy est cohérente : c'est la casse de tous les acquis sociaux et démocratiques au profit du grand patronat qui accumule profits, aides publiques et magouilles en toute impunité.

- L'attaque contre les régimes spéciaux concerne l'ensemble des travailleurs : Sarkozy veut faire sauter le dernier verrou avant d'imposer une augmentation générale de la durée de cotisation à 41, puis 42 annuités. Il veut aussi vaincre les secteurs les plus combattifs des dernières années.

- La loi LRU contre l'Université concerne à la fois les étudiants et les travailleurs : la privatisation des facultés ne sert que les intérêts du patronat et la liquidation des diplômes nationaux relève d'une politique de déqualifications de la force de travail.

- La question vitale des salaires, des franchises médicales et de la privatisation de la santé concerne tout le monde : alors que les richesses produites par les travailleurs n'ont jamais été aussi grandes, tous ensemble, public, privé, nous pouvons imposer le retour au remboursement de tous les soins, aux frais du patronat, et les 300 euros d'augmentation pour tous (mot d'ordre popularisé cette année par les salariés du privé, de la grève de PSA-Aulnay à celle de Sevelnord).

- La suppression des postes de fonctionnaires et les attaques contre les statuts vise à liquider les services publics utiles à la population et à leur substituer des services privés réservés aux riches.

2) Il n'y a rien à négocier dans les mesures de Sarkozy ! La politique réactionnaire ne se négocie pas, elle se combat : seule la mobilisation unie de tous les travailleurs et des jeunes peut la mettre en échec.

Ensemble, nous pouvons gagner, séparément nous perdrons les uns après les autres. Pour gagner, les travailleurs, qui affrontent un pouvoir disposant de tous les leviers, doivent faire la lumière sur les agissements des directions syndicales qui contournent les revendications de la base et refusent de construire la convergence des luttes. Il faut bien sûr condamner la politique de la CFDT, qui réclame ouvertement l'alignement de tous à 40 annuités et appelle à suspendre la grève. Mais il faut condamner aussi la ligne capitulatrice et collaboratrice des directions confédérales de FO et de la CGT. La direction de la CGT refuse d'exiger le retour aux 37,5 pour tous et a offert dès la veille de la grève reconductible une « sortie de crise » au gouvernement en acceptant de « négocier » entreprise par entreprise et « dans un délai d'un mois », ce qui signifiait son ralliement aux exigences gouvernementales : acceptation du principe de la « réforme » et division par entreprise des travailleurs concernés ! Bref, c'est ouvertement de la collaboration de classe. Enfin, la direction confédérale de FO refuse de construire la convergence des luttes, en prétendant, à la suite de Chérèque (CFDT) et de Le Reste (CGT-Cheminots) que « la jonction n'est pas à l'ordre du jour entre cheminots et secteurs en lutte le 20 novembre ».

3) Pour vaincre Sarkozy, il n'y a pas d'autre solution que de renouer avec les principes gagnants du syndicalisme de classe et de masse :

Les travailleurs et étudiants mobilisés, avec l'aide des syndicats et collectifs de lutte, ont la capacité de construire la grève dans le public comme dans le privé, depuis la base jusqu'au niveau national, de la reconduire et de l'étendre partout, au moyen des Assemblées générales de secteurs et interprofessionnelles. C'est la seule façon pour qu'ils contrôlent

eux-mêmes leur mobilisation et pour qu'ils aient la force de contrer l'orientation honteuse des directions syndicales. C'est aussi la seule façon d'exercer la pression maximale sur les syndicats et cadres syndicaux hésitants pour qu'ils participent à la construction de la grève, contre la politique de leurs dirigeants nationaux.

Pour discuter de la situation des luttes et du syndicalisme ainsi que des perspectives, nous vous invitons à une

**RÉUNION DE SYNDICALISTES
DE CLASSE POUR LA
MOBILISATION**

**SAMEDI 24 NOVEMBRE À 14h 30
À PARIS Xe**

**9, rue du Château-Landon, M° Gare
de l'Est (salle à confirmer :
contactez-nous !)**

**C'est dans cet esprit que les
signataires participent à la
préparation du Deuxième Forum du
syndicalisme de classe et de masse
qui aura lieu le samedi 12 janvier,
de 9h 30 à 18 h, à Paris au CICP (21
ter, rue Voltaire, Paris 11^e).**

• **Blog Où va la CGT ?**

Site : <http://ouvalacgt.over-blog.com>

• **Collectif Général des
Travailleurs (CGT-E) Dalkia.**

Tél. : 01 74 61 19 51

Site : <http://www.cgtedalkia.com>

• **Collectif Unitaire pour un Front
Syndical de Lutte de classe (CUFSC).**

Tél. : 02 37 36 44 61

Site : <http://collectif-syndical-classe.over-blog.com>

• **Comité pour un Courant
Intersyndical Lutte de Classe Anti-
bureaucratique (CILCA).**

Tél. : 06 66 25 16 65

Site :

<http://courantintersyndical.free.fr>

• **Fédération Syndicale Étudiante
(FSE)-Paris. Tél. : 01 44 07 86 92**

Site : <http://oxygenefse.free.fr>

DÉCLARATION DU COLLECTIF NATIONAL MÉTALLURGIE CGT POUR UN SYNDICALISME DE CLASSE : « INDIGNATION ET MOBILISATION ! » (16/11)

Stupeur, indignation, incompréhension... autant de réactions et d'interrogations qui montent de la base, des militants, syndiqués et salariés après la démarche du Secrétaire général de la Confédération CGT auprès du Ministère du Travail avant même le démarrage de la grève des cheminots.

Acteur-décideurs ? Sur un dossier national décisif, le Secrétaire Général de la CCT peut-il s'arroger le droit de prendre l'initiative de rencontrer le Ministre du Travail, sans rendre de compte aux premiers concernés, à la SNCF ou à la RATP ? Est-ce sa conception du syndiqué acteur-décideur ?

Marché de dupes : jusque-là et à juste titre, la Direction Confédérale avait refusé le cadre de discussion proposé par X. Bertrand (Ministre du Travail) visant l'alignement des départs en retraite sur celui du régime général avec des discussions entreprise par entreprise.

Et d'un seul coup, changement de position : la Direction Confédérale accepte de discuter établissement par établissement acceptant ainsi la démolition des régimes spéciaux, sans garanties réelles sur la reconnaissance de la pénibilité au travail.

Le gouvernement (lourdement appuyé par les médias) s'engouffre dans cette faille

obtenant un accord de fait sur cette démolition, cœur de la réforme qu'il veut imposer, en donnant éventuellement comme contrepartie des augmentations de salaires ou de pension. C'est l'application de la doctrine Sarkozy : travailler plus longtemps pour gagner plus. Ceci dépend de la santé et de l'emploi.

Continuer tous ensemble !

Cette stratégie n'aide pas à la mobilisation en semant doute et perturbation chez les militants, syndiqués et grévistes. Elle est d'autant plus dommageable qu'elle intervient au moment où le mouvement de mécontentement doit et peut s'élargir, pas seulement dans le Public mais aussi dans le Privé.

L'enjeu c'est l'ensemble des retraites y compris le régime général qui va se poser dès 2008.

Cette stratégie des Confédérations a déjà contribué aux échecs précédents depuis 1999 : les retraites (régime général et complémentaires) et la loi Fillon ; les salaires ; la Sécurité Sociale.

La victoire du CPE fut avant tout celle des étudiants et des lycéens de la mobilisation maîtrisant démocratiquement leur mouvement à l'opposé de l'unité au

sommet du « syndicalisme rassemblé » des Confédérations.

Le succès du NON au référendum sur la Constitution Européenne a été obtenu à l'insu du plein gré de la Direction Confédérale CGT s'opposant frontalement au positionnement de la base de l'organisation.

La CGT apparaît encore aujourd'hui pour beaucoup de travailleurs comme le seul rempart contre le Medef et le gouvernement Sarkozy. La stratégie mise en œuvre aujourd'hui en fait une organisation syndicale comme les autres, s'inscrivant dans l'accompagnement de la politique de destruction sociale. Terrain déjà occupé par plusieurs autres organisations.

C'est pour cela que les métallos doivent travailler à la convergence des luttes avec les travailleurs du Service public. Le blocage de la destruction sociale du gouvernement est possible. Il est indispensable de jeter toutes nos forces dans cette bataille.

C'est pourquoi notre Collectif appelle l'ensemble des métallurgistes à se mobiliser avec débrayages, grèves, et participation aux manifestations le MARDI 20 NOVEMBRE 2007.

TRACT DE SUD-RAIL, SUD-RATP, SUD-ÉNERGIE ET SUD-CULTURE ET SUD-SPECTACLE : « NE PAS TRAHIR LE MANDAT DES SALARIÉS ! » (16/11)

Le mouvement de grève initié le 18 Octobre est toujours très fort, plus fort même qu'en 1995, en particulier dans le secteur des Transports :

- À la SNCF, la mobilisation se maintient à un niveau élevé pour une grève reconductible, les Assemblées Générales du Personnel sont de plus en plus massives et reconduisent le mouvement dans la plupart des lieux de travail.

- À la RATP également, le mouvement se poursuit.

Dans les Industries Electriques et Gazières (EDF et GDF en particulier), malgré une forte mobilisation le 18 Octobre et le 24 novembre (60% dans la production), la situation est désolante car aucune des fédérations excepté SUD Énergie n'a appelé à la grève reconductible : la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC n'ont appelé qu'à une grève de 24h tandis que la CGT et FO se s'en remettent aux décisions des assemblées générales de personnel dans chaque unité de travail.

Cette absence d'appel conduit à un taux de grévistes faible, malgré des assemblées générales qui, dans diverses

unités, continuent d'appeler à la reconduction et à une intervention forte sur l'outil de travail (coupures et baisses de charge).

Pourquoi une telle stratégie des fédérations syndicales représentatives dans ce secteur, alors que la mobilisation se poursuit massivement dans le transport et que le niveau de syndicalisation du secteur des IEG est aussi important que dans les transports ?

Dans le secteur du spectacle, le mouvement est suspendu dans la plupart des lieux mais devrait reprendre en début de semaine prochaine.

Dans l'ensemble des secteurs concernés par les régimes spéciaux (SNCF, RATP, EDF-GDF, Spectacle, Culture), les appels des assemblées du personnel se multiplient pour demander aux directions des syndicats de respecter les revendications avancées depuis le début du mouvement par les salariées : 37,5 annuités, abandon des décotes, indexation des retraites sur les salaires et non sur les prix.

Les organisations de l'Union syndicale Solidaires respecteront ces revendications.

Nous espérons que les autres fédérations respecteront le mandat des salariés qu'elles représentent, exprimé par les assemblées du personnel. Le maintien d'une unité syndicale ne peut être le prétexte à trahir ce mandat.

Dans le même temps, la mobilisation des étudiants contre la loi sur les universités ne cesse de croître, malgré une répression policière inacceptable. Cette mobilisation, ainsi que le mouvement du 20 novembre appelé par l'ensemble des organisations syndicales de la Fonction Publique pour les salaires, l'emploi, le statut et la défense du service public, doivent être l'occasion de construire un mouvement interprofessionnel reconductible, seul capable d'empêcher les régressions sociales sans fin planifiées par le Gouvernement.

Les syndicats SUD-Rail, SUD Energie, SUD RATP, SUD Spectacle et SUD Culture, avec l'Union syndicale Solidaires, soutiennent les luttes engagées dans les différents secteurs, appellent à la grève reconductible dans ces secteurs, et appellent l'ensemble des Fédérations syndicales au respect de leur mandat.

APPEL DES SYNDICATS DE L'ÉDUCATION DE L'ACADÉMIE DE CRÉTEIL

L'intersyndicale académique du second degré de Créteil a fait le choix, en appelant à la grève le 18 octobre, de faire converger ses revendications avec celles des cheminots, pour la défense des Services Publics, de nos retraites et de nos statuts, contre les suppressions de postes et pour l'ouverture de véritables négociations sur notre pouvoir d'achat. Cet appel a été largement entendu par les personnels. Le 18 octobre, la grève a été massive dans de nombreux secteurs.

Le gouvernement a annoncé l'allongement de la durée de cotisations à 41 annuités pour les fonctionnaires et le privé. Les fédérations de cheminots ont décidé d'appeler à la grève « à partir du 13 novembre au soir ». Les fédérations d'EDF-GDF et de la RATP aussi. Contrairement à ce qu'essaie de faire croire le gouvernement, nous avons les mêmes revendications ; supprimer les régimes spéciaux n'est qu'une étape dans une remise en cause générale déjà programmée à partir de 2008 : remise en cause de tous les régimes de retraite et augmentation des annuités à 41, 42, ... , calcul des retraites sur les 25 meilleures années comme dans le privé et non plus sur les 6 derniers mois, ce qui se traduira par une diminution d'environ 30% des

pensions, avec une décote pénalisante pour tous !

Les retraites sont menacées, le pouvoir d'achat gravement entamé, le statut de la fonction publique attaqué ! La perte de pouvoir d'achat se confirme et s'aggrave : 8% perdus depuis 2000. Des milliers de postes encore supprimés : 9000 postes à la rentrée 2007, 8830 prévus à la rentrée 2008 pour le secondaire dont 2130 stagiaires. En 5 ans, c'est plus de 43 000 postes qui ont été fermés.

Le gouvernement a dû reculer devant les internes qui ont fait grève 3 semaines « contre le déconventionnement pour

sauver la sécurité sociale », et il a dû céder du terrain devant les marins. Les étudiants, aussi, multiplient les AG

pour l'abrogation de la loi d'autonomie des universités. Seule une riposte massive et déterminée peut obliger le gouvernement à reculer..

C'est pourquoi, avec les fédérations de l'Education nationale et celles de la Fonction publique, l'intersyndicale de Créteil appelle tous les personnels du second degré A SE METTRE MASSIVEMENT EN GREVE LE 20 NOVEMBRE et à participer à la manifestation unitaire organisée à Paris à 14H Place d'Italie.

Elle les invite à organiser, dans chaque établissement, des assemblées générales pour réussir la grève dans l'unité, pour débattre de la poursuite du mouvement, et à réaliser localement les convergences avec les autres salariés et les étudiants. Elle se réunira très rapidement pour décider des meilleurs moyens de poursuivre et d'étendre la mobilisation,

•Pour le retour aux 37,5 années pour tous à taux plein, public-privé, pour la retraite à 60 ans maximum, contre tout nouvel allongement de la durée de cotisation, pour la défense des régimes spéciaux et du code des pensions civiles et militaires pour les fonctionnaires.

•Pour le maintien du statut de la fonction publique et des services publics, pour l'arrêt des suppressions de postes de fonctionnaires et dans l'éducation, pour le réemploi et la titularisation de tous les précaires, pour les créations de postes nécessaires au service public, pour la revalorisation salariale, pour le rattrapage du pouvoir d'achat.

12 novembre 2007
**SNES-FSU, SNFOLC, CGT-
Educ'Action, SNETAA-EIL,
SUD-Education, SNUEP-FSU,
SUNDEP, SNPEFP-CGT**

TRACT DE LA CGT TOYOTA APPELANT AU 20 NOVEMBRE (15/11)

Depuis le 13 novembre, les salariés de la SNCF, de la RATP, d'EDF sont en grève contre l'allongement de la durée de cotisation pour avoir une retraite pleine. En fait, ils sont en grève contre toute la politique du gouvernement et de SARKOZY qui a pour conséquence de diminuer le niveau de vie de tous les travailleurs.

Et SARKOZY ne manque pas d'air, lui qui vient de s'octroyer une augmentation de salaire de 172 % et un salaire qui dépasse les 20 000 € par mois !

Le 20 novembre, les postiers, les enseignants, le personnel des hôpitaux seront en grève pour réclamer des

embauches et des augmentations de salaire. Et nous connaissons tous des infirmières ou du personnel des hôpitaux qui travaillent dur pour des salaires faibles.

Nous aussi, dans les usines, et chez TOYOTA en particulier, il faudra obliger la direction à embaucher les intérimaires, à embaucher du personnel supplémentaire, et à augmenter tous les salaires.

Des appels à la grève sont lancés dans toutes les usines automobiles et les sous-traitants de la région.

La grève du 20 novembre peut être l'occasion d'être plus forts car les grévistes seront nombreux dans le pays ce jour-là.

La grève du 20 novembre peut aussi être l'occasion d'exprimer chez TOYOTA notre mécontentement sur les salaires à un mois des négociations salariales.

Équipe verte : Rendez-vous à la pause repas dans la nuit du 19/11 au 20/11 en bas du Shop Office.

Équipe bleue : Rendez-vous à la pause de 9h 23 le 20/11 en bas du Shop Office pour se rendre à la manifestation de Valenciennes.

Équipe jaune : Grève dès le début de poste pour se rendre à la manifestation de Lille.

TRACT DE LA CGT-PSA MULHOUSE APPELANT AU 20 NOVEMBRE

Le gouvernement s'attaque aux « régimes spéciaux » pour mieux s'attaquer au « régime général » et à l'ensemble des salariés.

Les salariés de la SNCF, d'EDF GDF, de la RATP sont en grève reconductible depuis le 14 novembre contre la remise en cause des 37,5 ans de cotisations et cela malgré les manœuvres en tout genre du gouvernement et de certains dirigeants

syndicaux pour tenter de casser le mouvement.

Le gouvernement a par ailleurs déjà annoncé vouloir s'en prendre à l'ensemble des salariés en 2008 en allongeant encore une fois les années de cotisations à 41, 42 ans, voire plus.

En s'attaquant aux régimes spéciaux, le gouvernement cherche à démanteler le régime général : faire travailler les salariés plus longtemps en versant moins de

retraites, ce qui oblige à avoir recours à l'épargne retraite privée.

Suite aux réformes Balladur de 1993 et Fillon de 2003, les niveaux de pensions sont constamment revus à la baisse, ainsi un ouvrier partant à la retraite à 60 ans pouvait compter, en 1998, sur une pension représentant plus de 80 % de son dernier salaire, en 2015 elle tombera à 66 % et en 2045 à 47 %.

En somme, voilà ce qui attend les générations de futurs retraités : la misère.

Pourtant, les retraites ont été imposées par les salariés après 1945, dans une France qui sortait de plusieurs années de guerre et le système ne serait plus viable ou en faillite ? Allons donc, le véritable problème c'est la répartition des richesses.

Ainsi, la part des salaires sur l'ensemble des richesses créées n'a cessé de diminuer ces dernières années alors que les profits, eux, n'ont cessé de grimper.

De même, les cadeaux faits aux patrons sous forme d'exonérations de charges sociales et qui représentent plusieurs milliards d'euros sont en augmentation chaque année, ce qui fait moins d'argent dans les caisses de la Sécurité Sociale et les retraites.

Alors non la casse de notre système retraite et oui aux 37,5 de cotisations avec départ à 55 ans pour les salariés en production !

Flambée des prix et des profits, salaires bloqués : ça suffit !

Selon l'INSEE, les prix pour les produits suivants ont augmenté depuis septembre 2006 de :

- Céréales : + 95 %
- Œufs : + 35,8 %
- Volailles : + 13,8 %
- Viande ovine : + 11,8 %
- Poudre de lait : + 85 %
- Cacao : + 25 %
- Beurre : + 50 %

De plus, l'INSEE prévoit une hausse de la viande de 30 % en 2008 en raison de la hausse des prix des céréales utilisées dans l'alimentation animale.

De 2004 à 2007, le prix de l'essence a augmenté de 38 %. Il n'est pas difficile de comprendre que tous les prix vont flamber en rapport avec la hausse des prix du transport.

Et puis il y a les hausses du fuel, du logement, des fruits et légumes, etc...

A cela le gouvernement rajoute les franchises médicales après les remboursements de médicaments.

Il refuse de donner le coup de pouce traditionnel au SMIC, les salaires sont quasi bloqués mais Sarkozy donne 15

milliards de déductions fiscales aux riches et s'accorde une augmentation personnelle de 206 %.

Les profits des entreprises, tout particulièrement ceux des trusts pétroliers, font un bond en avant considérable (1 milliard par mois pour Total depuis le début de l'année), mais le gouvernement refuse de taxer les profits et nous propose de rouler à vélo.

Le mépris ça suffit ! On en a marre de subir ! AUGMENTATION DES SALAIRES !

Le 20 novembre, l'ensemble des syndicats des postiers, de France Télécom, des enseignants, de la fonction publique, des infirmières, des gars du bâtiment, de Peugeot, Rhodia et bien d'autres appellent à une journée de grève pour la défense des salaires, de l'emploi et des retraites.

• Tous à la manifestation du 20 novembre 2007, 14 heures – Place de la Bourse

• Appel à la grève à 13h15 avec rendez-vous devant chaque usine.

GRÈVE DES SALARIÉS DE STPI : DES AVANCÉES OBTENUES PAR LA LUTTE (tract de la CGT PSA-Mulhouse, 10/11)

Les salariés de STPI qui étaient en grève depuis le 24 octobre ont repris le travail vendredi 09 novembre. Par leur grève, ils ont obtenu que :

• les anciens salariés de TFN passés à STPI (une soixantaine d'entre eux) touchent une prime de fin d'année de 350 euros. Ils n'en avaient pas jusqu'à maintenant.

• les salariés qui travaillaient de nuit jusqu'à fin juillet obtiennent la dégressivité de la majoration de nuit sur 6 mois. Avant la grève, la prime de nuit était perdue du jour au lendemain.

• leur direction s'engage à revaloriser la classification de tous ceux qui devraient être AS2 conformément à la convention collective.

• le paiement de trois jours de grève

Si tous ces salariés travaillent pour le même patron, leur paie et leurs primes sont non seulement différentes selon les secteurs, mais également selon leur ancien employeur (ENCI, TFN,...).

Avec la grève, ils ont collectivement revendiqué qu'à travail égal, le salaire doit être égal.

Les briseurs de grève

Face à eux, les grévistes avaient non seulement la direction de STPI, mais également celles de SENSE et de PSA, les donneurs d'ordres. SENSE a fait appel à des salariés de Mulhouse, Sochaux et Vesoul pour remplacer les grévistes au secteur cartonnage du C6. Ceux qui ont accepté ce sale boulot ont tenté de briser la grève des travailleurs de STPI qui se battaient pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail.

Mais les grévistes ont su faire preuve de solidarité dans la lutte. Ils avaient démarré leur grève ensemble, et c'est ensemble qu'ils ont repris le travail.

Cette solidarité-là fait aussi partie des acquis de la grève.

Un problème commun à tous les salariés

Leur mouvement les a fait connaître à une grande majorité des salariés de PSA, par les défilés ou par les tracts.

Ils ont posé le problème des salaires trop bas : le leur, qui tourne autour de 1000

euros, comme le nôtre ne permettent plus de faire face à l'envolée des prix et à l'augmentation du coût de la vie.

Actuellement dans le groupe PSA, ce sont un millier de salariés de l'usine Sevelnord qui sont en grève. Là encore, c'est la question des salaires qui les a poussés à cesser le travail, là encore ce sont des salaires trop bas alors que PSA annonce un chiffre d'affaires en augmentation de 11,9%.

Les problèmes de salaire et de pouvoir d'achat font partie de nos préoccupations de tous les jours. L'augmentation générale des salaires est une nécessité vitale pour tous. Et il faudra bien qu'un jour nous imposions à la direction qu'elle lâche de véritables augmentations de salaires : 300 € pour tous !

Cette semaine, la CGT organisera une deuxième collecte pour aider les salariés de STPI qui ont fait jusqu'à 11 jours de grève. La première s'était montée à près de 300 euros.

GRÈVE À PSA-SEVELNORD : LÂCHÉS PAR LES SYNDICATS CFTC, FO ET CFDT, LES SALARIÉS ONT REPRIS LE TRAVAIL

Tract de la CGT PSA-Mulhouse

Devant le mépris de la direction de SEVELNORD et après qu'elle ait annoncé que les véhicules utilitaires soient élus meilleurs véhicules (JUMPY, EXPERTS, SCUDO), la seule chose qu'elle a trouvé c'est d'offrir aux salariés des petits pains et jus d'orange. Par contre les profits dégagés sont toujours pour les mêmes : la famille Peugeot.

La réaction des salariés ne s'est pas fait attendre : plus de 2 000 salariés se sont mis en grève pour les salaires avec le site bloqué.

Devant la colère des salariés, qui ont contribué à ce que les utilitaires soient élus premiers véhicules en Europe, ils estimaient qu'il fallait que la direction lâche des augmentations de salaires.

La CGT, qui était dans une dynamique unitaire, a proposé, en intersyndicale, d'élaborer des revendications communes. Les propositions suivantes ont été validées par les grévistes et l'intersyndicale CGT, FO et CFTC :

- Une prime exceptionnelle de 1 200,00 €,

- Une majoration de la prime de nuit de 22 % au lieu de 17,

- L'embauche des précaires,
- L'ouverture des négociations salariales en urgence.

Devant un conflit, qui prenait toujours plus d'ampleur, avec le risque de contagion sur tout le groupe PSA et surtout de redonner l'espoir à tous les salariés de l'automobile, de remettre la lutte pour les salaires sur le devant de la scène, la direction a manœuvré, comme elle sait le faire, en essayant de casser le mouvement, en faisant pression sur les organisations syndicales qui ne sont pas indépendantes de la direction. Conséquence : les autres organisations syndicales ont lâché le mouvement.

Le lundi de la trahison de la CFTC, FO et CFDT :

Le lundi 12 novembre, sans venir s'expliquer devant les salariés, les syndicats CFTC, FO et CFDT ont distribué un tract dans le dos des grévistes, disant qu'ils ne soutenaient plus les salariés en

mouvement. Leur seule explication : les revendications des salariés étaient irréalistes et politiques.

Les salariés de SEVELNORD écoeurés et trahis :

Alors que les revendications avaient été discutées avec trois syndicats CGT, CFTC et FO et approuvées par plus d'un millier de grévistes vendredi, comment comprendre un tel revirement ? Les salariés se demandent combien ces syndicats ont touché pour trahir de la sorte. *Les salariés n'oublieront pas...*

Même si les salariés n'ont pas eu gain de cause sur leurs revendications, ils ont démontré à la direction que cela peut repartir à chaque moment sur les salaires. Les salariés ont gagné le respect et la dignité et démontré que c'est bien tous ensemble que l'on peut gagner. Bravo aux salariés de SEVELNORD et rendez-vous le 19 décembre 2007 pour les négociations salariales.

TRACT DE GRÈVE À PSA-AULNAY : UN LICENCIEMENT QUI NE PASSE PAS ET QUI COÛTE CHER À LA DIRECTION !

En programmant le licenciement de notre camarade Brahim, la direction pensait que cela allait passer en douce. **C'est RATÉ !**

Au total, plus de 400 ouvriers ont fait grève, dont une bonne partie pendant deux jours. On doit aussi souligner la solidarité exprimée par tous les salariés qui un peu partout dans l'usine ont refusé de venir jouer les briseurs de grève en remplaçant les grévistes.

C'est effectivement la première fois dans l'usine que l'on voit une telle mobilisation contre un licenciement. Et nous pouvons en être fiers. Cette réaction de solidarité, ont la doit aux six semaines de grève que nous avons faites ensemble. Ce qui a permis de nous unir, de nous souder. Six mois après, on a montré à la direction qu'on n'est pas prêts d'accepter tout et n'importe quoi.

Au total la direction a perdu près de 400 véhicules soit en gros 6 millions € de chiffre d'affaire. Ce sera au minimum, le prix à payer pour chaque licenciement.

Ce licenciement, la direction le paye cher aussi moralement en se discréditant encore plus.

La direction dans cette affaire joue les provocations du début à la fin.

Le « motif » du licenciement est révoltant : un RU soutenu de bout en bout par toute la hiérarchie refuse de poser une journée de congé à Brahim qui en avait eu besoin pour être au côté de sa mère malade. Les directeurs et cadres, eux, peuvent poser les jours de congés qu'ils veulent et même après coup, sans aucun problème. Ce chantage au congé fait par certains RU n'existe que pour les ouvriers.

Mensonges sur mensonges, voilà ce que fait la direction depuis plusieurs semaines. Jusqu'à la sortie d'un tract (*l'essentiel*) mensonger de bout en bout. De quel droit la direction peut se permettre de salir une personne de cette manière ? Des RG, comme

M. Beaufort, en ont même rajouté dans des insinuations sans fondement. Si la direction a éprouvé le besoin de faire ça, c'est qu'elle sait bien que ses agissements ne passent pas.

Vendredi matin un reniement supplémentaire de la direction.

Jeudi, de 16 h à 23 h 30, nous avons discuté avec la direction. En plus de ses

indemnités de licenciement (trois mois de salaire) la direction s'était engagée sur une somme d'argent et sur un stage de formation payée. A 23 h 30, elle nous donne rendez-vous le lendemain en disant qu'il était tard. Et le lendemain à 10 heures; le directeur revient sur ces propositions en prétextant qu'il n'y avait pas eu confidentialité ! Comment peut-il y avoir confidentialité quand des centaines de travailleurs se sont mobilisés contre un licenciement ? Il s'agit d'un prétexte. Encore une fois, la direction a joué le mensonge et la provocation.

Il faut que la direction sache et comprenne qu'à Aulnay les travailleurs ne sont pas disposés à se laisser faire. Ses provocations n'y changeront rien. Les travailleurs de cette usine continueront à défendre leurs revendications.

De plus en plus de travailleurs dans le pays se mettent à lutter contre toutes les menaces des patrons

Le combat pour Brahim continue.

Aulnay, le 16 /11 /2007

Les salariés en grève soutenus par la CGT, SUD

INTERVIEW ET DISCUSSION AVEC R., OUVRIER, MILITANT CGT ET DÉLÉGUÉ DU PERSONNEL À PSA-AULNAY

Huit mois après la grande grève d'une partie des ouvriers de PSA-Aulnay (fin février-début mars 2007), Le CRI des travailleurs a interrogé l'un des animateurs de cette grève R., ouvrier, délégué syndical dans cette usine, ex-militant CFDT, aujourd'hui à la CGT. La discussion a porté à la fois sur le bilan de cette grève et sur des questions soulevées par la situation politique générale. Les intertitres sont de la rédaction.

Bilan de la grève

CdT : *Vous avez fait une grève de six semaines, dans laquelle vous avez revendiqué 300 euros nets d'augmentation pour tous, l'intégration des intérimaires sur des postes fixes, la retraite à 55 ans. Maintenant, avec le recul, quel bilan tires-tu de cette grève ?*

R : Toutes les revendications n'ont pas été réalisées directement. Par contre, il y a eu certaines choses réussies : pour les intérimaires, ils toucheront leur paye à la fin du mois au lieu du 10 du mois suivant ; il y a eu deux primes de « cohésion sociale », deux mois de suite après la grève. Par contre, il n'y a pas eu d'augmentation de salaire. Pour le patron, apparemment, c'était un peu trop de demander 300 euros ! Et pour les retraites, on n'a rien gagné non plus. Ce que l'on peut tirer comme conclusion, c'est d'avoir surtout réussi un mouvement global de beaucoup de salariés, syndiqués et non syndiqués, y compris des intérimaires, des anciens et des jeunes.

CdT : Vous avez été un minorité d'ouvriers à faire grève. Comment les autres ont-ils vu la grève et comment la voient-ils maintenant, avec le recul ?

R : Maintenant, ils réfléchissent autrement. Ils disent : c'est bien ce que vous avez fait, ça fait bouger les choses, grâce à vous, on a eu deux primes. Mais je pense qu'ils n'ont pas encore pris suffisamment d'expérience ou d'information pour passer le cap et vraiment entrer dans le domaine syndical, se syndiquer et ensuite faire des actions, même si ce sont de petites actions, des débrayages de quelques heures.

CdT : *Après une semaine de grève, vous vous êtes retrouvés environ 500 grévistes. À ce moment là, pensiez-vous qu'il était encore possible de gagner ?*

R : Après une semaine, ce n'était pas encore vraiment fixé. On ne savait pas si ça allait durer deux semaines ou plus. On était plus dans une démarche de voir un peu comment ça se passerait de jour en jour. Donc on était obligés de continuer cette grève pour voir l'aboutissement, si des choses allaient changer, comment les gens étaient déterminés pour continuer et voir aussi s'il y aurait plus de monde.

CdT : *Et, à ton avis, quelles auraient été justement les conditions nécessaires pour gagner ?*

R : Là je pense que c'est plus une question de nombre de personnes en grève, parce que, entre 500 et 600, c'était en proportion [NR : au total, sur les trois équipes, environ 4000 ouvriers travaillent à l'usine PSA d'Aulnay], je ne dirais pas léger, mais presque. Et aussi l'impact sur le fonctionnement de l'usine était limité : le blocage n'était pas vraiment réalisé.

CdT : *Et avez-vous discuté entre vous des conditions pour gagner, dans le comité de grève ?*

R : Oui, on en a discuté, mais évidemment, ce qui s'est passé, c'est qu'il y a eu des gens de l'usine qui ont jugé ce niveau de grève relativement important, parce que 500 personnes, ce n'est pas rien. Il y a eu peu comme un choc. Certains qui auraient pu faire la grève ne voulaient pas la faire, parce que cela faisait une image un peu trop brutale.

CdT : *Dans ces conditions, avec le recul, ne penses-tu pas que tous ces ouvriers vraiment déterminés, ceux qui ont fait grève pendant six semaines, auraient dû se dire : bon, pour le moment, nous n'avons pas convaincu la majorité, peut-être que l'on ferait mieux de s'arrêter et de refaire un travail pour essayer de convaincre plus et repartir quand on sera plus nombreux ?*

R : Oui, je le vois comme ça, mais je le vois aussi d'un autre côté, parce qu'on a discuté avec pas mal de gens. Les gens, la moyenne, sont plus dans une démarche de garder l'emploi que de revendiquer comme on a fait. C'est

ce qu'ils nous répondent quand on discute avec eux. Ils nous disent : voilà, nous, s'il faut défendre l'entreprise, s'il faut défendre notre emploi, on sera dans la prochaine grève. Donc nous on a dit : cette grève, c'était déjà une manière de défendre notre emploi : les intérimaires, les salaires et le départ des anciens. Pour eux, c'était moins percutant que de garder le travail. C'est peut-être ce que le patron leur a mis dans la tête, parce qu'il y a eu beaucoup de responsables, de chefs d'équipe et des bras droits du patron qui ont dit : gardez votre travail, ne faites pas la grève, n'écoutez pas les syndicats ! Donc, il y a eu aussi des gens qui ont eu l'esprit un peu dérivé par ces responsables.

Le rôle des syndicats dans la grève

CdT : *Dans la grève, comment as-tu vu le rôle des différents syndicats ?*

R : Il y a eu les trois syndicats principaux [CGT, CFDT, Sud, NDLR]. C'est vrai qu'il y a eu des petites différences d'expression, mais quand même, ce qui m'a plu, c'est de se réunir pour trois revendications principales, la solidarité, se réunir pour faire la même action, dans le même sens, la main dans la main. C'est ça qui était assez plaisant, même si chaque syndicat a un système de revendications qui est peut-être un peu différent des autres, mais en général les revendications sont les mêmes pour tous les ouvriers.

CdT : *Tu parles des syndicats d'Aulnay. Et à l'échelle du groupe PSA, avez-vous eu l'appui d'un syndicat ?*

R : Non, il n'y a pas eu trop d'appui. Il y a quelques usines qui ont fait des petits débrayages de quelques heures. Je pense que les responsables patronaux ont beaucoup agi sur les syndicats dans les autres usines pour éviter de répandre cette grève. Et on a entendu dire que certains syndicats ou des délégués auraient reçu des sommes d'argent pour éviter de développer les grèves et faire la solidarité avec l'usine d'Aulnay.

CdT : *Sais-tu si les syndicats d'Aulnay ont essayé de prendre contact avec les syndicats des autres usines du groupe ?*

R : On n'a pas pu se réunir. On est allé à l'usine de Saint-Ouen, de Poissy, mais comme le démarrage de la grève était d'Aulnay, ce n'était pas évident pour eux de faire une continuité. Il y a eu une solidarité, mais elle ne s'est pas exprimée comme on l'attendait. On s'est contacté, mais il n'y a pas eu beaucoup d'actions ensuite qui ont pris le relais de notre grève.

CdT : *Est-ce qu'une des conditions pour gagner n'aurait pas été précisément de réussir à préparer un plan de bataille à l'échelle du groupe ? Car, même si vous avez perturbé la production à Aulnay de façon assez importante, cela n'empêchait pas que les voitures sortent dans les autres usines et donc, même si cela touchait PSA, ses profits, ce n'était pas décisif.*

R : Oui, l'impact n'était pas aussi fort que ce que l'on aurait voulu. Disons qu'il y a deux choses. La première chose, c'est qu'une grève ne se démarre pas vraiment en la préparant, alors que cela serait mieux de la préparer [la grève a commencé par un débrayage spontané d'une ligne de production, qui a peu à peu entraîné environ 200 ouvriers du montage, suite à la distribution le midi d'un tract CGT racontant la victoire des ouvriers de Magnetto, un sous-traitant, en grève depuis quatre jours, qui avaient obtenu 100 euros nets d'augmentation, NDLR]. Et la deuxième chose, si on prépare une grève comme ça, on a toujours une crainte d'avoir des fuites d'informations. On ne sait pas vraiment s'il y a dans tous les syndicats un fonctionnement pur et dur et qui ne laisse pas échapper certaines infos. On a déjà préparé des petits débrayages, des petites grèves et on avait déjà les responsables qui étaient à l'heure et au même endroit que l'on avait prévu. Après, il faut savoir jongler entre les deux choses. Ce n'est pas si facile...

CdT : *Tu veux dire qu'il y a dans certains syndicats, des dirigeants qui ne sont pas du côté des travailleurs, mais plutôt du patron ?*

R : C'est pas obligatoirement des dirigeants, cela peut-être d'autres personnes qui en font partie. Cela peut être bien d'avoir la solidarité de plusieurs syndicats, mais plus il y a de syndicats, plus on va se demander s'il y a la pureté syndicale partout. Et cela met un peu en difficulté la préparation d'un mouvement de grève. (...) Ce qu'il faudrait, c'est demander un « CV

syndical », avant même que les gens soient nommés délégués ou ensuite choisis par l'organisation dont ils font partie. Il faudrait arriver un peu à ce principe. Comme beaucoup de gens dans l'usine le voient, on ne peut pas nommer n'importe quelle personne avec un mandat de délégué comme ça. C'est ça qui fait toute la sensibilité et la force du syndicat.

CdT : *Avez-vous des relations avec les syndicats des sous-traitants, par exemple ceux de Magnetto qui ont fait la grève avant vous ?*

R : Oui, tout à fait. Il y a eu Trigo, une société de sous-traitance de contrôle et de vérification de conformité des véhicules. Il y a ENCI, une entreprise de nettoyage de Citroën, qui est liée et payée directement par Citroën. Il y a eu Valeo [équipementier automobile, NDLR], où il y a eu des soucis de paiement de primes, qu'ils devaient avoir et que Valeo ne leur payait pas. Il y a eu aussi la filiale de Gefco : ils ont enlevé une partie du travail à des caristes de Gefco qu'ils ont remis à une autre partie de l'usine pour casser les contrats de ces gars-là, pour les reprendre ensuite comme Citroën.

CdT : *Aujourd'hui, il y a beaucoup d'entreprises qui tendent à sous-traiter pour diviser les travailleurs, leur rendre la lutte plus difficile. Cela n'exige-t-il pas un effort des syndicats de ces entreprises qui sont liées pour préparer la bataille ensemble ?*

R : Oui, c'est exactement ce qu'il faut faire. Il faut développer le syndicalisme dans les sociétés de sous-traitance pour justement éviter que le patronat puisse mettre des barrières entre les ouvriers des sociétés de sous-traitance et ceux de l'entreprise principale. Mais, ce qu'il y a aussi, qui est sensible, c'est le nombre de personnes, car dans les sous-traitants, il n'y a pas autant de personnes. Il faut aller au contact des salariés des entreprises extérieures et essayer de faire le lien avec les mêmes structures syndicales pour bien se comprendre, et ensuite faire des actions qui soient bien reconnues, correctes et valables.

CdT : *Et les confédérations syndicales, sont-elles venues vous apporter leur soutien ?*

R : Du côté de la CFDT, ils n'ont pas voulu intervenir, parce qu'ils avaient signé les retraites avec les paliers de 41 et 42 ans jusqu'à 2012 et donc ils n'étaient pas du tout dans une

démarche comme la nôtre, pour la retraite à 55 ans. Pour la CGT, il n'y avait pas de problème sur la retraite à 55 ans, Sud aussi était d'accord, mais pas les autres syndicats. C'est vrai que cela posait un problème entre les structures départementales, puis ensuite au niveau des sections syndicales de l'usine.

CdT : *Bernard Thibault, est-il venu vous voir ? A-t-il aidé à ce que la grève se développe dans d'autres usines, de PSA notamment ?*

R : Oui, il est venu deux ou trois fois. Il a discuté des salaires, des retraites des anciens. Il n'y a pas de souci. C'est un des seuls qui se soit déplacé. Il y a aussi un responsable de Sud qui est venu, mais pas les autres syndicats.

CdT : *Penses-tu que, par rapport à ses moyens, la CGT a mis toutes ses forces pour faire gagner la grève ?*

R : Je pense qu'ils ont fait tout ce qu'ils pouvaient faire au niveau de l'usine...

CdT : *Oui, mais ma question portait sur la confédération CGT, pas sur le syndicat CGT de l'usine d'Aulnay...*

R : Il n'y a pas eu vraiment grand chose. On s'attendait à plus, quand même. C'est surtout le problème que les autres usines n'ont pas eu le répondant que l'on attendait. On a senti que c'était un peu limité.

CdT : *Je te pose cette question, car j'ai l'impression que les dirigeants d'une grande confédération comme la CGT, le minimum qu'ils auraient pu faire pour votre grève, où la portée des revendications dépassaient largement le cadre de votre usine...*

R : Oui, tout à fait...

CdT : *Thibault aurait pu intervenir dans les médias pour dire qu'il appuyait votre grève, il aurait pu pousser pour que la fédération de la métallurgie CGT et le syndicat CGT du groupe PSA vous appuient, pour essayer que les autres usines entrent en grève, non ?*

R : Si, tout à fait. Au début, c'est venu comme cela d'un seul coup. Mais, deux semaines après, il aurait pu être projeté de faire un mouvement de solidarité dans les autres usines ou les autres lieux de travail où il y a les syndicats qui sont représentatifs.

Les partis politiques face à la grève

CdT : *Quelles organisations politiques ont soutenu votre grève, vos revendications ?*

R : C'est vrai qu'il faut préciser que l'on était pas loin des élections présidentielles. Et, évidemment, certains politiques étaient un peu dérangés par ce mouvement. Certains sont venus pour essayer de faire un petit peu l'information. Est-ce qu'ils ont voulu s'appuyer sur ce mouvement de grève, qui était assez développé, pour gagner un peu de popularité politique ? On s'est posé la question. La question se posait aussi dans l'autre sens. Il y a des gens de l'usine qui nous disaient : on se demande si vous avez pas fait la grève pour le côté politique avant les élections présidentielles ou seulement la grève comme cela. Il y a eu la question des deux côtés.

CdT : *Ségolène Royal est venue vous rendre visite. Est-ce qu'elle soutenait votre grève, vos revendications ?*

R : Non, je ne pense pas qu'elle soutenait les revendications, parce que, à un moment, elle a plus argumenté sur le fait que l'on avait une bonne entreprise Peugeot-Citroën et qu'on était content d'y travailler. Donc ce n'était pas vraiment ce qu'on attendait d'une personne comme ça. Heureusement qu'il y en a d'autres qui sont venus relever un petit peu l'image.

CdT : *D'autres du PS ?*

R : Non. José Bové, notamment.

CdT : *N'y a-t-il pas un rapport entre le programme du PS et la position qu'elle a eu par rapport à la grève ? Par exemple, pour prendre un point, le PS disait officiellement : le SMIC à 1500 euros bruts. Et vous, vous demandiez 300 euros nets d'augmentation, cela faisait déjà beaucoup plus...*

R : Tout à fait, oui. Quand Ségolène a parlé ici des 1500 euros bruts, elle a bien vu que les gens étaient mécontents. Elle est pas restée trop longtemps. D'autres personnes politiques sont venues, il y a eu Arlette Laguiller, Besancenot... Donc eux ils avaient plus un discours à la portée des ouvriers, pour les revendications pures et simples. Et je pense aussi que cela les a aidés dans le vote qu'il y a eu au niveau des présidentielles. Mais le mieux, cela aurait été que tout le monde, tous les politiques, viennent pour s'exprimer sur un problème qui est assez général, voire national.

CdT : *Serais-tu d'accord pour dire qu'il y a des partis politiques qui en gros représentent les intérêts du patronat et d'autres qui, avec toutes leurs différences, essayent de défendre les intérêts des travailleurs ?*

R : Oui, tout à fait. C'est ce que l'on a ressenti vis-à-vis de Ségolène. Ce n'est pas tant le fait qu'elle dise que la société Peugeot-Citroën était bien, ça on le savait déjà, c'était plus la discussion : elle aurait dû plus être basée sur le côté travailleur que sur le côté entreprise. Évidemment les deux vont ensemble, mais qui fait l'entreprise ? C'est quand même les travailleurs qui réalisent leur travail tous les jours.

Le problème du regroupement des syndicats et travailleurs combattifs

CdT : *On disait que les revendications que vous avez avancées étaient valables pour les ouvriers des autres entreprises et, d'ailleurs, il y a eu plusieurs grèves dans la métallurgie au début de cette année. Ne penses-tu pas que, pour renforcer les combats ouvriers, les grèves, il faudrait essayer d'avancer vers un regroupement des syndicats et des travailleurs les plus combattifs ?*

R : Oui, tout à fait. Cela va dans le sens de ce qu'on appelle les réunions inter-centres [entre les syndicats des différentes usines du même groupe, comme PSA, NDLR]. C'est déjà se réunir au sein du même groupe pour ensuite essayer de faire un mouvement qui sera préparé, pour que quand il y a l'alerte qui arrive le démarrage de plusieurs mouvements de grève se fasse avec une solidarité consolidée.

CdT : *Les ouvriers de l'usine PSA d'Aulnay ont acquis un certain prestige avec la grève dure qu'ils ont faite pendant six semaines, avec un comité de grève. Ne seraient-ils pas particulièrement bien placés pour inviter les syndicats d'autres entreprises et d'autres travailleurs pour se réunir et discuter de cela ? Parmi les grèves du début de l'année, il y a eu celles de General Motors à Strasbourg, de Renault-Le Mans, etc. Ne serait-il pas opportun que le syndicat CGT d'Aulnay prenne ce genre d'initiative ?*

R : Tout à fait, oui. Bon, après, il y a le problème de la situation géographique. S'ils ne sont pas trop loin, ça va. Mais, après, c'est vrai qu'il faut se donner du temps pour faire le

lien. Il ne faut pas que ce soit la situation géographique qui divise la solidarité syndicale.

CdT : *Un peu dans cet esprit-là, différents collectifs de militants syndicaux de diverses traditions ont organisé au mois de mai dernier un Forum pour le Syndicalisme de Classe et de Masse et justement se proposent cet objectif d'essayer d'avancer vers le regroupement dans les syndicats des militants qui défendent de façon déterminée les intérêts des travailleurs. Ils ont décidé d'éditionner un bulletin. Un nouveau forum est prévu. Qu'est-ce que tu penses de cette initiative ?*

R : C'est une très bonne initiative. Il s'agit surtout de regrouper les revendications principales, d'éviter les attaques patronales et de voir comment le patronat développe des stratégies contre le mouvement ouvrier. C'est surtout ça le principe qui nous intéresse. Il faut une stratégie de base, mais aussi une stratégie qui étudie la stratégie du patronat, qui peut aussi changer. C'est-à-dire que si on s'habitue à une stratégie d'opposition, il se peut que le patron la détecte et ensuite change la sienne. Donc il faut aussi que l'on soit souple, tout en ayant la faculté de détecter cette différence de stratégie contre les ouvriers.

CdT : *Est-ce que tu penses participer au prochain Forum du syndicalisme de classe et de masse ?*

R : Oui, ça me plairait bien. C'est un peu comme une assemblée générale ?

CdT : *Oui, un peu. On essaye d'avancer sur des positions collectives pour se regrouper, parce que l'on se rend compte qu'il y a dans beaucoup d'endroits différents des militants qui sont combattifs, des travailleurs qui se battent mais ils sont isolés les uns des autres...*

R : On sent le manque d'union, de contact... C'est mieux de se réunir et de discuter sur les modes de fonctionnement syndicaux de chaque entreprise, pour que chacun voit comment ça se passe chez le voisin.

CdT : *De quoi penses-tu que l'on devrait discuter dans ce genre de réunion ? Qu'est-ce que tu proposerais de mettre à l'ordre du jour pour qu'elle soit fructueuse ?*

R : L'ordre du jour, c'est déjà ce qui se passe réellement dans les autres entreprises pour ensuite sortir un compte-rendu ou un état des lieux et

ensuite déterminer les actions que le syndicat peut faire pour contrer le patron. Le syndicat doit bien détecter le fonctionnement de l'entreprise où il se trouve et voir ensuite comment la majorité ouvrière se trouve attaquée pour pouvoir la défendre plus facilement après.

La classe ouvrière face à l'offensive du gouvernement Sarkozy-Fillon

CdT : *Le gouvernement de Sarkozy et Fillon annonce plein de réformes. Qu'en penses-tu ?*

R : Premièrement, on a entendu souvent Sarkozy dire : la gauche n'a rien fait, moi je vais faire les réformes. Alors, il faut se poser deux questions. Première question : est-ce qu'on fait une réforme parce que la gauche n'a rien fait, même si cette réforme n'est pas bonne ? Ou bien est-ce qu'on dit : on fait comme la gauche, on ne fait rien, de peur de faire une réforme qui soit handicapante pour la population. Je ne vois pas ces réformes politiques de Sarkozy d'un bon œil. Est-ce qu'il est réformiste pour handicaper la population de son propre pays ou est-ce qu'il est réformiste pour être populaire ?

CdT : *À ton avis, les réformes qu'il propose sur le droit de grève, sur l'université, sur les retraites, sur la privatisation de GDF, sur les franchises médicales, servent-elles les intérêts des travailleurs ?*

R : Non, c'est tout à fait antisocial. Il y a beaucoup de reculs sur ce que l'on appelle les acquis, certains avantages sociaux que l'on a eus depuis de longues années et qui sont supprimés par Sarkozy.

CdT : *Que penses-tu du discours que l'on entend dans les médias, selon lequel les travailleurs qui bénéficient des régimes spéciaux de retraites seraient des privilégiés ?*

R : Ça dépend de quel côté on voit le privilège. Non, pour moi, ce ne sont pas des privilégiés. On réalise un travail, que ce soit privé ou public, il faut se lever le matin pour aller au travail, c'est une contrainte pour les salariés.

CdT : *Et que faut-il faire par rapport à ces réformes ?*

R : Je pense qu'il faudrait faire des actions. Il n'y a en pas eu assez, notamment sur la question des retraites. Depuis quelques années, le travail n'est plus comme avant, il est plus difficile au niveau des

responsabilités, des cadences, des techniques de travail, qui sont plus complexes, il y a des gammes de travail, des temps à respecter. Par ce biais-là, il faut que l'âge de la retraite soit avancé, c'est-à-dire cotiser moins que 40 ans, par exemple 37,5 ans, comme c'était avant.

CdT : *Le gouvernement propose aux syndicats de venir se concerter sur plein de sujets. Il y a toute une série de réunions prévues jusqu'au mois de décembre. Est-ce le rôle des syndicats d'aller à ces réunions de concertations ?*

R : Moi, je ne le vois que par le biais des syndicats. Le syndicalisme, c'est la transmission du salarié vis-à-vis du patronat et du gouvernement. Mais il ne faut pas que la transmission soit défaillante. Je verrais plus cela dans un ensemble de votes. Si le gouvernement lance une réforme, est-ce que cela ne serait pas mieux de faire cela par un vote, que la population puisse décider ? Ce serait mieux que de passer uniquement par la courroie de transmission syndicale. Ce serait plus naturel.

CdT : *Pour notre part, au Groupe CRI, on pense que si les syndicats ne proposent aucune initiative pour combattre ces réformes, bien sûr, elles vont passer. Donc, on pense que c'est fondamental aujourd'hui de se battre pour que les syndicats fassent leur travail, c'est-à-dire qu'ils organisent une mobilisation massive de travailleurs qui permettent de stopper le gouvernement, un peu comme cela avait été le cas sur le CPE.*

R : Oui, tout à fait. Il faudrait faire un peu, même carrément le principe du CPE. C'est l'exemple-type de ces réformes.

CdT : *Parlez-vous de ces réformes dans l'usine entre les ouvriers ?*

R : Oui, mais certains ouvriers voient cela un peu de loin, ne se sentent pas trop concernés. Il faut se dire quelque chose : l'ouvrier qui a son poste de travail — on aime bien aller voir un ouvrier à son poste de travail, parce que, s'il n'y est plus, s'il est en train de partir, il n'a plus les mêmes discussions. Une fois que le boulot est fini, il ne veut plus en entendre parler. Donc, il se dit : je travaille à l'heure actuelle et je ne ressens pas l'effet des réformes prises au niveau national. C'est un peu malheureux à dire, mais il faut que les gens se trouvent dans la

difficulté pour être plus sensibilisés à ce genre de discussion.

CdT : *Est-ce que ton syndicat distribue des tracts pour informer et donner sa position sur ces réformes ?*

R : Oui, tout à fait. On va en distribuer une cette semaine. Il y a les réformes sur les retraites que veut faire Sarkozy et d'autres sujets. On verra comment les salariés réagissent à cela et on va essayer de leur faire comprendre qu'eux-mêmes sont liés directement à ce genre de réformes. Les salariés ressentent toujours un écart, car ils sont toujours dans ce principe de travail dans une cadence. Ils ont du mal à décrocher pour discuter de ces politiques.

CdT : *Ce qui est frappant, c'est qu'aujourd'hui, d'un côté, le gouvernement multiplie les attaques contre les travailleurs et, de l'autre côté, il y a une passivité du côté des directions syndicales et même du côté des organisations d'extrême gauche qui ne prennent pas d'initiatives pour préparer la riposte. Et toi, comment vois-tu la situation ?*

R : Je pense que ce n'est pas encore rentré dans l'esprit des gens cette question du lien entre les réformes. Alors est-ce qu'il faut un discours plus explicatif pour essayer de dépasser le grand écart entre le salarié à son poste de travail et la réforme nationale ? Parce que, quand tu parles d'une réforme nationale à un ouvrier qui est à son poste de travail à l'instant « t », il n'a pas l'impression que cela aura de l'impact sur lui. Au niveau des organisations syndicales et politiques, évidemment, il faudrait s'opposer à ces réformes. Mais comment le faire avec une organisation qui n'est pas en situation de force par rapport à tous les salariés de l'entreprise ?

CdT : *Et comment penses-tu que l'on peut avancer dans ce travail ?*

R : En donnant de bons exemples, réels... Il faut remonter dans les archives pour montrer les acquis que l'on a gagnés quelques dizaines d'années en arrière et ensuite montrer aussi les erreurs du gouvernement sur certaines réformes ou d'autres sujets importants, comme les sans-papiers. Il y a beaucoup de choses qui peuvent sensibiliser les gens. Il faut une planche de sujets différents et multiples qui permettrait que la personne avec qui on discute se retrouve au moins dans un des sujets.

CdT : Le gouvernement a en effet encore durci un peu plus la politique contre les étrangers et expulse à tour de bras. Est-ce une question dont on parle beaucoup dans l'usine ?

R : On en parle pas mal, mais on dirait que c'est un peu différent du fonctionnement syndical. Là aussi, les gens ne voient pas trop le lien. Ils se disent : les papiers, c'est une chose, le travail, c'en est une autre, alors que c'est lié. (...) Certains font le lien, mais pas tous. (...) On trouve souvent le cas où le mari a des papiers et travaille, mais il n'a pas un logement suffisamment grand pour pouvoir faire venir sa femme, mais c'est parce que sa femme n'est pas encore là qu'il ne peut pas avoir de logement plus grand. Cela se mord la queue. (...) Cela fait qu'ils ont besoin de travailler dans

l'équipe de nuit pour gagner un peu plus que dans l'équipe de jour.

CdT : Il y a un Forum de la Résistance Sociale à l'initiative de plusieurs organisations, dont le Groupe CRI. C'est une réunion qui a pour but de préparer une riposte d'ensemble à cette politique, car on pense qu'il n'est possible de gagner que tous ensemble.

R : C'est une très bonne initiative. Il y aussi un autre exemple réel. C'est sur la réforme des retraites. Sarkozy a le projet de passer les régimes spéciaux de 37,5 ans à 40 ans de cotisations, qui tendra à une autre réforme, celle de faire passer tout le monde au delà de 40 ans. Il faut en parler avant qu'il soit trop tard. Il manque de l'information. À la télé, les organisations syndicales ne sont pas souvent invitées, alors que Sarkozy est

souvent là pour lancer ses projets, mais on entend pas la partie opposante, comme LO, LCR, etc. On les entendait beaucoup avant les élections et maintenant ils ne passent plus. Est-ce que les médias sont dirigés par le gouvernement pour bloquer la gauche ou l'extrême gauche et qu'elles ne puissent s'exprimer sur les réformes de Sarkozy ? L'information ne doit pas venir que de la droite. (...) Pendant la campagne, il y avait carrément des compteurs pour montrer aux gens que, vous voyez, à la minute ou à la seconde près, le temps de parole a été le même des deux côtés. Je crois que c'est prendre les gens pour des idiots. Maintenant il y a une absence, mais les réformes, elles, elles arrivent quand même. Enfin, moi, je n'appelle pas ça des réformes.

TRIBUNE LIBRE D'UN MILITANT DE LA CGT

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LES UNION LOCALES CGT : CONTRIBUTION À LA DISCUSSION

L'Union Locale des syndicats CGT est le lieu où se réalise de manière concrète la solidarité interprofessionnelle des militants impliqués dans des activités professionnelles différentes. Le caractère interprofessionnel qui préside au fonctionnement même des UL est le ciment qui garantit le fonctionnement démocratique de notre confédération. En ce sens, la direction des UL doit impérativement garder la marque de la commission exécutive qui exprime les décisions des différents syndicats constitués en son sein.

Avec le développement des grands groupes et la tendance à la concentration inhérente au capitalisme financier actuel, le risque principal est de voir émerger un syndicalisme d'entreprise totalement coupé des structures de base de notre organisation. Toutefois, rien ne permet de dire sérieusement aujourd'hui que la nature du travail ait changé ou qu'une hypothétique transformation sociale aurait balayé le vieil antagonisme historique entre le capital et le travail.

« La structure et la nature des emplois changent, le contenu du travail change, les conditions de travail changent, la finalité du travail change... », peut on lire dans le rapport préparatoire à la conférence nationale

sur les unions locales. Si on en croit ce passage du texte, on devrait en conclure que l'exploitation capitaliste est définitivement derrière nous et qu'en conséquence il ne nous reste qu'à accompagner ces changements en œuvrant au mieux dans les intérêts des salariés. Malheureusement la réalité est bien différente : la finalité du travail est toujours l'accumulation du capital, la nature du travail est bien toujours le salariat et les conditions de travail se rapprochent de plus en plus de celles de l'esclavage.

Le texte préparatoire à la conférence a le mérite de mettre en relief un certain nombre de problèmes qui mettent en danger l'existence même des UL. Ainsi, le repliement sur un syndicalisme d'entreprise des adhérents travaillant dans les grandes entreprises de taille nationale. La question n'est pas nouvelle et sa résolution passe davantage par une volonté énergique d'en finir avec ce corporatisme plutôt que par la remise en cause du fonctionnement des UL. Dans les grandes entreprises, l'activité syndicale s'articule trop exclusivement autour d'un délégué syndical central qui est lui-même exclusivement en relation avec les instances dirigeantes de sa fédération. Ce mode de fonctionnement déconnecte totalement les militants du

travail interprofessionnel et conduit vers le corporatisme.

Cette situation n'est pas une fatalité. Les délégués syndicaux de site travaillent dans des localités où existent le plus souvent des UL. Les USD doivent servir de lien entre ces militants et l'activité syndicale locale.

La restructuration actuelle du capital passe davantage par un pillage du service public que par le développement de nouvelles forces productives. La réforme hospitalière de 1991 a été un formidable levier pour l'investissement capitaliste dans le domaine de la santé. L'émergence de grands groupes de santé privée ne matérialise pas une amélioration du service de santé mais bien un pillage du service public de santé. Au niveau local, chaque syndiqué vit à proximité d'un hôpital, d'une agence EDF, d'une poste ou autres services publics mis à mal par les politiques de privatisation. Pour peu que nous sachions mettre en relief le combat pour la défense des services publics et le combat des salariés qui luttent contre des conditions de travail insupportables, des salaires de misère, la précarité nous aurons un lien local fédérateur entre les salariés du secteur public et ceux du privé. En ce sens, l'exemple de l'UL d'Arcueil me semble inverser les

questions et les réponses. Pourquoi faire intervenir la fédération des postes et télécommunication, l'UD, etc., et demander à deux camarades extérieurs de tenir des permanences, alors qu'en toute logique un syndicat des postes et télécommunications devrait être présent au sein de cette UL. La démarche des camarades de cette UL est sans doute louable mais elle est de fait vouée à l'échec. Redynamiser les UL, c'est combattre pour en finir avec le corporatisme inhérent au syndicalisme d'entreprise et non organiser bureaucratiquement de l'extérieur des sections syndicales de base.

Le moment n'est pas de redéfinir le rôle des UL dans le cadre du syndicalisme confédéré, mais bien de réaffirmer la place centrale de l'union locale comme ossature fondamentale du syndicalisme ouvrier confédéré.

Nous sommes aujourd'hui devant un choix qui peut avoir des conséquences importantes pour l'avenir d'un véritable syndicalisme de classe au niveau du pays. Soit nous construisons les structures de la CGT dans le cadre de la redéfinition géographique que veut imposer l'Union Européenne (structures régionales avec son lot de décentralisation et de désertification dans certains secteurs géographiques, réorganisation économique avec l'émergence de grands pôles d'activité concentrés au niveau régional...) et nous considérons comme une fatalité la destruction des services publics, l'émergence de régions directement intégrées au processus de construction de l'Europe libérale ; soit nous affirmons la nécessité de défendre les services publics et les communes comme structures élémentaires de la vie démocratique dans notre pays.

Il faut être clair et comprendre que l'Europe libérale n'est qu'une stratégie du capital visant à redéfinir l'ensemble des structures politiques au sein des pays de l'Europe. Le vieux schéma bourgeois national ne correspond plus aux besoins du capital transnational. Mais le vieux schéma bourgeois n'a pu se développer qu'en étant porteur d'un

certain progrès social. Les services publics, la protection sociale, l'enseignement sont la colonne vertébrale de ce vieux schéma. Tout comme au niveau politique la commune, le département, la région sont les structures politiques de la « nation française ».

Le rôle du syndicalisme ouvrier est aujourd'hui de faire comprendre à la classe ouvrière les enjeux qui se cachent derrière cette redéfinition des structures politiques au sein de l'Europe capitaliste. L'intégration des régions dans le cadre de l'Europe libérale n'est pas le résultat d'une évolution mécanique, mais elle est le produit d'une volonté politique de destruction de l'ancien schéma.

Le développement des grands groupes financiers transnationaux favorise l'émergence d'un syndicalisme d'entreprise et la concentration économique autour des pôles régionaux. Toutefois, nous savons que ces grands groupes ne peuvent se développer qu'en faisant un véritable dumping sur les coûts salariaux (délocalisation de la sous-traitance vers d'autres pays et parfois même à l'intérieur des pays européens). Notre rôle n'est donc pas d'accompagner le capital dans la modification de ses schémas d'exploitation, mais bien de défendre les intérêts des salariés partout où ils se trouvent. Avant tout, nous devons être à même de fédérer les actions locales autour de la défense des services publics. Défendre le bureau de poste du coin, ce n'est pas seulement défendre le gagne-pain du facteur, c'est surtout défendre un service de proximité accessible à tous. Or, le facteur du coin et l'employé d'UPS ne peuvent se rencontrer qu'au niveau de l'union locale. L'infirmier de l'hôpital du coin ne peut rencontrer l'infirmier de la clinique privée qu'au niveau de l'union locale, etc.

Les unions locales CGT ne peuvent devenir un simple point de rencontre où s'exprime une vague solidarité entre les salariés de diverses professions. Le caractère interprofessionnel de notre syndicat passe par la reconnaissance

d'intérêts de classe communs et l'élaboration d'une plate-forme revendicative autour de ces intérêts. Combattre pour la défense du droit de grève dans les transports, c'est combattre pour la défense du droit de grève tout court. Qui peut sérieusement penser que cette remise en cause du droit de grève va se limiter aux transports ? Défendre les services publics, c'est défendre l'accessibilité du plus grand nombre à un service de soin performant, c'est défendre des bureaux de poste de proximité répartis sur l'ensemble du territoire, c'est combattre pour un enseignement public et laïque gratuit, c'est combattre pour un service de l'énergie fiable et peu coûteux pour les usagers. En ce sens, il ne peut y avoir d'antagonismes entre les salariés du secteur privé et ceux du secteur public.

La réorganisation du capital autour de l'Europe des régions et des grandes entreprises à vocation européenne implique une destruction des services publics et une harmonisation vers le bas des conquêtes sociales des travailleurs et salariés de ce pays. La baisse des coûts salariaux (largement développée par la politique d'exonération de charges sociales et la loi Fillon qui favorise une politique salariale de bas salaires) remet en cause l'existence même de notre système de protection sociale.

Dans ce cadre, redynamiser les UL, c'est avant tout exprimer une opposition résolue à l'Europe du « projet constitutionnel », c'est s'opposer aux mystifications d'une « sécurisation des parcours professionnels » qui n'est qu'une porte ouverte aux licenciements sauvages et à la flexibilité de la main-d'œuvre dont rêve le capital européen depuis des décennies.

Sauvegarder l'originalité de nos UL c'est développer la force de la CGT ; c'est-à-dire combattre pour préserver un acquis historique de classe plus que jamais indispensable.

Vive les UL ! Vive la CGT !

**P., délégué CGT
dans la santé privée**

NON AU TRAITÉ EUROPÉEN ! POUR LUI FAIRE ÉCHEC, IL FAUT VAINCRE SARKOZY PAR LA LUTTE !

Le projet de « mini-traité » européen élaboré par Sarkozy a été adopté le 19 octobre dernier au sommet de Lisbonne. Ce projet est à présent soumis à un processus de ratification dans chacun des pays membres de l'Union Européenne (UE).

Évidemment, à la suite des « non » français et néerlandais au référendum sur le Traité Constitutionnel Européen (TCE) au printemps 2005, quelques changements cosmétiques ont été apportés pour justifier de ramener le sujet sur la table. Ainsi, le terme de « Constitution », l'hymne, la devise et la fête annuelle de l'UE ne figurent pas dans le nouveau traité. En revanche, les dispositifs qui comptent réellement pour les bourgeoisies européennes sont soit maintenus tels quels (par exemple les « avancées institutionnelles »), soit conservés sous forme de références aux anciens traités qui restent en vigueur (par exemple la partie qui fixe les politiques et le fonctionnement de l'UE concernant marché intérieur, la concurrence, l'agriculture, l'Union monétaire, la coopération judiciaire et policière, etc.) La référence aux « héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe » est également conservée, ainsi que l'expression « concurrence libre et non faussée », qui disparaît des objectifs de l'Union mais réapparaît sous une forme détournée dans un protocole annexe.

Qui de mieux pour juger de la véritable portée des changements entre le nouveau traité et le TCE que Valéry Giscard d'Estaing (VGE), ancien président français et fin connaisseur de la « construction européenne » capitaliste (il est en effet le « père » du défunt projet de TCE) ? Celui-ci affirme très sincèrement que « [les rédacteurs du projet de « mini-traité »] sont partis du texte du traité constitutionnel, dont ils ont fait éclater les éléments, un par un, en les renvoyant, par voie d'amendements aux deux traités existants de Rome (1957) et de Maastricht (1992) »¹. Ainsi, toujours selon VGE, « les réponses apportées aux adversaires du

TCE [...] représentent davantage des satisfactions de politesse que des modifications substantielles ».

Dès lors, il est clair que, du point de vue des travailleurs, ce nouveau traité doit être dénoncé et combattu tout aussi fermement que la copie originale, le TCE. En effet, les « avancées institutionnelles » contenues dans les deux versions du traité sont un pas en avant décisif sur la voie de la constitution de l'UE comme entité juridique et politique autonome. L'UE se verrait ainsi dotée d'un véritable gouvernement européen, souverain dans de nombreux domaines, à commencer par l'économique et le social. Le but est donc, pour les bourgeoisies européennes, de disposer d'une arme politique et juridique redoutable, à la fois pour mener leur lutte de classe contre les travailleurs européens et pour faire valoir leurs intérêts collectifs dans le cadre de la concurrence capitaliste internationale².

Dans ce contexte, il n'était donc pas étonnant que le PS se précipite pour dire « oui » à ce nouveau traité, confirmant ainsi une nouvelle fois sa nature de parti purement et simplement bourgeois³.

Attentisme et illusions démocratiques des partis ouvriers

Du côté des organisations ouvrières, LO dénonce le nouveau traité et évoque certes l'objectif d'une « Europe socialiste, œuvrant pour le bien commun de tous ses habitants, et non pour les profits des groupes capitalistes », mais, en attendant, elle ne propose rien pour lutter contre l'adoption de ce traité réactionnaire (*Lutte Ouvrière* du 26 octobre 2007). Les autres organisations, quant à elles, réclament la tenue d'un nouveau référendum. Ainsi l'éditorialiste du PT écrit-il dans *Informations ouvrières* le

² Pour plus de détail, notamment sur le caractère anti-démocratique, religieux, militariste, etc., de ces traités, cf. Le CRI des travailleurs n° 8, octobre 2003, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=192>

³ Cf. l'article sur la nature du PS dans Le CRI des travailleurs n° 25, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=324>

31 octobre 2007 : « Pour notre part, nous pensons que la démocratie, c'est que le peuple doit décider. La démocratie, c'est qu'il y ait référendum. La démocratie, c'est l'unité pour le rejet du traité de Lisbonne. La démocratie, c'est une fois pour toutes sortir des institutions antidémocratiques, d'exploitation, d'oppression et de régression de l'Union européenne. » De son côté, la LCR a signé, avec le PCF et d'autres, l'« appel unitaire sur le traité européen dit "simplifié" »⁴ du « Collectif national du 29 mai ».

Cet appel commence par dénoncer – correctement – le caractère anti-démocratique de la manœuvre de Sarkozy, qui veut faire adopter le nouveau traité par le Parlement, alors que le TCE a été rejeté par référendum. Cependant, l'appel se poursuit par une critique typiquement petite-bourgeoise du contenu du nouveau traité. L'appel critique ainsi le projet d'une Europe qui serait « une zone aménagée de libre échange et de promotion des politiques néolibérales » soumise au « règne sans partage des multinationales et des marchés financiers », c'est-à-dire qu'il dénonce une certaine variante du capitalisme (« néo-libéral », « financier », etc.) mais jamais il ne remet en cause le cadre *capitaliste* de la « construction européenne »⁵. Enfin, et ce qui est grave pour une organisation qui se réclame du communisme révolutionnaire comme la LCR, cet appel se conclut sur la nécessité que « les citoyens et les élus, quel qu'ait été leur vote le 29 mai 2005, [...] refuse[nt] que la démocratie et la volonté populaire soient bafouées et exige[nt] un nouveau référendum ».

⁴ Appel que l'on peut consulter à l'adresse <http://www.collectifdu29mai.org/Appel-unitaire-sur-le-traite.html>

⁵ Pour une critique plus détaillée, voir notre analyse de l'« appel des 200 » dans Le CRI des travailleurs n° 15, (<http://groupecri.free.fr/article.php?id=125>) qui est également valable pour le présent appel. Ceci n'est pas étonnant puisque, *grosso modo*, le « Collectif national du 29 mai » regroupe les mêmes organisations que feu le « Collectif des 200 »...

¹ *Le Monde* du 26 octobre

Il faut rappeler que, si les travailleurs ont réussi à imposer une défaite à la bourgeoisie et ses hommes politiques lors du référendum du 29 mai 2005, c'était en partie grâce à un contexte politique et social spécifique : le discrédit du couple Chirac-Raffarin à la tête du pays était alors au plus haut. Le référendum en tant qu'événement politique n'en est pas pour autant devenu un moyen « démocratique » grâce auquel la « volonté populaire » pourrait s'exercer. En effet, le référendum, comme toutes les autres formes de suffrage bourgeois (présidentiel, législatif, municipal, etc.) repose d'abord et avant tout sur l'atomisation des « citoyens » dans l'isoloir. Le terrain électoral (avec le matraquage médiatique qui l'accompagne inévitablement) est le terrain le moins favorable à la classe ouvrière, qui ne peut y exercer son poids social comme dans les luttes. C'est encore plus vrai dans le cas des référendums de la Ve République, qui jouent un rôle de plébiscites pour le président-bonaparte. *Réclamer* qu'un tel référendum ait lieu aujourd'hui, comme le font le PCF, la LCR et le PT, alors que Sarkozy a été élu récemment au suffrage universel, mais commence à être combattu par la lutte de classe, est donc tactiquement erroné. De plus, l'argument purement démocratique avancé pour justifier cette demande de référendum revient à semer parmi les masses des illusions inacceptables sur la « démocratie » bourgeoise.

De fait, l'appel du « Collectif national du 29 mai » s'adresse aux « citoyens et [aux] élus » (et non pas aux travailleurs), et ce « *quel qu'ait été leur vote le 29 mai 2005* » ! Mais même sur le plan formel, la tenue d'un tel référendum aujourd'hui serait anti-démocratique. En effet, s'il est clair pour tout le monde que le nouveau projet de traité européen ne diffère en rien de l'ancien, organiser un nouveau référendum revient à nier le résultat du premier, alors qu'une nette majorité de la population s'y est prononcée contre la « construction européenne » telle qu'elle est imposée par la bourgeoisie.

Pour entraver la « construction européenne », infligeons une défaite à Sarkozy par la lutte de classe !

La nécessité aujourd'hui n'est donc pas de réclamer un nouveau référendum, mais bien d'imposer par la lutte de classe que le résultat du premier soit pleinement respecté. Cela implique de vaincre Sarkozy en construisant la grève interprofessionnelle, jusqu'à la grève générale. C'est la seule voie réaliste pour entraver la « construction européenne » capitaliste, aller vers l'abrogation des anciens traités (Rome, Maastricht, etc.) et ouvrir la voie d'une Europe anti-capitaliste, révolutionnaire, des travailleurs eux-mêmes.

Pour cela, les militants communistes révolutionnaires doivent, au-delà de la dénonciation de la manœuvre de Sarkozy et de la critique

du contenu du traité d'un point de vue ouvrier, montrer concrètement le rôle de l'Union Européenne capitaliste dans les attaques actuelles du gouvernement contre les travailleurs et les jeunes. Par exemple, le démantèlement de l'Université publique incarnée aujourd'hui par la loi dite de « libertés et responsabilités des universités » est encadré par le processus de Bologne concocté en 1999 par une conférence interministérielle de l'UE (avec la participation conjointe de Chirac et de Jospin), visant à mettre en concurrence les universités à l'échelle européenne. De même, les privatisations entamées ou en préparation des entreprises publiques comme EDF, GDF, la SNCF, etc., sont régies par des directives de l'UE. Ces privatisations font partie des préoccupations des salariés de ces entreprises, qui sont par ailleurs en première ligne des combats actuels. Le rôle des militants révolutionnaires est donc d'aider les travailleurs et les jeunes à faire déboucher leurs revendications sur la nécessité d'en finir avec l'Union Européenne capitaliste. Réciproquement, une victoire des travailleurs et des jeunes sur Sarkozy mettrait un sérieux coup de frein à la « construction européenne » dont celui-ci est l'ardent promoteur.

Quôc-Tê Phan

LETTRE PUBLIQUE DU GROUPE CRI À LA LCR CONCERNANT SON « PROJET DE THÈSES POLITIQUES » POUR LE « NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE » (lettre du 18/11/07)

Camarades,

L'absence de toute réponse de votre part à notre lettre publique du 18 juillet, par laquelle nous avons répondu favorablement (et parmi les tout premiers) à votre proposition de discussion sur le projet de « nouveau parti anticapitaliste » (NPA)¹, nous laisse perplexes. Nous le sommes d'autant plus que vous n'avez pas davantage donné suite à notre

« relance » non publique du 13 octobre et à nos deux entretiens téléphoniques, aussi brefs que peu encourageants, avec Yvan Lemaître. Nous sommes bien sûr un petit groupe et nous savons que vous êtes, comme tous les militants, très pris par vos tâches d'organisation. Mais nous avons cru comprendre que, en lançant fin juin votre projet de NPA, il s'agissait pour vous d'*ouvrir* largement le débat avec « tous les anticapitalistes et tous les révolutionnaires », c'est-à-dire sans exclusive *a priori*.

C'est d'ailleurs une telle volonté qu'affirment les thèses adoptées par votre Direction nationale les 20-21 octobre : votre projet, écrivez-vous, est celui d'un « *parti ouvert, rassemblant sans aucun sectarisme tous les militants, courants, expériences qui se reconnaissent dans une telle démarche* » ; et vous poursuivez dans les termes suivants : « *C'est dans cet esprit que nous devons ouvrir le dialogue avec les forces qui sont prêtes à s'engager dans la construction de ce nouveau parti capitaliste en commençant par les*

¹ Toujours lisible sur notre site <http://groupecri.free.fr/article.php?id=404>

secteurs de la jeunesse et du monde du travail les plus avancés dans le combat anticapitaliste. » Sur la base de cette profession de foi tout à fait limpide, nous vous confirmons donc que nous souhaitons toujours participer aux discussions concernant le projet de NPA, quels que soient les rythmes et autres ajustements de calendrier. Bien sûr, nos militants ont de toute façon l'intention de s'engager pleinement dans les réunions et initiatives organisées dans ce but. Cependant, nous persistons à penser que les rencontres et échanges directs entre organisations et groupes ne peuvent que contribuer à faire avancer la discussion dès lors qu'on la veut ouverte et constructive.

C'est dans cette perspective que nous tenons à faire connaître notre avis concernant les thèses adoptées par la majorité de votre Direction nationale : soumises à votre congrès de fin janvier, ces thèses constituent la plus importante contribution à la discussion sur le NPA qui ait été produite jusqu'à présent. Elles ne sont en effet pas un écrit de circonstances, mais leur nature est programmatique, puisqu'elles définissent la base sur laquelle vous souhaitez que s'engage la LCR pour construire le NPA. Elles rendent par là possible une discussion de fond, avec ce recul et cette ampleur de vue nécessaires à la réflexion politique générale, au-delà des vicissitudes de l'activité militante quotidienne.

Sur l'introduction des thèses

La plupart des idées exprimées dans l'introduction de vos thèses étant développées par la suite, nous y reviendrons au fur et à mesure. Nous tenons cependant à faire sans attendre deux remarques générales, correspondant aux deux points principaux de cette introduction, en raison de leur caractère fondamental :

a) Vous commencez par inscrire la victoire de Sarkozy dans un contexte international et historique caractérisé par « deux tendances lourdes : l'offensive libérale capitaliste et l'effondrement/mutation des partis traditionnels du mouvement ouvrier », ce dernier processus faisant qu'« une période du mouvement ouvrier s'est achevée ». Nous sommes d'accord avec cette analyse, mais il nous semble que son importance est telle qu'elle

mériterait d'être bien davantage développée dans les thèses. Or l'un des traits marquants de celles-ci est qu'elles sont au contraire centrées sur le mouvement ouvrier de France (à l'exception de quelques passages rapides dans les thèses 2 et 5). Pourtant, au moment de fonder un nouveau parti, ne faudrait-il pas décrire et expliquer plus précisément les rapports entre les classes et la situation du mouvement ouvrier à l'échelle internationale ? Cela nous semble indispensable pour aider les militants anticapitalistes à toujours inscrire leur activité quotidienne dans une perspective qui, à l'époque du capitalisme impérialiste et plus encore de la phase actuelle de la « mondialisation », ne saurait être que profondément internationaliste.

b) Le second point principal de votre introduction est une première présentation du projet d'« un parti pour l'émancipation qui défendra jusqu'au bout les intérêts du plus grand nombre, en rupture avec le capitalisme et ses institutions, pour redonner aux idées du socialisme et du communisme toute leur force contestataire, leur actualité ». Là encore, nous sommes d'accord et nous nous réjouissons de cette orientation, mais nous sommes surpris que ce soit l'unique référence au « communisme » dans tout votre texte — le terme de « socialisme » étant quant à lui repris dans un autre passage (thèse 5), mais sans dire ce que c'est selon vous ou plutôt en le présentant non comme un mode de *production*, mais comme un concept équivalent à « répartition des richesses, égalité sociale »... De plus, nous ne pensons pas que les « idées du socialisme et du communisme » puissent se réduire à leur aspect « contestataire ». Au contraire, les principes du communisme tiennent leur force de leur caractère éminemment positif : c'est le seul véritable projet de société alternatif à la société bourgeoise et, quels que soient les courants historiques du mouvement ouvrier dont on se réclame — notamment les divergences sur la façon de procéder —, l'objectif final commun est une société sans classes et sans États, égalitaire et libertaire, supposant d'abord la destruction du

capitalisme et de ses États¹. Certes, vous évoquez, à la fin de vos thèses, « la nécessité d'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme, c'est-à-dire en finir avec l'exploitation capitaliste, la propriété privée des moyens de production » et vous inscrivez votre projet dans le combat « pour l'émancipation des travailleurs, pour une société débarrassée de l'exploitation, de toutes les discriminations et oppressions, dirigée démocratiquement par les productrices et les producteurs », bref pour « une société socialiste, démocratique et autogérée ». Mais, selon nous, cette orientation ne saurait être une sorte de supplément d'âme au programme du NPA : ce doit être au contraire son cœur même, c'est-à-dire qu'elle doit le nourrir de part en part. En effet, il ne s'agit pas seulement d'un objectif lointain, mais la critique du capitalisme ne peut être radicale, la défense des travailleurs ne peut aller « jusqu'au bout », les propositions de mots d'ordre et de méthodes de lutte ne peuvent être cohérentes et conséquentes, que si elles partent de cette idée. De ce point de vue, tout parti anticapitaliste cohérent et conséquent ne peut qu'être qu'un parti ouvertement et systématiquement communiste.

Sur la thèse 1 [justification du projet de NPA par les conditions subjectives en France]

Vous commencez par indiquer les conditions subjectives qui, en France, justifient d'ouvrir la discussion sur le projet de NPA. C'est, d'une part, la manifestation dans les luttes, depuis 1995, d'une « large conscience d'opposition aux plans libéraux du capital », et notamment de l'« existence de dizaines de milliers de militants agissant sur le terrain de l'anticapitalisme et à la recherche d'une politique de rupture avec le "réalisme" des directions syndicales, du PS et du PCF ». D'autre part, il y a l'audience électorale de l'« extrême gauche » depuis 1995 aussi (jusqu'à celle d'Olivier Besancenot cette année) et plus généralement, avec la victoire du Non au référendum de 2005, l'« existence d'un puissant

¹ Cf. par exemple le Préambule de notre *Projet de programme CRI*, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=1>

courant de contestation du capitalisme libéral ». Cette double manifestation d'une même conscience exprime le « besoin d'un parti anticapitaliste, internationaliste, écologiste, féministe, qui serait un outil politique pour les travailleurs et l'ensemble des opprimés dans les luttes, qui serait leur porte-parole dans les élections ». Nous sommes d'accord avec cela, mais votre analyse nous semble affaiblie par trois manques :

a) Vous ne dites rien de l'évolution des conditions *objectives* en France dans la dernière période historique, notamment en ce qui concerne les rapports de production — les changements intervenus dans la taille et la structure des entreprises, les fermetures et restructurations, le développement de la sous-traitance, les nouvelles méthodes managériales, la flexibilité, avec leurs effets sur les effectifs, la composition et les conditions de travail du prolétariat, la précarisation accrue, la place des salariés du secteur public, etc. Il nous semble que, pour éviter tout empirisme et notamment le subjectivisme, un NPA devrait intégrer ces questions dans son analyse de la situation, afin que la démarche militante, nécessairement volontariste et « optimiste » en elle-même, s'inscrive dans un contexte qui reste dominé avant tout par l'offensive du capital pour remodeler les forces productives en liquidant les uns après les autres les acquis de la classe ouvrière.

b) L'équilibre de votre formulation, tendant à accorder une importance égale à l'intervention dans les luttes et aux consultations électorales, nous semble contestable, voire dangereux. C'est d'autant plus vrai que, concrètement, les discussions et réunions que vous avez commencé à organiser dans le pays autour du projet de NPA se sont jusqu'à présent centrées principalement sur la question des municipales, mais n'ont qu'assez peu servi à rassembler une force politique plus large que la LCR pour préparer la résistance à Sarkozy sur le terrain de la lutte de classe (c'est ce qui ressort du premier bilan présenté à votre DN des 20-21/10). — Pour notre part, nous estimons que la conscience de classe se manifeste certes à la fois dans les luttes et sur le terrain électoral, comme le prouvent les faits que vous rappelez, mais on ne peut pas

les mettre sur le même plan : dans le cadre des élections organisées par l'État bourgeois, la conscience de classe et les rapports entre les classes ne s'expriment que de manière extrêmement déformée. En effet, la classe dominante maîtrise les principaux mécanismes de l'élection (notamment les médias, le chantage au prétendu « vote utile », etc.) et, d'un point de vue idéologique, l'illusion démocratique pèse au maximum sur les travailleurs eux-mêmes. Dans les luttes, en revanche, la conscience de classe se développe vite et de manière bien plus radicale, comme le prouve le succès constant des propositions qui concernent l'auto-organisation ou des mots d'ordre radicaux (pour la grève, contre le patronat, contre le gouvernement, etc.). C'est donc avant tout la conscience de classe telle qu'elle se manifeste dans les luttes qui devrait, à notre avis, servir de thermomètre principal pour analyser les conditions subjectives. De ce point de vue, un bilan précis des luttes qui ont eu lieu depuis 1995 et des principales leçons concrètes qu'on peut en tirer nous semblerait de la plus grande importance au moment de fonder un NPA se définissant comme un « *outil politique dans les luttes* ».

c) Enfin, votre analyse des conditions subjectives en France, comme tout le reste de votre texte, ne mentionne pas la question des jeunes des quartiers populaires. Or, quelles que soient les limites de leur conscience du point de vue de la culture du mouvement ouvrier, plusieurs de leurs actions et notamment leur révolte générale de novembre 2005 font d'eux un acteur social d'une grande importance, capable de contester activement le système socio-économique et les institutions de l'État. De plus, les faits montrent que, lorsqu'ils sont intégrés dans une entreprise, comme cela a été le cas par exemple de 2 500 jeunes de la région parisienne à la SNCF ces deux dernières années, leur potentiel de révolte devient un facteur important des luttes ouvrières (cf. notamment l'actuelle mobilisation des cheminots ou, auparavant, la grève à presque 100 % du « tram-train » — ligne T 4 du tramway —, par laquelle ces jeunes cheminots issus des banlieues, astreints à des conditions de travail particulièrement difficiles, ont contraint en quelques jours la direction

à céder partiellement à leurs revendications). Il nous semble donc indispensable de parler dans le futur programme du NPA de cette catégorie, en considérant son intégration au prolétariat et la jonction de ses luttes avec celles des travailleurs comme l'une des tâches militantes très importantes de la période.

Sur la thèse 2 [situation internationale]

Sur les questions internationales, nous approuvons évidemment votre dénonciation de la « mondialisation capitaliste » et de ses effets, votre exigence de retrait des troupes impérialistes, et notamment françaises, des pays où elles interviennent, votre soutien au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, votre affirmation selon laquelle « *il n'y a pas de solution nationale* » aux maux qui accablent les travailleurs, les femmes, les victimes du racisme, etc. Cependant, vos remarques soulèvent à notre avis également des problèmes :

a) Votre analyse de la situation économique internationale est non seulement très rapide, mais en outre inexacte à notre avis : vous écrivez que la récente crise financière « *illustre la fragilité du système qui dépend de mécanismes spéculatifs opaques* ». Mais, d'une part, le système capitaliste est un mode de production, il ne « dépend » pas de la spéculation¹ : celle-ci n'en est qu'un corollaire parasitaire dont l'importance croissante confirme l'analyse de Lénine sur les traits de pourrissement inhérents à l'impérialisme, mais qui n'en accompagne pas moins le *développement* (d'ailleurs assez rapide dans la conjoncture actuelle) de la production et des rapports de production capitalistes à l'échelle mondiale². D'autre part, les « contradictions » internes au capitalisme impérialiste que vous évoquez accompagnent certes le développement du système, auquel elles sont inhérentes, mais elles n'impliquent pas pour autant, à

¹ Cf. notre article dans Le CRI des travailleurs n° 28, sept.-oct. 2007, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=412>

² Cf. la critique du livre de Daniel Gluckstein, *Mondialisation et lutte de classe*, sur notre site, rubrique Discussions, <http://groupecri.free.fr/article.php?id63>

l'époque actuelle, une « fragilité » particulière de celui-ci. Non seulement, en effet, la crise financière de l'été a été bien maîtrisée au niveau mondial (même si la plupart de ses effets sur l'économie réelle n'ont été ce faisant que différés et seront donc d'autant plus violents quand ils ne pourront plus être évités); mais surtout l'offensive du capital et la crise généralisée du mouvement ouvrier assurent depuis un quart de siècle toute une époque historique de *triomphe global* du capitalisme (quelles que soient les limites à ce triomphe que lui imposent ici ou là les luttes ouvrières et populaires, pour la plupart défensives).

b) Vous évoquez la « *nécessité du combat anti-guerre* ». On devine avec le contexte que vous pensez avant tout aux guerres *impérialistes*, mais cette formulation pourrait d'autant plus être interprétée dans un sens purement pacifiste que vous n'exprimez à aucun moment un soutien *inconditionnel* à la résistance anti-impérialiste des peuples opprimés, donc également aux actes militaires de cette résistance. Or il serait à notre avis nécessaire que le NPA se prononce en ce sens, par exemple vis-à-vis de la résistance du peuple palestinien contre l'État sioniste. Cela ne veut évidemment pas dire que les actions militaires soient en toutes circonstances la meilleure solution (elles n'ont en fait de chances d'être efficaces que lorsqu'elles sont menées par les masses sous la direction d'un parti ouvrier anticapitaliste conséquent et cohérent¹). Mais cela signifie que, dans tout conflit entre une puissance impérialiste et un peuple opprimé, les anticapitalistes doivent être *absolument* du côté de celui-ci et pour la défaite de l'impérialisme, car c'est le moindre mal du point de vue de la lutte de classe et anti-impérialiste internationale.

c) En ce qui concerne l'Amérique latine, vous considérez qu'il y a « *un processus global de radicalisation, avec pour pointes avancées le Venezuela ("révolution bolivarienne"), mais aussi la Bolivie et l'Équateur,*

ainsi que l'Argentine ; processus dans lequel apparaissent certains phénomènes de reconstruction du mouvement ouvrier et y compris de l'idée socialiste ». Tout d'abord, pour ce qui concerne l'Argentine, notre analyse est au contraire que la crise de 2001 a été résolue depuis 2003 par la politique du gouvernement de « centre-gauche » de Kirchner et le redémarrage spectaculaire de la croissance économique, de sorte qu'on ne peut guère parler des luttes ouvrières dans ce pays, qui sont aujourd'hui purement économiques, comme de « *pointes avancées* » d'un « *processus global de radicalisation* ». Mais surtout votre formulation est à notre avis gravement ambiguë en ce qui concerne le Venezuela : sans la moindre critique contre Chavez et sa politique, vous suggérez que la prétendue « *révolution bolivarienne* » serait un facteur de « *reconstruction de l'idée socialiste* ». Or nous pensons que ce n'est absolument pas le cas : la politique de Chavez est certes marquée par un certain nombre de mesures nationalistes, en tant que telles partiellement anti-impérialistes, mais elle n'a rien de « socialiste », à moins de se payer des mots qu'il emploie lui-même. On rejoint ainsi le problème que nous avons posé en commençant (cf. aussi ci-dessous nos remarques sur votre thèse 5) : faute de précisions sur ce que vous entendez par « socialisme », le risque est grand de semer la confusion sur la politique réelle de ceux qui s'y réfèrent plus ou moins. En l'occurrence, ce qu'un NPA nous semble devoir dire aux travailleurs au sujet du Venezuela, c'est que ce pays et le président qu'il s'est donné doivent être défendus contre toute attaque impérialiste (par exemple lors de la tentative de coup d'État de 2002, etc.)², mais que la politique de ce président doit être en même temps combattue par la classe ouvrière. Car elle consiste pour l'essentiel à préserver les intérêts des capitalistes du Venezuela et à tenter d'intégrer la centrale syndicale UNT à la politique bourgeoise bonapartiste de Chavez (celui-ci n'hésite pas dans ce but à laisser réprimer les luttes ouvrières et à calomnier les dirigeants

syndicaux soucieux de leur indépendance à l'égard de l'État)³.

d) En ce qui concerne l'Europe, vous vous prononcez non seulement pour une « *convergence européenne des luttes et des revendications* », mais aussi « *pour une Europe sociale et démocratique, une Europe des travailleurs et des peuples* ». Là encore, cette formulation nous semble dangereusement ambiguë : une telle Europe est-elle possible si elle n'est pas anticapitaliste ? Non, elle ne l'est pas davantage qu'une « France sociale et démocratique, une France des travailleurs » qui n'aurait pas rompu avec le capitalisme. Or, ne pas faire cette précision fondamentale, c'est prendre le risque de semer des illusions qui se rapprochent de celles du PCF et des courants de gauche du PS prétendant qu'il serait possible de réformer dans un sens progressiste l'Union européenne actuelle, c'est-à-dire les institutions étatiques supranationales mises en place et dominées par les principales bourgeoisies d'Europe. Selon nous, à une époque où la bourgeoisie fait tout pour justifier sa politique au nom de « l'Europe », censée apporter la paix et la prospérité, il est indispensable d'opposer à son projet capitaliste et impérialiste le seul projet alternatif viable, celui d'une Europe *anticapitaliste révolutionnaire, communiste*, des travailleurs, dont la condition est la destruction du capitalisme et des institutions européennes actuelles.

Sur la thèse 3

[analyse de la politique de Sarkozy et nécessité de lui résister]

Nous nous retrouvons pour l'essentiel dans l'analyse de la politique de Sarkozy, de son contexte et du fait que sa mise en œuvre est facilitée par l'orientation des « *directions de la gauche politique et syndicale* », notamment par les « *différentes "concertations" organisées avec les bureaucraties syndicales* ». Nous sommes également d'accord quand vous écrivez que, « *si Sarkozy a fait jusqu'alors le choix de soumettre le mouvement syndical et les travailleurs par le jeu de la*

¹ C'est l'une des raisons pour lesquelles nous désapprouvons fortement, pour notre part, l'idéologie et la stratégie d'Ernesto Guevara ; cf. à ce sujet notre article [ci-dessous].

² Cf. notre article dans Le CRI des travailleurs n° 14 de sept.-oct. 2004, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=169>

³ Cf. nos articles dans Le CRI des travailleurs n° 24, 25 et notamment 27, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=390>

concertation, il pourrait demain faire le choix de poser à l'homme de l'ordre qui ne craint pas l'affrontement», notamment par la répression. Enfin, nous approuvons évidemment l'affirmation selon laquelle « nous devons organiser et participer à la résistance (...), nous devons incarner l'opposition frontale et globale à la politique de Sarkozy », mettre en œuvre une « politique d'unité, de développement et d'extension des luttes, dans la perspective d'un mouvement d'ensemble ». —

Toutefois, vous n'êtes pas très précis sur le contenu de ce « mouvement d'ensemble », ni sur les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. Certes, dans un texte programmatique, il serait vain d'entrer dans les détails de l'action, qui dépendent des circonstances. Cependant, vous écrivez vous-mêmes (dans la thèse 5) que vous voulez « mettre au centre de la construction du nouveau parti sa capacité d'initiative », car un NPA « se construit autour d'initiatives qui donnent sens à ses engagements programmatiques ». Or, de ce point de vue, deux points fondamentaux, de nature programmatique, manquent à notre avis dans la ligne d'intervention stratégique que vous proposez :

a) Vous ne dites rien sur la nécessité de l'auto-organisation des travailleurs en lutte — c'est-à-dire des assemblées générales, des comités de grève, des assemblées interprofessionnelles et de leur coordination par l'intermédiaire de délégués élus en AG, mandatés et révocables, seuls légitimes pour représenter les travailleurs en lutte. Ce manque nous semble particulièrement préoccupant car il s'agit pour nous d'une question de principe : cette auto-organisation (intégrant les syndicats combatifs et leurs représentants) est indispensable dans tout mouvement si l'on veut qu'il soit contrôlé par les travailleurs eux-mêmes et non dévoyé par les bureaucrates de tout poil. D'ailleurs, cette question se trouve être d'une actualité brûlante au moment où nous vous écrivons : la période ouverte par la puissante journée de grève et de manifestations du 18 octobre, avec notamment l'actuelle grève des universités, la grève reconductible des cheminots et l'exigence croissante de la convergence des luttes, pose très concrètement la question des AG par secteurs et au niveau

interprofessionnel, comme seul moyen de contrer la politique de division et d'égrenage des directions syndicales. De ce point de vue, il est clair que, si la LCR décidait de se battre partout pour des AG interprofessionnelles, si ses militants s'engageaient pleinement dans leur construction avec l'ensemble des autres organisations et militants favorables à l'auto-organisation, cela constituerait un facteur considérable pour la mobilisation générale et pour son contrôle par les travailleurs eux-mêmes.

b) Vous ne parlez pas non plus, à aucun moment, de l'objectif clair de la grève générale, vous contentant d'évoquer un bien plus vague « mouvement d'ensemble » contre Sarkozy. Certes, dans l'activité militante quotidienne, on peut toujours discuter sur l'opportunité de la mise en avant ou non d'un tel mot d'ordre ou même de cet objectif. Mais, dans un texte programmatique et stratégique, destiné à fonder un NPA, comment comprendre que la grève générale ne soit même pas mentionnée ? Il s'agit non seulement d'un objectif traditionnel du mouvement ouvrier depuis la fin du XIX^e siècle, mais encore d'une aspiration présente dans la conscience actuelle de nombreux militants de tendances diverses, qui a notamment été exprimée par des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes en France en 2003 et en 2006. Pour notre part, nous considérons que cet objectif devrait figurer en bonne place dans le programme et la propagande du NPA — et dans son agitation quotidienne dès que la situation le rendrait réaliste, en particulier en ce mois de novembre 2007 —, car l'expérience vivante des luttes dispersées et des « journées d'action » sans perspective des dernières années montre qu'il n'y a pas d'autre solution pour vaincre un gouvernement aussi déterminé que celui de Sarkozy.

Sur la thèse 4

[PS, PCF, directions syndicales, courants anti-libéraux]

Nous sommes largement d'accord avec vos critiques contre le PS, la direction du PCF, les bureaucraties syndicales et les courants anti-libéraux qui ne sont pas anticapitalistes. Nous approuvons aussi votre idée majeure selon laquelle « le mouvement social

ne peut à lui seul répondre sur le plan politique aux carences du mouvement ouvrier traditionnel et qu'il est illusoire de croire pouvoir esquiver la question de la construction d'une alternative anticapitaliste ». Ces points sont très importants pour aller vers un authentique NPA. Cependant, nous soulevons là aussi plusieurs points de divergence ou d'interrogation :

a) En ce qui concerne la nature du PS, nous estimons que vous n'allez pas jusqu'au bout de l'analyse. Vous reprenez la distinction floue, car dépourvue de critères de classe, entre « droite » et « gauche », et vous manifestez une hésitation politique qui s'exprime même sous la forme d'une contradiction logique. D'une part, en effet, vous reconnaissez que ce parti se caractérise par un « renoncement ouvert à tout combat de transformation sociale » (nous soulignons cette formule claire, en soi définitive) ; mais, d'autre part, vous affirmez tout de même que son évolution serait marquée par « encore beaucoup d'inconnues (...) : "Nouveau parti social-démocrate", "parti démocrate" à l'américaine », et vous concluez par la formule ouverte suivante : « la situation française permettra-t-elle d'aller jusqu'au bout de tels projets, la question est maintenant posée » — ce qui signifie qu'il serait malgré tout envisageable que le PS n'ait pas renoncé totalement au « combat de transformation sociale », ou qu'il y revienne... Pour notre part, nous soutenons que le PS est un parti purement et simplement bourgeois, et non « ouvrier-bourgeois », c'est-à-dire réformiste, comme il l'était jusqu'aux années 1980 ; c'est maintenant un parti analogue au parti démocrate américain¹. Or cette question a évidemment des implications pratiques très concrètes : elle conduit selon nous à exclure toute alliance politique avec le PS, y compris sur le terrain électoral (nous y reviendrons).

b) Parmi les forces et structures qui selon vous « sont non seulement des éléments de résistance aux politiques

¹ Cf. notamment notre article détaillé paru dans Le CRI des travailleurs n° 25, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=324>, ainsi que la contribution publiée dans Le CRI des travailleurs en cours, n° 29, nov.-déc. 2007.

libérales, mais participent à leur manière à la création d'un terreau favorable à la construction d'une alternative anticapitaliste », de sorte que « la participation de tout ou partie des équipes qui les animent sera un élément déterminant pour la construction d'un nouveau parti », vous énumérez pêle-mêle toute une série d'organisations, dont les SUD et la FSU. Autrement dit, non seulement vous ne faites pas de distinction entre la base et la direction de ces syndicats, mais vous allez jusqu'à soutenir que « tout ou partie » de leur direction pourrait s'engager dans la construction du NPA ! Comme vous ne mentionnez en revanche pas la CGT ou FO dans cette énumération, il faut en conclure que vous établissez une différence de nature entre celles-ci, d'une part, les SUD et la FSU, d'autre part. Or nous sommes en désaccord avec cette façon de voir les choses : quelles que soient les nuances qui les séparent, la FSU et même les SUD sont, comme la CGT et même une partie de FO, des syndicats réformistes du mouvement ouvrier (l'autre partie de FO est purement et simplement composée de jaunes, mais on en trouve aussi à la CGT et à la FSU). Cela signifie que, d'une part, ces syndicats comptent des dizaines de milliers de militants sincères et dévoués, cadres organisateurs de la classe ouvrière, parmi lesquels plusieurs milliers de militants de lutte de classe, voire révolutionnaires. Mais, d'autre part, ils sont dirigés par des gens qui, quelles que soient les nuances entre eux, pratiquent plus ou moins ouvertement la collaboration de classe, soit parce qu'ils sont des bureaucrates, soit tout simplement parce qu'ils sont des réformistes et n'ont donc pas d'autre perspective que d'essayer de limiter les dégâts (c'est souvent le cas même dans les SUD, qui restent de toute façon très minoritaires). De plus, en qui concerne la FSU et la CGT, contrairement à ce que vous semblez dire, ces dirigeants réformistes sont en fait de la même nuance, puisqu'ils restent encore aujourd'hui majoritairement liés plus ou moins directement au PCF ou en tout cas à sa mouvance historico-idéologique. Concrètement, la direction de la FSU n'a pas joué un rôle moins néfaste dans le mouvement de 2003 ou de 2006, par exemple, que celle de la CGT, même si leurs positions sociales différentes font qu'elles n'ont pas exécuté exactement

la même partition¹. Certes, il y a des différences de fonctionnement d'une organisation à l'autre, et elles ne sont pas négligeables pour la démocratie interne et notamment pour l'influence que les anticapitalistes peuvent y gagner ; mais ce point reste secondaire par rapport à la nature de classe fondamentale de ces organisations et de leurs directions. — En réalité, la distinction que vous faites entre la FSU et la CGT semble surtout destinée à justifier l'orientation des cadres de la LCR dans la FSU à travers la tendance École Émancipée, orientation qui consiste à co-diriger de fait la FSU et ses syndicats (comme le prouve notamment le soutien global aux rapports d'activité), quoique en faisant des critiques. Pour notre part, nous sommes en désaccord avec cette ligne, nous pensons qu'il faudrait la discuter très fermement au sein d'un NPA et, en tout état de cause, nous estimons qu'elle ne saurait justifier une prétendue distinction de nature entre la majorité de la direction de la FSU et celle de la CGT.

c) Contre la politique des directions syndicales, que vous dénoncez à juste titre comme accompagnatrices des « réformes libérales », vous écrivez : « Il est nécessaire de reconstruire un mouvement syndical unitaire et lutte de classe, par l'action commune des équipes et syndicats combattifs, par la coordination de ces équipes au sein de la CGT, pour aller vers la formation d'un courant lutte de classe au niveau national et intersyndical. » Nous sommes parfaitement d'accord avec cela : c'est ce qui nous avait conduits, avec des militants d'autres sensibilités et notamment plusieurs de la LCR, à lancer la proposition du CILCA (Comité pour un Courant Intersyndical Lutte de Classe Antibureaucratique²) fin 2005. Celui-ci avait été fondé quelques mois après sur la base du constat que, malheureusement, les principales forces d'« extrême gauche », dont la LCR, ne prenaient aucune initiative pour regrouper les militants syndicaux et commencer à

¹ Cf. notre bilan du mouvement de 2003 dans Le CRI des travailleurs n° 5-6, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=223>, et celui du mouvement de 2006 dans Le CRI des travailleurs n° 22, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=199>

² Cf. le site du CILCA : <http://courantintersyndical.free.fr>

construire un tel courant... C'est la même démarche qui a conduit le CILCA à co-initier le Forum du syndicalisme de classe et de masse aux côtés d'autres collectifs de militants syndicaux se réclamant eux aussi de la lutte de classe — mais malheureusement, là encore, en l'absence de tout soutien, comme de toute proposition alternative, de la part de la LCR. Nul doute que, si un NPA demain, ou même la LCR actuelle, s'engageait désormais réellement « vers la formation d'un courant lutte de classe au niveau national et intersyndical », cela jouerait un rôle tout à fait déterminant pour la lutte de classe, quels que soient les modalités, les rythmes et les discussions que cela entraînerait sans doute. C'est pourquoi nous ne pouvons que souhaiter la mise en œuvre la plus rapide possible de cette orientation déclarée.

d) Tout en critiquant à juste titre les courants anti-libéraux qui « préconisent des formules "intermédiaires" entre le social-libéralisme et la gauche anticapitaliste », mais restent en fait « prisonniers de l'horizon social-libéral et institutionnel dominant », vous nuancez votre propos en ajoutant que « cela ne signifie évidemment pas que l'ensemble du mouvement antilibéral (collectifs, militants) partage cette vision stratégique ». Certes, cette précision est incontestable du point de vue de la subjectivité d'un certain nombre d'antilibéraux, qui rend possible bien des actions communes et discussions avec eux ; mais cela ne saurait justifier une quelconque concession à leur égard quand il s'agit de fonder un parti anticapitaliste. En d'autres termes, nous pensons qu'il faut maintenir clairement la ligne de clivage entre l'anticapitalisme, dont le but ne saurait être que d'en finir avec le système capitaliste lui-même, et l'antilibéralisme qui, au-delà de ses nuances internes, s'en prend seulement à la stratégie actuelle du capital financier. Or ce n'est pas là que vous faites passer la ligne de clivage, au prix d'une orientation ou d'une confusion qui nous semblent dangereuses. Certes, vous vous prononcez plus loin (dans la thèse 5) de façon générale pour « le rejet de toute participation à des gouvernements de gestion de l'État et de l'économie capitaliste. Mais ici, le

critère de délimitation que vous proposez passe entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre « *l'alliance, le soutien parlementaire ou une participation gouvernementale à des coalitions avec le social-libéralisme, voire le centre-gauche* ». Or cette formulation n'exclut pas l'alliance parlementaire, voire une participation gouvernementale avec des forces qui seraient antilibérales sans être anticapitalistes... Pourtant, le principe de l'indépendance de classe du prolétariat est *absolument incompatible* avec le soutien ou la participation à un *quelconque* gouvernement de l'État bourgeois. Le seul gouvernement qu'un authentique NPA pourrait soutenir serait un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, qui impliquerait précisément la destruction de l'État bourgeois. Mais il s'agit ici d'une question très concrète : l'expérience montre que des forces qui se réclament de l'antilibéralisme quand elles sont dans l'opposition se convertissent bien vite en artisanes de politiques « social-libérales », voire libérales tout court, dès qu'elles arrivent au gouvernement ; l'exemple du gouvernement de Lula au Brésil est à cet égard emblématique. Or, tout en notant que le débat sur le soutien ou la participation à un gouvernement social-libéral « *a déjà divisé la gauche en Italie ou au Brésil* » et qu'il « *était à la base de divisions de la gauche anti-libérale à l'élection présidentielle* », vous n'allez pas jusqu'à condamner clairement (ni dans les présentes thèses, ni dans vos autres textes depuis 2002) la participation de Démocratie socialiste (qui reste affiliée à la même organisation internationale que la LCR) au gouvernement de Lula au Brésil ; vous ne condamnez ni son choix d'y participer en 2002, ni même sa décision d'y rester après la mise en œuvre d'une politique anti-ouvrière qui a en fait logiquement commencé dès les premières semaines de ce gouvernement. Et vous ne condamnez pas davantage le soutien apporté par les parlementaires de Sinistra Critica, y compris vos propres camarades, au gouvernement de Prodi en Italie — lequel ne s'est d'ailleurs jamais dit « anti-libéral », bien au contraire.

e) De plus, quand vous en venez à la question des municipales françaises de 2008, la ligne de clivage que vous

avez vous-mêmes tracée au niveau gouvernemental s'estompe : vous proposez des « *listes anticapitalistes, indépendantes du PS et du PC là où ils gèrent des villes, sur la base d'un plan d'urgence pour une politique municipale en rupture avec le libéralisme et le social-libéralisme* ». Dans la pratique, une telle formule permet toutes sortes d'accord politique avec des forces qui ne sont pas réellement anticapitalistes, comme avec le PC ou même le NPS de Mélenchon pour peu qu'ils soient dans l'« opposition » (de fait, de tels accords sont déjà en cours d'élaboration dans plusieurs villes). De plus, vous prévoyez « *la possibilité selon les cas locaux d'une fusion au second tour avec la liste de gauche arrivée en tête sur la base d'un accord strictement technique, avec respect de la proportionnelle, sans engagement à un quelconque soutien à la politique municipale, y compris sur le budget* » ; or les « garanties » avancées n'empêcheront pas que, pour les travailleurs, les candidats du NPA seront bien la cinquième roue du carrosse d'une nouvelle « gauche plurielle » et que c'est donc la confusion politique qui l'emportera sur la ligne de clivage trop fragile que vous tracez. Ici, on retrouve le problème de votre hésitation, signalée précédemment, sur la « gauche » et la nature du PS, qui a donc bien des implications très concrètes.

Sur la thèse 5 [contenu du NPA]

Nous sommes d'accord avec la façon dont vous présentez votre projet quand vous écrivez qu'il s'agit d'« *engager maintenant la construction d'une nouvelle représentation politique des exploités et des opprimés, un nouveau "parti des travailleurs", pour la rupture globale avec le capitalisme et la transformation révolutionnaire de la société, une nouvelle force politique qui renoue avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier, tout en tirant les enseignements des expériences des dernières années* ». En particulier, nous partageons votre volonté que le programme du NPA se délimite par « *l'indépendance vis-à-vis de l'État et de ses institutions, le rapport aux institutions (participation aux processus électoraux et action des élu-e-s) subordonné à l'intervention*

dans les luttes et le mouvement social, le rôle central de l'auto-émancipation et de l'autogestion de la population dans la transformation sociale, le rejet de toute participation à des gouvernements de gestion de l'État et de l'économie capitaliste, (...) la rupture avec le capitalisme et la constitution d'un gouvernement des travailleurs, vers l'instauration d'une société socialiste, démocratique et autogérée ». En outre, nous nous réjouissons de la précision suivante : le NPA « *devra fonctionner démocratiquement, veiller à articuler centralisation de l'activité et efficacité dans l'action, droit à certaines formes d'expérimentation, droit d'expression publique des divers points de vue avec droit de tendance et de fraction, à quoi il faut ajouter la transparence la plus totale* » ; c'est là en effet une condition pour que puissent y participer différents courants et groupes anticapitalistes et révolutionnaires qui peuvent avoir par ailleurs entre eux des divergences de traditions, de sensibilités, de méthodes, etc. Enfin, nous sommes parfaitement d'accord pour dire qu'il faut « *mettre au centre de la construction du nouveau parti sa capacité d'initiative* ». — Cependant, lorsqu'on examine de plus près le contenu que vous proposez pour le NPA, plusieurs points d'interrogation ou de divergence apparaissent de nouveau :

a) Vous écrivez que « *les axes de la campagne de Besancenot indiquent quelles devraient être les lignes de force du programme d'un nouveau parti* ». Or, si nous avons pour notre part appelé à voter au choix pour Olivier Besancenot ou pour Arlette Laguiller, nous avons surtout soutenu qu'il fallait une candidature commune sur la base d'un programme anticapitaliste cohérent et conséquent. En effet, la ligne essentielle de la campagne de la LCR, comme d'ailleurs de LO, c'étaient des « *mesures d'urgence* » (notamment la bien vague « *répartition des richesses* ») qui se caractérisaient surtout par l'absence d'une véritable perspective transitoire, c'est-à-dire de leur *lien systématique avec l'objectif du gouvernement des travailleurs comme seul capable de les réaliser pleinement*. Certes, vous évoquez cet objectif une fois dans vos thèses, mais force est de constater qu'il n'a pas constitué le cœur de votre campagne

électorale (forme d'activité qui se prête pourtant tout particulièrement à la propagande *stricto sensu*) et, même dans ces thèses programmatiques, vous n'insistez pas beaucoup sur cette question. En fait, il semble que, pour vous, le gouvernement des travailleurs soit un objectif lointain, non un axe politique majeur, permettant de tracer une véritable perspective en élevant la conscience des travailleurs de leurs revendications immédiates à la nécessité de la révolution anticapitaliste. Même quand vous parlez de « *la lutte contre le système capitaliste et la logique du profit* », vous prônez certes « *la remise en cause de la propriété privée des moyens de production pour développer l'appropriation publique et sociale de l'économie* », mais cette idée n'est pas du tout développée et l'expression de « remise en cause » manque donc de précision : vous n'indiquez pas en quoi elle doit consister selon vous, vous ne parlez guère d'*expropriation* des capitalistes et vous dites encore moins *comment faire* pour la réaliser, faute d'avoir mis au centre de votre projet de programme la question du gouvernement des travailleurs. Selon nous, cet objectif devrait être au cœur de l'orientation générale du NPA, car toute mise en avant de « mesures d'urgence » un tant soit peu radicales qui ne pose pas ouvertement la question du pouvoir ne peut que semer la confusion ou des illusions réformistes — en particulier la croyance que « les luttes » pourraient suffire pour satisfaire les revendications fondamentales des travailleurs.

b) Cette confusion est d'autant plus forte que les deux propositions politiques un peu concrètes que vous avancez pour le programme du NPA sont, quant à elles, franchement réformistes. La première est l'« *élection d'une assemblée constituante* » ; or ce mot d'ordre n'a pas de contenu de classe et, s'il peut être mis en avant de façon progressiste dans certains pays (essentiellement en fait des pays dominés par l'impérialisme) ou dans certaines circonstances historiques particulières (par exemple en Russie jusqu'au printemps 1917), on ne voit pas très bien l'utilité qu'il peut avoir aujourd'hui en France ; en revanche, il véhicule à coup sûr le risque d'illusion démocratiste envers une prétendue

possibilité de réformer l'État bourgeois. En second lieu, vous préconisez le « *contrôle des travailleurs et de la population* », sous la forme d'un « *pouvoir à des assemblées élues dans les communes et les entreprises* » ; s'il s'agissait de soutenir et d'encourager des formes de contrôle ouvrier ou d'autogestion résultant de la lutte (telles que par exemple les usines autogérées comme en Argentine ou au Brésil¹, ou la prise de pouvoir à l'université, comme à la faculté d'Oruro en Bolivie en 2003², etc.), nous serions d'accord. Mais il s'agit manifestement pour vous de proposer des *réformes institutionnelles* dans le cadre des « communes » et des « entreprises » actuelles... *c'est-à-dire dans le cadre de l'État bourgeois et des entreprises capitalistes*. Autrement dit, c'est une orientation de type réformiste, donc parfaitement illusoire, car il n'est pas possible pour les travailleurs de participer réellement au pouvoir dans le cadre du capitalisme ! — Certes, vous évoquez *par ailleurs* l'idée de « *démocratie socialiste* » et même de « *pouvoir des travailleurs* », mais ce n'est pas sur le même plan : c'est au moment où vous définissez votre objectif historique à long terme et, de toute façon, vous ne donnez aucune précision sur le contenu concret de cette « démocratie » et de ce « pouvoir ». Au demeurant, ce même passage se termine par l'objectif d'une « *force politique vraiment à gauche, dans le camp des travailleurs* » — formule bien vague qui confirme le flou global de votre orientation sur la question du pouvoir et de l'État.

Sur les remarques finales [comment construire le NPA]

Au-delà des problème soulevé au début de cette lettre, nous approuvons globalement les formules par lesquelles vous affirmez votre volonté d'ouvrir largement la discussion et le calendrier que vous proposez. Nous avons cependant une remarque et deux divergences à exprimer :

¹ Cf. nos différents articles sur notre site : <http://groupecri.free.fr/search/php?keyword=Brésil>

² Cf. notre article dans Le CRI des travailleurs n° 15, nov.-déc. 2004, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=130>

a) Vous avez raison d'écrire que le NPA « *ne pourra être la section française de la IV^e Internationale* » — c'est-à-dire en fait, comme vous le savez, de l'*une* des nombreuses organisations qui se réclament de celle-ci et dont la LCR est la section française. Sans évoquer ici les désaccords historiques et actuels que nous avons pour notre part avec cette organisation, cette proposition est évidemment cohérente avec l'idée de rassembler dans le NPA « *les anticapitalistes et les révolutionnaires* » d'origines et de sensibilités diverses. Quant à la question de savoir ce que deviendront les liens des militants ou des dirigeants de la LCR actuelle avec cette organisation internationale, elle concerne avant tout les membres de la LCR, tout comme l'avenir de celle-ci elle-même au sein du NPA (dissolution pure et simple, constitution en tendance ou en fraction, maintien des courants actuels en courants du NPA, etc. — question apparemment non tranchée entre vous). En revanche, il est crucial, comme vous le proposez, que tous les militants du NPA soient effectivement associés à la discussion proprement internationaliste, en particulier sur la question de savoir s'il est pertinent ou non d'appliquer le même modèle de « regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires » au niveau international. Comme vous ne développez pas ce point — en relation sans doute avec une certaine sous-estimation de la question du mouvement ouvrier international que nous soulignons en commençant —, nous reportons également nos remarques et propositions à ce sujet. Mais, pour ce qui nous concerne, ces discussions internationalistes et le choix tactique éventuel d'une organisation anticapitaliste internationale analogue au NPA, s'intégreraient de toute façon dans le cadre d'une réflexion en cours sur la méthode de construction de l'Internationale communiste révolutionnaire. Or nous sommes convaincus que la base de celle-ci ne saurait être que le programme de la IV^e Internationale actualisé, seul capable selon nous de concentrer et de faire vivre les acquis du marxisme révolutionnaire, réellement anti-réformiste et anti-stalinien ; nos interlocuteurs prioritaires (quoique non exclusifs) seront et sont donc les

organisations qui ont de bonnes raisons de se revendiquer encore du trotskysme dans de nombreux pays.

b) Vous affirmez votre volonté d'« engager des discussions au niveau local et éventuellement national avec les courants issus de la crise du PS et du PCF, les collectifs anti-libéraux, les équipes du mouvement syndical, les révolutionnaires dont Lutte ouvrière ». Bien évidemment, la discussion ne doit être fermée *a priori* à personne — et, de ce point de vue, quelles que soient les orientations et l'attitude de la direction du PT, que nous dénonçons, il n'y a pas de raison de ne pas mentionner ce parti alors que vous parlez de « courants du PS »... d'autant que, dans une ville comme Saint-Malo, vous envisagez de présenter une liste commune avec le PT et que, à Montreuil, vous l'avez intégré dans les organisations auxquelles vous vous êtes adressés en octobre pour préparer la résistance à Sarkozy... Cependant, au-delà même de notre désaccord sur la nature du PS, *pensez-vous réellement qu'il soit juste de mettre sur le même plan des « courants du PS » et LO ?* Pensez-vous vraiment qu'il soit possible de fonder un parti anticapitaliste tel que vous le délimitez dans vos thèses (« rupture globale avec le capitalisme et transformation révolutionnaire de la société », « rejet de toute participation à des gouvernements de gestion de l'État et de l'économie capitaliste », etc.) avec des courants du PS ? Concrètement, *quel* courant du PS se prononce dans ce sens aujourd'hui ? Même les Dolez et autres Filoche sont à mille lieues d'une telle orientation, fût-elle en paroles, pour ne rien dire d'un Mélenchon, ancien sous-ministre de Chirac-Jospin ! En revanche, quelles que soient les critiques que l'on puisse adresser à LO, c'est de loin la plus importante des organisations se revendiquant de l'anticapitalisme et de la révolution avec laquelle il serait possible et nécessaire de mener la discussion. Certes, la direction de LO fait preuve pour le moment d'une attitude sectaire à l'égard de votre proposition de NPA, mais ce n'est pas le cas de la Fraction et de nombreux militants et sympathisants de la majorité, et surtout *cette attitude elle-même se nourrit des ambiguïtés de votre propre démarche* : à cet égard, votre mise sur le même plan de LO et

de courants du PS est particulièrement symptomatique ! Selon nous, la claire distinction entre LO, d'une part, les courants du PS, mais aussi du PCF et des antilibéraux, d'autre part, est une nécessité, et la démarche à son égard (intégrant la critique de son orientation, de son attitude, etc.) devrait être tout naturellement prioritaire si vos critères de définition du NPA sont ceux que vous exposez dans vos thèses. C'est d'autant plus vrai que LO avait posé elle aussi la question d'un nouveau « parti des travailleurs » en 1995, même si elle n'y a pas donné suite finalement.

c) Enfin, nous sommes en désaccord avec votre proposition concernant la question des jeunes. Si nous avons bien des divergences avec l'orientation des JCR, nous pensons que ce serait une grave faute de renoncer à la construction d'une organisation de jeunes révolutionnaires indépendante. L'argument que vous avancez est purement technique (il s'agirait de mobiliser toutes les forces pour le NPA) : vous renoncez par là aux raisons de fond qui, dans toute l'histoire du mouvement ouvrier socialiste, communiste et trotskyste au XX^e siècle (et dans la vôtre tout particulièrement !) ont justifié la nécessité d'une telle organisation de jeunesse. D'une part, les jeunes révoltés par le capitalisme ne peuvent pas attendre, pour se battre, d'avoir fixé leurs idées sur l'ensemble des points du programme du parti « adulte », car cela demande du temps, de la culture politique et de l'expérience militante dans la lutte de classe ; d'autre part, la première chose que les jeunes doivent apprendre, c'est la rupture avec l'autorité, l'auto-organisation, le sens de l'initiative et la pensée autonome¹... De ce point de vue, aucune prétendue « garantie » ne peut être donnée aux jeunes par les plus âgés, et rien ne saurait justifier de faire une exception à ce principe révolutionnaire sous prétexte de construire le NPA. Au contraire, le projet de celui-ci, tout en étant naturellement ouvert à tous les jeunes qui le souhaitent, devrait conduire parallèlement à ouvrir une réflexion analogue pour ce qui concerne

l'organisation de jeunesse : celle-ci devrait selon nous — et contrairement aux JCR actuelles — ne pas être organiquement liée à tel ou tel courant particulier, mais rassembler au contraire en son sein tous les jeunes anticapitalistes et révolutionnaires, qu'ils soient déjà proches d'un courant particulier, qu'ils évoluent vers tel ou tel ou qu'ils ne se posent pas encore la question.

En vous remerciant de votre attention, nous vous prions de croire, camarades, en nos salutations anticapitalistes révolutionnaires,

Groupe CRI

À NOS LECTEURS

Le Groupe CRI
vous invite à une

RÉUNION-DÉBAT SUR LA RÉVOLUTION RUSSE ET SON ACTUALITÉ

SAMEDI 1^{ER} DÉCEMBRE
2007 à 14h 30 à Paris

*Pour y participer, il vous
suffit de nous contacter :*

*Courriel : groupecri@free.fr
Tél. : 06 64 91 49 63*

Nous vous invitons aussi à
prendre connaissance de nos
articles historiques sur la
révolution russe dans les
précédents numéros du
CRI des travailleurs :

cf. [http://groupecri.free.fr/
search.php?keyword=URSS](http://groupecri.free.fr/search.php?keyword=URSS)

¹ Cf. notre article dans Le CRI des travailleurs n° 28, sept.-oct. 2007, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=415>

À BAS LA JUSTICE BOURGEOISE D'EXCEPTION CONTRE LES JEUNES DES QUARTIERS POPULAIRES !

SOLIDARITÉ AVEC LES JEUNES RÉVOLTÉS ! UNITÉ DE TOUTES LES COUCHES DU PROLÉTARIAT CONTRE LA POLITIQUE DE SARKOZY !

Cinq jeunes hommes ont été condamnés lundi 1^{er} octobre à des peines allant de six mois à huit ans de prison ferme, officiellement pour s'être affrontés à des CRS dans la cité des Tarterêts à Corbeil-Essonne en septembre 2006.

Ces condamnations extrêmement lourdes reposent sur des aveux extorqués par la police et sur le témoignage anonyme d'un individu se trouvant à 240 mètres du lieu des événements. **Aucune preuve matérielle n'a été apportée contre les accusés** (les tests ADN n'ont par exemple confirmé aucune accusation) et il est avéré que les déclarations du témoin anonyme ont été contredites par la vérification des alibis de trois individus qu'il mettait en cause.

Ces jeunes ont donc été condamnés sans preuve par une

justice de classe. Suite aux événements, Sarkozy avait lancé une grande opération policière qui s'était soldée par des arrestations arbitraires. Certains jeunes raflés ont été innocentés, mais il fallait faire des condamnations exemplaires pour donner un avertissement à l'ensemble de la jeunesse révoltée des quartiers populaires.

De façon grotesque, Sarkozy, relayé par les médias aux ordres, avait fait croire qu'il s'agissait d'un guet-apens, alors qu'il a été prouvé que c'était en fait une **révolte spontanée de jeunes contre les forces répressives de l'État bourgeois qui venaient les défier dans leur cité.**

Ce genre de verdicts ne peut que nourrir la colère des exploités et des opprimés. **La colère des jeunes révoltés est légitime.** Les

communistes révolutionnaires doivent être à leurs côtés, et œuvrer à l'unité de toutes les couches du prolétariat et de la jeunesse pour défendre le programme de la révolution, pour le gouvernement des travailleurs eux-mêmes, et dans l'immédiat pour organiser la résistance sociale contre Sarkozy.

L'unité des travailleurs en lutte, des étudiants qui ont imposé le retrait du CPE en 2006 et des jeunes révoltés des banlieues permettrait de construire le rapport de force nécessaire pour vaincre Sarkozy et sa politique.

Paris, le 3 octobre 2007

PÉTITION DE SOLIDARITÉ MILITANTE

NON AU MACCARTHYSME MODERNE : LE COMMUNISME N'EST PAS UN DÉLIT ! NOUS DEMANDONS UN PROCÈS ÉQUITABLE POUR LES TROIS MILITANTS DU (NOUVEAU) PARTI COMMUNISTE ITALIEN

Appel-pétition du Comité d'aide aux prisonniers du (n)PCI

Le (nouveau) PCI est un parti persécuté en Italie : depuis les années 1980 jusqu'à aujourd'hui, sept enquêtes ont été menées dans ce pays pour « association subversive ». Chacune s'est achevée par un non lieu, après de nombreuses perquisitions, saisies du matériel, arrestations préventives et des campagnes de presses dénigrantes... Le vrai objectif de ces enquêtes est de gêner l'activité du parti.

Des militants de ce parti ont été obligés de quitter le territoire italien et d'utiliser de faux papiers pour chercher à contourner la répression menée par les Autorités de ce pays.

Durant l'année 2003, le juge Thiel a ouvert une enquête, sur la demande des Autorités Italiennes, contre trois militants du (nouveau)PCI qui se trouvaient en France : Angelo D'Arcangeli (étudiant de l'Université Paris 8), Giuseppe Maj e Giuseppe Czeppel.

Le 6 avril 2007 a eu lieu à Paris leur procès. Le juge Anne-Marie Beaugion (chambre 16/2 du tribunal de Paris) a condamné ces trois militants du (nouveau)PCI.

Les peines sont démesurées par rapport au chef d'accusation : « Association de malfaiteurs pour la fabrication et l'utilisation de faux papiers ». *En France, pour toute personne ayant un casier vierge, comme c'est le cas pour ces trois militants, cette accusation donne*

généralement lieu à une condamnation de six mois avec sursis.

• *Giuseppe Maj et Giuseppe Czeppel* ont été condamné à la peine maximale pour ce chef d'accusation : **cinq ans** (trois fermes et deux avec sursis) ainsi qu'une **interdiction à vie d'être présent sur le territoire français**, une fois la peine purgée. Le juge n'a pas pris en compte que leur casier judiciaire vierge, ainsi que l'« état de nécessité » pour l'utilisation de faux papiers du fait de la persécution politique conduite par les Autorités Italiennes contre le (nouveau)PCI.

• *Angelo D'Arcangeli* a été condamné à **deux ans** (un ferme et un de sursis). Il n'avait aucune implication dans la fabrication et

l'utilisation des faux papiers. Sa condamnation est un mystère.

Le 21 et 22 novembre il y aura l'audience d'appel à la Xème chambre de la Cour d'appel de Paris.

Nous demandons un procès équitable pour ces militants.

Le pouvoir judiciaire doit conserver son indépendance face au pouvoir exécutif.

Non à la constitution de « l'Union répressive Européenne ».
Défendons nos droits politiques !

Courriel : cap-npci-paris@voila.fr

Site: cap-npci.awardspace.com

Courriel de soutien du Groupe CRI

Chers camarades,

Notre soutien vous est bien entendu acquis : nous sommes tout à fait d'accord pour signer la pétition et nous la publierons dans le prochain numéro du CRI des travailleurs, comme nous l'avons fait régulièrement au cours de toute cette affaire où l'État

persiste à s'acharner contre des militants révolutionnaires.

Même si nous n'avons malheureusement pas les forces pour participer systématiquement à vos initiatives, nous les relayons toujours et nous essaierons d'assurer la présence de camarades CRI les 20-21 novembre.

Salutations révolutionnaires,

Ludovic Wolfgang,
pour le Groupe CRI

DOCUMENT

RÉSISTONS ENSEMBLE : LE BULLETIN CONTRE LA RÉPRESSION ET LES VIOLENCES POLICIÈRES (n°58, novembre 2007)

Pour l'information de ses lecteurs et par solidarité militante, Le CRI des travailleurs a décidé d'intégrer désormais régulièrement dans ses colonnes le bulletin Résistons ensemble, édité par un réseau militant contre la répression et les violences policières.

Notre flicage les enrichit

Ça se passe au Salon Milipol à Paris, consacré à la « sécurité intérieure » des États. On y expose les derniers bijoux : la caméra vidéo « fausse crotte » et le « faux rocher »..., puis un paquet de mini-avions drones, dont la chouchoute de la police nationale, la charmante ELSA. Même pas peur, elle ne tire pas – promis, juré – des missiles, comme les drones de l'armée israélienne à Gaza. Elle est invisible, mais voit tout, même la nuit. Le développement technique ne sert pas pour empêcher la famine, produire un vaccin contre le palu ou le sida, mais pour cliquer, réprimer... pour mieux exploiter.

Mais c'est seulement un des aspects de la chose. C'est Alliot-Marie qui crache le morceau dans son discours au Salon : « *La sécurité de demain est un vaste défi, c'est aussi une formidable perspective de développement pour nos entreprises si elles savent faire preuve d'imagination technologique* ». Effectivement, Elsa à 10 000 euros la pièce, le triplement des caméras de vidéosurveillance (passer de 340 000 à un million d'ici 2009), les nouvelles prisons privatisées ultra-sécuritaires etc., les tests ADN des

immigrés... là il y du fric à tirer. Déjà, en 1913, Rosa Luxembourg, révolutionnaire polono-allemande écrivait que : « *Le militarisme... est pour le capital un moyen privilégié de réaliser la plus-value...* ». Elle avait raison. L'alliance du fric et du flic : l'État casse le système de protection sociale, l'éducation, qu'il brade au privé, et réinvestit l'argent dans le sécuritaire. Ça « dynamise l'économie », et puis ça permet de gérer les pauvres à qui on a coupé les vivres : de la sécurité sociale à la sécurité tout court.

Technologies de police

Le 11 octobre dernier s'est tenue à Ménilmontant une réunion publique sur les nouvelles technologies de police. Une centaine de personnes a échangé informations et réflexions sur la biométrie, le fichage ADN, la vidéosurveillance, les puces RFID, la traçabilité sur internet... Ces technologies sont le pendant de la répression policière et judiciaire. Au centre des nombreuses et diverses interventions : la question du contrôle d'identité par les pouvoirs politiques et économiques. L'enjeu reste d'informer et mettre en place un argumentaire et des résistances contre le contrôle généralisé qui sied si bien à notre société de consommation. Pour pérenniser cette réunion (comme source d'infos, réflexions et luttes futures) prochain rdv : mardi 13/11 à 19h30 au café de Paris, 158 rue Oberkampf, métro Ménilmontant.

Traque des sans papiers : c'est la guerre...

Le général Parayre (directeur général de la gendarmerie nationale) donne le ton en adressant une note aux préfets de France, il y estime être encore « *en deçà des objectifs annuels* » fixé par le gouvernement pour la chasse aux sans papiers. Tous les moyens sont alors jugés bons : mobilisation des réservistes et des retraités de l'armée, quadrillage militaire du territoire, moyens supplémentaires alloués sans limite selon les besoins des traques et rafles organisées... de plus le choix des gendarmes composant les cellules spécialisées dans cette traque se fera selon « *leur compétence et leur motivation en ce domaine* » : pour le MRAP il s'agit manifestement d'un « *appel aux instincts racistes potentiels des individus qui seront engagés dans cette chasse aux être humains* ».

...et tout le monde est enrôlé...

D'abord les pompiers du Nord de Lyon auxquels les flics ont demandé assistance afin d'interpeller une famille de sans papiers barricadée dans son appartement ; le prétexte : éviter des défenestrations qui font vraiment trop mauvais genre ; l'effet : grâce aux gentils pompiers les sans papiers ne pourront même plus tenter de fuir la police, ils seront mis en détention puis expulsés en toute sécurité.

Ensuite, les banquiers de la BNP mairie de Montreuil qui ont fait patienter Demba Dianka, un de leurs

clients sans papier venu clôturer son compte, juste le temps d'appeler la police qui l'a arrêté sous les yeux de sa compagne enceinte de quatre mois. Un rassemblement de soutien s'est tenu samedi 26 devant la banque et un appel au boycott de cette agence a été lancé par des clients.

Enfin, depuis le 1er octobre, les agents ANPE et Assedic ont reçu pour consigne de transmettre « systématiquement » et chaque jour aux préfectures une photocopie des titres de séjour des demandeurs d'emploi étrangers qui se présentent à leurs guichets.

...mais certains désertent...

Cette fois-ci ça ne passe pas tout seul, et les principaux syndicats de l'ANPE protestent : on confie aux agents une « mission d'auxiliaire de police » et on les pousse clairement à la délation puisqu'il leur est même demandé de ne rien dire aux étrangers concernés. En plus, le sens de cette mesure apparaît pleinement quand on prend connaissance de la liste des métiers pour étrangers élaborée par le gouvernement pour la mise en place de sa politique « d'immigration choisie » (*Libération* du 29 octobre) : désormais ne restent en France que ceux dont le patronat estime qu'ils ont une utilité économique. C'est aussi à cette politique purement instrumentale que les agents ANPE récalcitrants refusent de participer et avec eux tous ceux qui ont décidé de se mobiliser et de désobéir.

Réunion information rétention lundi 12 novembre 2007 à 19h30

Aujourd'hui, les conséquences de la politique du chiffre, ce sont des arrestations massives : devant les portes des écoles, dans les préfectures, au travail, dans les transports et dans la rue, à domicile, conduisant à des défenestrations, etc.

Plus que jamais il est important de lutter ensemble et de connaître ses droits face aux arrestations, à la rétention, et aux expulsions. Cette réunion permettra d'informer les concernés sur leurs droits et comment ils peuvent se défendre contre cette politique meurtrière. Avec la participation de : Christophe Pouly, avocat, le Syndicat de la Magistrature, la Cimade, le RALE (Réseau d'Alerte et de Lutte contre l'Exploitation des Sans-papiers), le 9ème Collectif des Sans-Papiers.

Projection à 19h00 du film « *N'entre pas sans violence dans la nuit* » de Sylvain Georges, au CICP, 21ter rue Voltaire 75012 Paris - Métro Rue des Boulets (Ligne 9).

9ème Collectif des Sans-Papiers
<http://9emecollectif.net/>
9eme_collectif@no-log.org

Chiens, tonfa et gazeuse pour fin de soirée

Début octobre quartier de la Croix Rousse à Lyon, il est deux heures du matin, bonne ambiance, ça discute, certains jouent de la musique quand un crissement de pneu fait tourner les têtes. C'est la BAC qui est là pour vider les lieux. « *On est mis en joue par un flashball, un agent de la BAC fait tourner son tonfa, l'autre montre son envie de se servir de sa gazeuse lacrymo* ». D'autres voitures de flics débarquent.

[Un peu plus tard] « *On entend crier au Jardin des Plantes, c'est une copine qui pète un cable. Une autre personne est au sol [...] elle a l'air de pas mal dérouiller. On se rapproche [...] Et on fait connaissance avec une brigade de 4 flics en uniforme avec des chiens ! [...] Plus de sommation, les flics nous tapent à coup de matraque et les chiens (muselés et en laisse) nous grimpent dessus en aboyant. Je n'avais jamais connu ça, mais il me semble que l'usage des chiens comme instrument de terreur est un des trucs les plus redoutables que j'ai jamais vu.* »

L'intégralité du témoignage sur <http://rebellyon.info/article4340.html>

Le Taser continue à tuer

Alors que Alliot-Marie prévoit d'en équiper les policiers municipaux, alors que un procès est en cours contre le RAIDH et Olivier Besancenot parce qu'ils ont osé de dire la vérité : le Taser, une arme à décharge électrique, peut être mortelle, deux nouvelles affaires secoue le Canada.

Robert Dziekanski, âgé de 40 ans est mort le 14 octobre à l'aéroport de Vancouver peu après que la police eut tenté de le neutraliser au moyen de deux coups de Taser. Les policiers ont tiré sur lui car il « *transpirait abondamment, criait, lançait des choses et donnait des coups contre des fenêtres* ». Et cela a suffi pour une mise à mort !

Le même jour à Montréal, Quilem Registre, d'origine haïtienne, est interpellé par la police pour « *conduite*

désordonnée », et reçoit un coup de Taser car, selon les flics, il se serait montré agressif. Le soir même, il tombe dans le coma, et décède trois jours plus tard.

Le « Grenelle » n'aime pas les manifestants

Le 5 octobre, le « Grenelle de l'environnement » débute. Une trentaine de militants antinucléaire manifestent pacifiquement à Bourges devant l'entrée de l'auditorium contre cette mascarade gouvernementale et la politique pro nucléaire de Sarkozy. Les autorités lâchent les CRS, la BAC est de la partie, certains flics sont déguisés en participant (mode infiltration chez les forces de l'ordre)... Résultat : une manifestante est sérieusement blessée, fracture sternale, 10 jours d'ITT.

Indymedia Lille en procès...

Les articles incriminés ont été publiés en juin 2004. Il s'agissait pour les autorités, six mois après la fermeture très médiatique du « centre d'hébergement » de Sangatte, de faire croire que le « problème » des réfugié-e-s était réglé. Or en 2004 comme aujourd'hui rien n'est réglé. Aide aux réfugié-e-s, vigilance face aux agissements de la police, la présence de militants à leurs côtés gêne... Ce procès visait donc à intimider et/ou faire taire un média alternatif traitant de ce sujet, illustrant également une volonté de faire silence sur ces hommes et femmes, et sur les violences des politiques « de gestion migratoire des pays du nord ».

Au final 1501 euros dont 500 avec sursis pour zetkin, et relax pour les 5 autres prévenus...

... et dans la rue la répression continue !

le 23 octobre au soir, à Calais, les CRS chassent les réfugié-e-s. « *On me demande de dégager. Je fais le tour du groupe et continue à questionner les CRS [...] un réfugié s'échappe, propulsant à sa suite trois CRS. Je décide de les photographier, mais c'était sans compter sur le CRS face à moi, qui a obstrué la vue de mon appareil et comme j'allongeais le bras pour contourner son corps, il m'a fait une clé et m'a propulsée contre le car. L'homme continua de me tordre le bras jusqu'à ce que je touche terre. [Menotté], j'eus droit alors à l'annonce de ma garde à vue pour*

outrages et rébellion. Ils ont décidé d'aggraver les faits en prétendant que j'avais entravé l'arrestation d'un réfugié. Procès au mois de février. »

Infos : <http://lille.indymedia.org/>

Des suspects pas si coupables

Durant les révoltes de novembre 2005, un bus est incendié près de la gare de Sevran-Beaumont. Après quelques témoignages dont plusieurs « sous X » quatre jeunes gens sont interpellés. Dans cette affaire, un premier procès montrera qu'un suspect, âgé de 14 ans au moment des faits, accusé d'avoir volontairement mis le feu à une passagère handicapée, a en réalité tenté de la sauver. Ayant reconnu avoir participé à l'incendie, il sera condamné à quatre ans de prisons dont 41 mois de sursis. Un autre, innocenté après presque quatre mois de détention provisoire réclame aujourd'hui réparation. Enfin, le 24 octobre dernier, la cour d'assises des mineurs a acquitté les deux derniers suspects incarcérés depuis 17 et 19 mois. Le rideau est tombé, et l'affaire si médiatisée s'est dégonflée, la justice n'est pourtant pas avare en matière de punition. Reste les mois de préventive...

200 CRS pour 50 étudiants

Ils étaient installés depuis cinq jours dans un immeuble vide appartenant à la MAIF pour en faire une cité universitaire d'urgence. À travers cette action, MACAQ et Jeudi

Noir veulent dénoncer la vente du patrimoine immobilier de l'État à des fonds de pensions et des compagnies d'assurance, alors même qu'on déplore un manque dramatique de logements à des prix abordables. Une heure après avoir été mis au courant, la MAIF autoproclamée « assureur militant » donne son accord à la préfecture pour une expulsion musclée en toute illégalité : sans décision de justice ni commandement de quitter les lieux comme l'impose la loi dans de telles circonstances.

Le président de la fac lâche les vigiles

« Il fallait s'y attendre : avec la délocalisation de la fac de Paris 7 dans les tous nouveaux locaux des Grands Moulins, près de la Bibliothèque Nationale, l'administration de l'université allait en profiter pour rétablir un peu d'ordre.

Vendredi 5 octobre, quelques semaines seulement après la première rentrée des Grands Moulins, les vigiles de la fac ont purement et simplement attaqué une table de presse étudiante ! Du jamais vu depuis 1968 ! »

Extrait lu sur http://paris.indymedia.org/article.php3?id_article=86427

Information publique sur :

Les lois prévention de la délinquance, sur la protection de l'enfance, les fichiers base-élèves, la vidéosurveillance..., le jeudi 22

novembre 2007 à partir de 19h, Bourse du Travail, 3 rue du Château d'Eau 75010 Paris, Métro : République info : www.abri.org/antidelation

Répression du mouvement social, la suite

Suite au mouvement 2005 contre la loi Fillon, de nombreux lycéens et lycéennes ont été poursuivis en justice. Les procès ne sont pas terminés ! Le 20 avril 2005, près de deux cents lycéens ont été arrêtés puis placés en garde à vue suite à l'occupation d'une annexe désaffectée du ministère de l'éducation nationale. Treize d'entre eux, dont un enseignant, passeront en procès au TGI de Paris (jeudi 22 novembre pour les huit mineurs, le lundi 10 décembre pour les cinq majeurs) pour des dégradations qui n'ont pas eu lieu ou des violences sur agent (aucun agent n'a bénéficié d'une journée d'interruption temporaire de travail, pourtant obtenue pour la moindre ecchymose du côté policier).

À bas le neo-Maccarthysme franco-italien !

Le Comité de solidarité appelle tous ceux que révolte cette chasse aux sorcières qui vise Giuseppe Maj, Giuseppe Czeppel et Angelo D'Arcangeli à venir les soutenir les 21 et 22 novembre prochain, à la 10^{ème} chambre section B de la Cour d'Appel de Paris. Info : capnci.awardspace.com

TRIBUNE DU GROUPE TROTSKYSTE ALLEMAND MARXISTISCHE INITIATIVE

RETRAIT IMMEDIAT DE TOUTES LES TROUPES D'OCCUPATION ÉTRANGÈRES DE L'AFGHANISTAN !

Nous publions ici un article du groupe trotskyste allemand Marxistische Initiative avec lequel nous sommes en discussion. Ce que ces camarades écrivent au sujet de l'État impérialiste allemand vaut évidemment pour l'État impérialiste français : troupes françaises, hors d'Afghanistan !

Vous en souvenez-vous encore ? Lorsque Bush lança sa « guerre contre le terrorisme » après le 11 septembre 2001, les puissances européennes se précipitèrent pour se mettre à la remorque des USA, et envoyèrent

leurs propres troupes en Afghanistan, participant ainsi à une guerre d'agression en contradiction totale avec le droit international. Le fait que le gouvernement des Talibans n'était nullement impliqué dans l'attentat du World Trade Center — même George Bush n'avait osé affirmer une chose pareille — fut consciemment ignoré. Tout comme le fait que le gouvernement afghan était disposé à extraditer Osama ben Laden dans un cadre légal, après présentation de preuves par les USA de sa responsabilité. Malgré cela, le gouvernement allemand déclarait

impatiemment vouloir « mettre hors d'état de nuire les centres de direction et les camps d'entraînement des terroristes, de lutter contre les terroristes, de les appréhender et de les traduire devant la justice et de décourager définitivement des tiers de soutenir des activités terroristes » (Motion présentée le 7 novembre 2001 par le gouvernement allemand au parlement).

Qu'est que l'Allemagne veut faire en Afghanistan ?

En réalité, les plans pour une invasion de l'Afghanistan par les USA étaient déjà prêts depuis longtemps. On n'attendait que le bon moment pour les sortir du tiroir. La conquête militaire et le contrôle permanent de l'Afghanistan avaient acquis une énorme importance, suite à l'implosion de l'Union Soviétique. Il ne s'agissait pas de se rendre maître des ressources naturelles du pays mais de contrôler sa position géostratégique. Si les USA contrôlent l'Afghanistan, ils pourront, dans l'éventualité d'un conflit, couper les voies de transport utilisées pour le pétrole provenant d'Asie Centrale et les réserves de gaz naturels vers la Chine, et vers le sous-continent indien, qui connaît une croissance importante, et de là, toutes les voies navigables et terrestres vers le Sud-est asiatique. C'est de cette façon que les USA veulent protéger leur domination mondiale. En plus, cela permet à ses consortiums pétroliers de participer directement au marché pétrolier d'Asie Centrale.

Les ressources énergétiques d'Asie Centrale revêtent aussi une importance capitale pour l'Europe afin de pouvoir s'assurer son approvisionnement dans le futur. C'est cela la véritable raison pour laquelle les puissances occidentales, y compris l'Allemagne, s'acharnent tellement à participer à la guerre des USA en Afghanistan. Elles veulent aussi s'assurer une voix stratégique dans la nouvelle répartition du monde que poursuivent les USA de façon agressive. Il s'agit là d'une politique classique d'impérialisme. Et c'est ce que l'ancien ministre de guerre Peter Struck (SPD) a exactement voulu dire lorsqu'il déclarait que la Bundeswehr défendait les « intérêts allemands » dans la région de l'Hindou Kouch (chaîne de hautes montagnes sur la frontière avec le Pakistan).

Le passage d'une guerre d'agression à la domination l'arbitraire et la terreur d'une occupation.

Bush, Blair, Chirac et Schröder chantaient en chœur qu'ils voulaient libérer les femmes afghanes, mettre en place la démocratie et reconstruire l'Afghanistan. Dans ce but ils installèrent un gouvernement dirigé par un citoyen américain (et ancien cadre d'une grande société pétrolière américaine), Karsai. Ce gouvernement,

à défaut de soutien populaire, est obligé de se baser sur une alliance de seigneurs de guerre réactionnaires, de marchands d'opium, et sur la guerre permanente menée par l'OTAN et ses alliés contre les Talibans, des tribus insurgées et d'autres seigneurs de guerre. Beaucoup d'Afghans, qui avaient espéré savourer plus de liberté et connaître moins d'arbitraire après la chute du régime de terreur islamique sectaire des Talibans, sont aujourd'hui convaincus que le plus grand mal vient de la corruption illimitée de cet appareil gouvernemental mis en place par l'OTAN, des forces armées dirigées par les USA, des troupes de l'OTAN et de leurs collaborateurs.

Ainsi, à la mi-juillet, tous les membres du parlement régional du Parwan ont annoncé leur démission pour protester contre la corruption. Trois jours auparavant, le gouverneur de la province de Karpisa, avait été démis de ses fonctions par le ministre de l'intérieur pour « incapacité » et pour avoir créé du mécontentement. Celui-ci, à son tour, rendait le gouvernement de Kaboul responsable du chaos qui règne dans le pays. La colère monte au Nord du pays, habité par des Tadjiks et des Uzbeks, et les tensions entre les seigneurs de guerre et les gouverneurs de province s'amplifient. Entre-temps, on continue à étiqueter Gulbuddin Hekmatyar, un seigneur de guerre qui dispose d'une forte milice et jouit d'un soutien considérable parmi la population, d'allié de « El Qaida ». Dans le passé il fut soutenu et courtoisé par la CSU (aile de la démocratie chrétienne en Bavière).

La baisse continue, commencée en 2001, de la production alimentaire constitue le fond sur lequel toutes ces tensions s'aggravent continuellement. Si on ne prend que les années 2003 et 2004, on voit que cette diminution atteint 43% ! A sa place, on constate que depuis 2001, la production d'opium, beaucoup plus lucrative, a augmenté de 1 000 (mille !). Les bénéfices de cette production reviennent, en large partie, à ceux qui sont au pouvoir. Ils ne reculent devant rien en utilisant des méthodes maffieuses et se battent sans cesse entre eux et contre la population pour augmenter leurs profits.

La situation en Afghanistan n'a rien à voir avec la « démocratie ». La situation actuelle, comparée à celle d'avant la guerre d'agression de

l'OTAN, a clairement empiré pour la plus grande partie de la population. La situation ne s'est même pas vraiment améliorée pour les femmes et les filles. Leurs droits officiels ont été à peine renforcés. Selon un rapport d'Amnesty International, la sécurité devant des attaques criminelles et terroristes a diminué. En Afghanistan, on peut seulement continuer à rêver de libertés démocratiques bourgeoises. Après que les Talibans et d'autres forces, qui se battent légitimement contre l'occupation de leur pays par les troupes d'occupation impérialistes de l'OTAN et ses alliés, ont été, sans distinction, « promus » au rang de « terroristes », la situation juridique ne s'est pas améliorée : des prisonniers sont maltraités, torturés, sont enlevés et transportés vers Guantanamo, voire tués. Est-ce que vous vous êtes déjà posé la question de savoir pour quelle raison aucun journaliste, travaillant pour les médias bourgeois ne s'intéresse, ne fût-ce qu'un tout petit peu, au sort des prisonniers faits par les commandos KSK de la Bundeswehr (une unité d'élite) à côté des unités de l'armée américaine ? Est-ce que vous ne vous êtes jamais demandé pour quelle raison on tient le développement et le résultat des opérations militaires des troupes « de paix » allemandes secret ?

Les derniers mois, le nombre de victimes civiles de la « la guerre contre le terrorisme » ne cesse d'augmenter. Tout comme en Irak, on bombarde des fêtes de mariages dans les villages et les écoles parce que soi-disant ils pourraient être des foyers du terrorisme. Même la marionnette Karsai s'est vue obligée de critiquer publiquement l'OTAN : « Nous ne pouvons plus tolérer des victimes civiles ni la façon dont elles ont été provoquées. » La tentative désespérée de sa part de prendre ses distances vis-à-vis du terrorisme des troupes d'occupation et faire preuve d'indépendance, lui sert peu.

Kaboul, la capitale afghane, a été transformée en un repère de brigands pour les caïds de la drogue et leurs acolytes. Ils se laissent protéger par des « forces de sécurité » privées, c'est-à-dire par des mercenaires. La population s'appauvrit. La propagande d'horreur menée par l'Occident dépeint tous les actes de résistance contre ces conditions de vie et contre l'occupant impérialiste comme terroristes.

La classe dirigeante de ce pays [il s'agit de l'Allemagne, NDLT] sait que la guerre en Afghanistan constitue de tous points de vue un désastre. Elle balance entre l'exigence du retrait des troupes et une participation accrue à la guerre, afin de réaliser au moins une partie des buts qu'elle s'était fixée au départ. L'ancien inspecteur-général de l'armée allemande, Naumann, a déclaré que la seule raison pour laquelle il faudra garder les troupes en Afghanistan était qu'il ne fallait pas mettre en danger l'OTAN comme centre de liaisons pour la coordination des intérêts communs de l'impérialisme.

Et maintenant ?

Celui ou celle qui, dans les circonstances actuelles, continue à s'accrocher à la légende, diffusée

depuis des décennies par les médias, que l'impérialisme allemand serait plus pacifique que celui des US, est tombée victime de ses propres illusions. Le fait est que l'impérialisme allemand n'est que plus faible. C'est la raison pour laquelle il compte sur une division du travail et sur un compromis avec les États-Unis. Son but est de devenir une sorte d'auxiliaire des USA. Il n'y a pas de différence entre eux lorsqu'il s'agit du pillage et du contrôle des ressources naturelles du Moyen-Orient et de l'Asie Centrale. Aucun échange pacifique et correct avec d'autres peuples n'est inscrit à l'ordre du jour. Nous luttons pour une rupture radicale avec ce type de politique. Le premier pas dans cette voie est le retrait de toutes les troupes impérialistes du « Tiers-Monde ».

Ni le gouvernement allemand, ni les autres puissances impérialistes ne sont prêts à abandonner, de leur propre gré, la défense des intérêts du capitalisme monopoliste global. Lorsque cela s'avère nécessaire, le capital jette le droit international et les idéaux de la démocratie à la poubelle. Donnez une bonne leçon, qu'ils n'oublieront pas vite, au capital et au gouvernement ! Rejoignez-nous dans le combat pour le retrait de la Bundeswehr et toutes les troupes étrangères de l'Afghanistan ! Rejoignez-nous dans la lutte pour le retrait de l'Allemagne de l'OTAN ! Participez aux manifestations organisées par le mouvement de paix !

Marxistische Initiative

<http://www.marxismus-online.eu/>

BIRMANIE

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS BIRMANS CONTRE LA DICTATURE ! LA SOLIDARITÉ PROLÉTARIENNE CONSÉQUENTE, C'EST DE COMBATTRE TOTAL ET SARKOZY, COMPLICES DE LA JUNTE !

La situation en Birmanie fait couler beaucoup d'encre. Les médias bourgeois se félicitent du caractère pacifique des manifestations, encensent la figure de l'opposition au régime, Aung San Suu Kyi, et louent les bienfaits du bouddhisme. La véritable teneur des luttes ne semble pas les intéresser. Les informations chiffrées sur le taux de grévistes ou le nombre de manifestants sont d'ailleurs impossibles à trouver. Seul le nombre de morts officiels nous parvient. Nous allons voir ici comment, à travers les luttes passées et actuelles, l'« opposition » sur place, dominée par les moines, et les organes impérialistes tels que l'ONU ont vocation à limiter les luttes ; comment la junte s'appuie sur eux, directement ou non, pour mater la révolte.

Enjeux économiques et politiques

Soixante-quinze sociétés internationales sont implantées en Birmanie : elles sont britanniques, japonaises, canadiennes, françaises, mais surtout chinoises, indiennes et thaïlandaises. La Birmanie représente

pour l'Inde une ouverture stratégique sur l'Est, tandis que la Chine y voit un moyen d'accroître son influence sur l'ASEAN (Association économique de l'Asie du Sud-Est), qu'elle juge trop dominée par les États-Unis. La Birmanie regorge d'autre part de ressources naturelles (pétrole, gaz, minerais...) sur lesquelles l'Inde et la Chine veulent avoir la mainmise. L'enjeu pour les deux pays est crucial : ils entendent tout faire pour limiter le terrain à l'autre. La Thaïlande est le troisième investisseur en Birmanie, et son premier client en gaz.

Aucun pays ne refuse d'investir en Birmanie

Le Japon masque ses investissements en « aides publiques pour le développement » (APD). La firme coréenne Daewoo International est en procès pour avoir exporté des équipements militaires et construit une usine d'armement malgré le fait que la Corée interdise la vente d'armes de ses entreprises à la Birmanie. Mais quand cette même firme découvre un

gisement de gaz exploitable de 219,2 milliards de mètres cubes, le gouvernement lui fait savoir qu'il veut en voir la couleur¹ !

Les États qui refusent de vendre directement des armes à la Birmanie, n'hésitent pas à en vendre à la Russie ou à la Chine qui, elles, les revendent à la Birmanie²...

L'Union Européenne, de son côté, a pris des mesures d'interdictions d'investissements qui sont véritablement risibles. Elles ne touchent que des secteurs comme la production du jus d'ananas ou les boutiques de vêtements, alors que les investissements dans les secteurs qui font vivre le régime, comme le gaz, le pétrole ou le bois, sont toujours autorisés. Les investissements de l'entreprise Total représentent

¹ Daniel Sabai, « La crise birmane, ses fondements et l'urgence de la solidarité : assez d'hypocrisie, des actes ! », 30 septembre 2007, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article7609>

² <http://www.info-birmanie.org/images/stories/depuis%20le%2015%20ao%FBtib.pdf>

aujourd'hui 7 % du budget de l'État birman.

Si les bourgeoisies mondiales se voient contraintes d'être critiques à l'égard du régime birman, elles ne le sont qu'en paroles. Plus leurs intérêts en Birmanie sont cruciaux, moins d'ailleurs elles s'enrobent de discours : ainsi la Chine et l'Inde ne condamnent-elles que de très loin la dictature birmane. L'UE, en revanche, en se cachant derrière quelques ONG et en soutenant la figure de l'« opposition » sur place (Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix), préserve les formes tout en maintenant ses firmes impérialistes sur place.

Un régime sanglant

Le régime en place s'est longtemps servi de sa bannière soi-disant « communiste » pour légitimer son contrôle étatique sur toutes les sphères de la sociétés, mis désormais au service direct du capitalisme. Les banques notamment sont contrôlées par l'État. Selon l'*Express*, 10 % de la population accaparerait la moitié du PIB, soit 85 milliards de dollars (en 2006). Les droits syndicaux sont bafoués (un seul syndicat, lié au régime, est autorisé), ainsi que ceux de grève et de manifestation. En période d'insurrection, le gouvernement n'hésite pas à tirer dans des rassemblements dès qu'ils regroupent 5 personnes.

Le pays consacre un des taux les plus bas de son PIB à la santé (3 %) et, d'après l'UNESCO, en 2004 l'espérance de vie était de 61 ans à la naissance et le taux de mortalité infantile de 76 %. Selon la banque mondiale, un Birman sur quatre vit au-dessous du seuil de pauvreté. On recensait en 2004 jusqu'à 20 % d'enfants soldats (soit près de 80 000), dont certains n'avaient pas plus de 11 ans. Le travail forcé est une pratique courante. Total n'a pas hésité à en bénéficier, bien qu'une enquête menée par Kouchner l'ait fort opportunément blanchie de tout soupçon...

La révolte de 1988

En 1988 eut lieu une mobilisation mémorable : sept mois de grève dure et d'auto-organisation des travailleurs montrèrent la capacité de lutte du peuple birman. Une mesure impopulaire du gouvernement souleva un mouvement de manifestations. La

répression qui sévit dès le début ne fit qu'attiser le désir de changement des manifestants. La révolte fut suivie très largement par la population : ceux qui ne combattaient pas véritablement cachaient chez eux les insurgés, d'autres pillaient les magasins, certains soldats refusèrent de tirer et surtout la grève générale paralysa le pays. Les manifestations réunirent des millions de travailleurs. Des villes entières furent dirigées par les insurgés, les pillages populaires ciblaient des endroit stratégiques et des milices populaires furent organisées : c'est une véritable grève politique qui eut lieu alors¹.

Dans cette situation, l'« opposition » mit en avant les seuls mots d'ordre d'élections libres, de démocratie et de multipartisme. Le 11 septembre 1988, le gouvernement ratifia la promesse d'élections libres. Mais Daw Aung San Kyi et autres membres de l'« opposition » eurent beau appeler le peuple à « continuer les manifestations pacifiques, en utilisant l'arme du courage moral », la tension ne descendit pas chez les manifestants.

Le général Saw Maung eut alors recours à un coup d'État. Tout en appliquant une répression féroce – couvre-feu, interdiction de manifester et de se mettre en grève –, il fit des promesses de réforme. Il ne s'opposa pas au projet d'élections libres signé une semaine avant sa prise de pouvoir. Mais la contestation persistait. Finalement, une répression sanglante parvient à mettre fin au mouvement. On compte officiellement 3000 morts.

Les élections ont lieu en 1990. Aung San Suu Kyi, figure de proue de l'« opposition », future prix Nobel de la paix, est élue avec 82 % des suffrages. Mais jamais la junte ne lui laissera l'accès au pouvoir. Près de 20 ans après ces élections, la junte est toujours en place, avec la caution de fait de la bourgeoisie mondiale.

Les limites de la voie pacifique se sont montrées d'elles-mêmes. L'« opposition », mêlant les bourgeois locaux et les moines a prôné la discussion avec la junte pendant tout le mouvement, empêchant celui-ci de se radicaliser. Les méthodes qu'elle prônait étaient vouées à l'échec. Les élections libres auraient nécessité que leurs organisateurs leur accordent une

légitimité. Or la junte au pouvoir ne pouvait adopter une telle attitude sans se délégitimer elle-même. Seul un gouvernement des travailleurs auto-organisés aurait pu renverser la dictature en place. Les élections telles qu'elle ont été organisées ont canalisé les revendications et contribué à calmer l'insurrection et, en foulant au pied leurs résultats, le gouvernement a balayé d'un revers de la main ces longs mois de lutte et les lourdes pertes humaines.

La mobilisation de cet automne 2007

En août 2007, pour pouvoir augmenter le salaire de ses fonctionnaires, la junte birmane a dû doubler le prix des carburants et des denrées alimentaires. Ainsi le riz, le poulet ou le ticket d'autobus ont-ils vu leur prix augmenter de 20 à 90 % par rapport à septembre 2006. La dictature est l'une des plus dures au monde, mais le sentiment de révolte a été tel que des manifestation de rues, souvent à l'initiative d'étudiants, se sont multipliées dans le pays.

Or, exactement comme en 1988, les puissances impérialistes et l'« opposition » sur place se sont rejointes pour prôner la voie pacifique ! La tactique de l'« opposition » est la même : appeler au dialogue avec les militaires. L'ONU va dans le même sens : « *Le Conseil [de sécurité] demande au gouvernement du Myanmar d'œuvrer avec toutes les parties concernées dans le sens de l'apaisement de la situation et d'une solution pacifique.* »

Voilà ce que les hautes instances de la paix offrent comme perspectives aux révoltes birmanes : « Quand on vous tire dessus, tendez l'autre joue, et vous aurez notre bénédiction ! » C'est d'ailleurs la révolte des moines qui émeut le plus nos journaux bourgeois.

Mais, quelles que soient les limites des actions symboliques des moines, voire leurs dangers, elles ont le mérite d'embarrasser la junte. Depuis que le gouvernement est officiellement passé au capitalisme, c'est sur la religion qu'il assied sa légitimité. La nécessité pour lui de maltraiter les moines montre bien son malaise devant la situation. La position de la junte vis-à-vis de la religion est double. Elle l'a intégrée à l'appareil d'État en créant en 1979 un Conseil Suprême des Moines. La moindre décision en matière de religion doit depuis lors

¹ <http://www.cmaq.net/fr/node/28287?PHPSESSID=70d404944c4872c0db7a5468837c8192>

être approuvée par le représentant local du Conseil Suprême. Mais, en même temps la junte se crée une légitimité religieuse en multipliant les offrandes envers les moines. Or l'acte symbolique le plus fort des moins est leur refus des offrandes des militaires : ils témoignent ainsi leur condamnation des actes de l'armée.

En temps « normal », le gouvernement se sert de la religion bouddhiste pour faire passer la pilule de sa politique. Mais quand les révoltes le dépassent, c'est à la seule répression qu'il fait appel. La religion, qui se retourne alors contre lui, lui est d'un tout autre intérêt : de concert avec l'« opposition » locale et toutes les nations impérialistes, elle appelle les manifestants à refuser la lutte armée. Pourtant, la seule arme durable de la junte, c'est la force : torture, assassinats, censure totale de la presse, d'Internet et du téléphone ont eu raison de la mobilisation dès la mi-octobre. On estime à plus de 6 000 le nombres de personnes dont on est sans nouvelles.

Quelles perspectives ?

Quand on soutient de manière conséquente la mobilisation des travailleurs et du peuple de Birmanie, il n'est pas possible de demander à Sarkozy et à la direction de Total de « faire pression » sur le régime pour qu'il accepte le « dialogue », comme l'a fait la CGT de Total (Communiqué sur les événements de Birmanie, <http://www.cgt.fr/ei>), semant des illusions sur son propre patron au lieu d'appeler les travailleurs de Birmanie à exproprier cette multinationale qui pille leur pays et les exploite, eux et

leurs enfants, dans des conditions monstrueuses !

Il n'est pas plus acceptable d'en appeler à l'ONU, à l'image de la même CGT et d'une pétition qui a beaucoup circulé dans les milieux de « gauche ». Il est donc pour le moins problématique de retrouver dans colonnes de *Rouge*, l'hebdomadaire de la LCR, les extraits d'un article de Danielle Sabai appelant l'ONU à « *condamner explicitement les exactions de la junte et tout mettre en œuvre pour qu'un gouvernement civil voie le jour rapidement. Ce gouvernement devra prendre les mesures sociales d'urgence dont la population a tant besoin et rétablir les libertés démocratiques permettant, à terme, d'élire une véritable Assemblée constituante rassemblant toutes les composantes de la société birmane. Les seules aides autorisées devraient être des aides humanitaires qui ne tombent pas sous la coupe de la junte ou des associations qu'elle contrôle.* » Une telle position (qu'aucun texte de la LCR ne critique) ne peut pas être celle de communistes révolutionnaires. Dirigée de fait par les membres permanents du Conseil de sécurité, à commencer par les États-Unis, l'ONU est une institution clé du système impérialiste mondial, elle ne sert qu'à couvrir d'un voile soi-disant démocratique et humanitaire l'ensemble des mesures prises par les grandes puissances dans leurs intérêts et contre ceux des peuples. Par exemple, c'est l'ONU qui a diligenté et organisé la première guerre d'agression contre le peuple irakien (1991), puis qui l'a maintenu sous un embargo terrible qui a fait plus d'un million de morts selon les chiffres

officiels (Pour d'autres exemples tout aussi accablants, cf. les articles parus dans Le CRI des travailleurs n° 7 (<http://groupecri.free.fr/article.php?id=219>) et n° 10-11 (janv.-fév. 2004), <http://groupecri.free.fr/article.php?id=188>).

Pour lutter contre la junte militaire, il faut avancer des revendications prolétariennes et véritablement révolutionnaires, qui peuvent seules permettre aux prolétaires birmans de poursuivre leur combat pour l'émancipation nationale et sociale. Or, dans ce pays comme ailleurs, cela suppose avant tout qu'ils combattent pour prendre eux-mêmes le pouvoir, en entraînant derrière eux les paysans pauvres. C'est pourquoi les travailleurs et notamment les révolutionnaires du monde entier doivent dénoncer tous les appels au prétendu « dialogue ». Même l'*Express* (semaine du 4 au 10 octobre) semble plus lucide sur la situation que nos pacifistes de gauche, voire d'extrême gauche : « *À moins d'une révolution, improbable toutefois, rien ne devrait changer.* »

Quant à la solidarité concrète que les travailleurs de France pourraient apporter au peuple birman, elle consiste à dénoncer et combattre le patronat de Total et des autres entreprises françaises qui interviennent en Birmanie et à organiser une manifestation ouvrière et populaire contre l'ambassade birmane à Paris, donc contre Sarkozy qui, comme ses prédécesseurs, préserve les relations diplomatiques avec la dictature.

Pauline Mériot

BRÉSIL

CONGRÈS DU PSOL (PARTI POUR LE SOCIALISME ET LA LIBERTÉ) : PARTI ANTICAPITALISTE OU PARTI ANTILIBÉRAL ?

Le Parti Socialisme et Liberté (PSOL) du Brésil a tenu au mois de juin 2007 son premier congrès. Dans la mesure où ce parti est présenté par certaines organisations se revendiquant encore du trotskysme (et notamment par la LCR) comme un modèle de « parti anticapitaliste » de masse ou à influence de masse, il est important d'examiner ces débats : on les retrouve largement dans l'extrême

gauche française, tout particulièrement au sein de la LCR et parmi ceux qui s'intéressent d'une façon ou d'une autre à sa proposition de « nouveau parti anticapitaliste ». Le PSOL est-il une formation anticapitaliste transitoire vers un parti révolutionnaire ou un parti antinéo-libéral déjà revenu en-deça du réformisme ? Pour mieux le comprendre, il faut commencer par

rappeler en premier lieu l'origine et les premiers pas du PSOL, avant d'examiner en détail la résolution adoptée par son congrès.

D'où vient le PSOL ?

Ce parti s'est constitué de façon empirique en relation avec les développements de la lutte des classes au Brésil en 2003-2004. Le Parti de

travailleurs (PT) avait depuis longtemps accepté de gérer les institutions dans le cadre du capitalisme : lorsqu'il est parvenu à la direction du gouvernement fédéral en 2002, il a impulsé une politique pleinement conforme aux intérêts du capital. Dès 2003, la réforme des retraites, emblématique de cette soumission aux exigences de la bourgeoisie, s'est heurtée à une forte résistance des fonctionnaires. Les courants de gauche du PT qui avaient des députés se sont retrouvés soumis à une double pression. D'un côté, la direction du parti, exprimant les besoins de la bourgeoisie, exigeait la discipline de vote ; de l'autre, la mobilisation des masses poussait pour le rejet total du projet. Tandis que la majorité des députés de Démocratie Socialiste (DS, qui était à cette époque l'unique section brésilienne de la « Quatrième Internationale »- Secrétariat Unifié, organisation internationale de la LCR) votait pour ou s'abstenait, quatre parlementaires décidaient de voter contre la réforme : Joa Baba (Courant Socialiste des Travailleurs, CST), Luciana Genro (Mouvement de la Gauche Socialiste, MES), Heloisa Helena (DS) et Joao Fontes. Ils étaient peu après bureaucratiquement exclus du PT.

Ce refus de voter une réforme clairement anti-ouvrière exprimait une certaine fidélité aux intérêts de classe, mais la rupture avec le PT n'avait nullement été programmée. Ces courants ont donc dû, pris à l'improviste, jeter les bases d'un nouveau parti. Celui-ci a d'abord été essentiellement un front uni de courants d'origine trotskyste, la CST et le MES (d'origine trotskyste-moréniste), une fraction minoritaire de DS (emmenée par Heloisa Helena), le CSOL (issu d'une rupture d'avec le PSTU). Il a adopté en juin 2004 un programme de fondation, de caractère centriste, avec de nombreuses ambiguïtés et des traits réformistes marqués (cf. notre lettre ouverte au PSOL dans Le CRI des travailleurs n° 21, janv.-fév. 2006).

Après l'obtention d'un statut légal l'autorisant à se présenter aux élections, moyennant la collecte de 500 000 signatures, le PSOL a été rejoint par un autre courant « de gauche » du PT, l'Action Populaire Socialiste (APS, gauche chrétienne) et par certaines personnalités du PT (Ivan Valente, Chico Alencar, etc.), ce qui a

substantiellement modifié les rapports de forces au sein du parti. Il s'est présenté aux élections de 2006 dans le cadre d'un front de gauche avec le PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifié, « trotskyste moréniste ») et le PCB (Parti Communiste Brésilien), bien que certains secteurs aient souhaité des alliances plus larges, allant par exemple jusqu'au PDT (Parti démocratique travailliste). Cette campagne a été menée par la principale figure publique du parti, Heloisa Helena, sur une orientation purement réformiste, en violation des accords constitutifs de ce front (cf. Le CRI des travailleurs, n° 23, sept. 2006). Malgré la position nationale de n'appeler à voter au second tour ni pour Lula, ni pour Alckmin, certaines figures de proue du PSOL ont ouvertement appelé à voter Lula ou pour des candidats du PT aux postes de gouverneurs, bien que ceux-ci n'aient en rien démontré leur volonté de rompre avec la ligne générale de leur parti.

L'enjeu de ce premier congrès

En juin 2007, trois ans après sa fondation, le PSOL a donc tenu son premier congrès. Il a réuni 750 délégués, supposés représenter 7 500 membres « actifs », c'est-à-dire (selon les critères adoptés) à jour de leur cotisation, ayant participé à au moins deux réunions du parti dans les deux derniers mois et présents à l'assemblée électorale pour le congrès. C'est environ un tiers des 22 000 adhérents revendiqués par le PSOL, mais, selon les courants anticapitalistes, le chiffre de 7 500 est gonflé et les courants réformistes ainsi surreprésentés : selon Baba, le parti ne compte pas plus de 3 000 militants réels.

L'enjeu de ce premier congrès était la nature même du parti : parti anticapitaliste ou parti antilibéral — alternative qui renvoie à une seconde, plus profonde, entre réforme et révolution, car, en dernière analyse, on ne peut pas être véritablement anticapitaliste sans être révolutionnaire. Lors de ce premier congrès, il s'agissait de définir enfin démocratiquement une orientation pour l'ensemble du parti, mettant un terme aux accords de consensus résultant de la juxtaposition de tendances diverses. Cela a permis de mieux apprécier l'orientation politique

propre de chaque courant. C'est le bloc constitué par le MES/MTL (courant réformiste, issu du trotskysme pour sa première composante) et les chrétiens de gauche de l'APS, défendant une orientation antinolibérale, qui l'a remporté avec 64 % des voix. Le bloc anticapitaliste formé par la CST, la CSOL, Alternative Socialiste et de petits courants de gauche a obtenu 24 % des suffrages. Enfin, Enlace (Liaison, la seconde section brésilienne de la « Quatrième Internationale »- Secrétariat Unifié), a obtenu 10,5 % des suffrages. Si on tient compte du peu de différence entre les thèses du bloc majoritaire et celles d'Enlace, cela fait 74,5 % des voix pour le bloc antinolibéral, c'est-à-dire réformiste « light ».

Le programme adopté n'est qu'antilibéral

Les orientations programmatiques adoptées tranchent dans un sens réformiste toutes les ambiguïtés du projet de programme de 2004. Elles ne sont ni anticapitalistes, ni même réellement anti-impérialistes.

*« Suspension du paiement de la dette »
ou refus de la payer ?*

Le texte adopté se prononce pour « la suspension du paiement de la dette externe, qui n'a jamais fait l'objet d'un audit, et un traitement de la dette intérieure selon de nouveaux critères »¹. Il repousse donc la revendication anti-impérialiste élémentaire de refus du paiement de la dette. L'exemple du PT montre que des formules vagues dans un programme se transforment en un renoncement pur et simple le jour où le parti, accédant au pouvoir dans le cadre des institutions, se retrouve soumis à l'immense pression de l'impérialisme et de la bourgeoisie. Une orientation anticapitaliste soulignerait au contraire, en s'appuyant sur l'expérience du PT au

¹ Résolution majoritaire, présentée par MES/MTL et APS, adoptée par près de 64 % des délégués. Tous les textes peuvent se trouver sur le site du PSOL (www.psol.org.br) ou de ses courants (lien sur la page du PSOL). On peut en trouver une traduction française du texte majoritaire sur le site d'Avanti, courant de la LCR, www.avanti-lcr.org, bulletin du mois d'août.

pouvoir (cf. Le CRI des travailleurs n° 3 et 8 d'avril et octobre 2003), qu'il est impossible satisfaire les besoins élémentaires des masses sans rompre réellement avec les exigences du capital financier, en commençant par le refus de payer la dette externe et interne (sans léser les petits épargnants). En effet, payer la dette, c'est sacrifier la construction d'infrastructures et de services publics nécessaires à la population (chemins de fer, transports aériens, logements, égoûts, écoles, hôpitaux, etc.) pour enrichir une poignée de capitalistes, impérialistes et nationaux, détenteurs de la dette externe aussi bien qu'interne.

Où sont passées les revendications ouvrières ?

Le texte adopté ne dit pas un mot des revendications économiques spécifiques de la classe ouvrière. Il n'analyse pas les contre-réformes du second gouvernement Lula, comme les « super-simples » (lois flexibilisant le travail dans les petites et moyennes entreprises, votées par les parlementaires du PSOL), etc. Il ne propose aucune analyse et aucune bilan des luttes récentes (grève des contrôleurs aériens, grèves dans la métallurgie, occupations d'usine, etc). Il ne développe aucune orientation sur ce sujet. Tout au plus trouve-t-on, dans des résolutions secondaires, l'expression d'un soutien formel à quelques conflits (travailleurs de l'INCRA, travailleurs municipaux de Porto Alegre, syndicalistes du métro de Sao Paulo). Dans ces conditions, les références aux « travailleurs » (d'ailleurs fort rares) se révèlent être de simples clin d'œil pour donner le change. Cette orientation étrangère au prolétariat a d'ailleurs, de l'aveu même d'Enlace, pour conséquence qu'un parti dont la candidate a recueilli plus de 6 millions de voix à la présidentielle de 2006 « a eu un dialogue important avec des secteurs des classes moyennes, des fonctionnaires et de la jeunesse, mais (...) [n'a] pas encore réussi à resserrer [le] dialogue avec des secteurs de la classe travailleuse ni avec un grand contingent de dépossédés ». De ce point de vue, l'orientation de la direction du PSOL peut même difficilement être qualifiée de réformiste au sens traditionnel qu'a ce terme dans le mouvement ouvrier.

Gérer le capitalisme autrement ou avancer vers la rupture avec le capitalisme ?

En toute logique, le texte adopté se prononce « pour rompre avec les diktats du FMI en redéfinissant les paramètres économiques de l'excédent primaire [excédent du budget de l'État avant paiement du remboursement de la dette], des taux d'intérêts, du taux de change et des réserves monétaires de façon à contrarier les intérêts du capital financier ». Bref, pour la galerie, il dit « rompre avec les diktats du FMI », mais, en réalité, il propose une autre politique économique capitaliste, opposée au « modèle néolibéral ». Pendant la campagne électorale, Heloisa Helena avait préconisé une politique de baisse des taux, correspondant aux intérêts des petits et moyens patrons contre ceux du capital financier. C'est en outre une orientation illusoire : le « modèle économique » mis en œuvre par les partis de la bourgeoisie n'exprime pas essentiellement des désirs subjectifs, mais les lois de l'économie capitaliste à notre époque et les rapports de force entre les différentes fractions de la bourgeoisie¹. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les anciens partis réformistes, qui refusent de rompre avec le cadre même du capitalisme, adoptent rapidement le « modèle économique » de leurs prédécesseurs, lorsqu'ils arrivent au pouvoir. C'est notamment ce qu'a fait le PS en France dès 1982, le SPD en Allemagne dès 1999... et le PT au Brésil dès 2003 (qui, lui aussi, dénonçait le « néolibéralisme » de Cardoso). À l'opposé, un parti réellement anticapitaliste part précisément de l'idée qu'il est impossible de satisfaire les besoins les plus élémentaires des masses dans le cadre du capitalisme : pour gagner les masses à cette idée, il tire les leçons de leur expérience vivante, met en œuvre un système de mots d'ordre de transition (salaire minimum au niveau

¹ Par exemple, le niveau des taux d'intérêts est essentiellement déterminé par les grands indicateurs macro-économiques du pays, puisque les capitalistes décident leurs investissements en fonction de ces paramètres (« risque pays », rentabilité des investissements, taux d'intérêts, etc) : une baisse brutale de ces taux implique une fuite massive des capitaux vers d'autres lieux plus rentables.

des besoins d'une famille, répartition des heures de travail entre tous sans diminution de salaire, etc.), popularise les méthodes pour le mettre en œuvre (grève, occupation d'usines, etc.) et trace la seule perspective réaliste, celle d'un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs.

Réforme agraire par les « pratiques coopératives » ou expropriation des grands propriétaires par les méthodes de la lutte de classe ?

La résolution consacre seulement six lignes à la question, essentielle au Brésil, de la réforme agraire. Elle se borne à inscrire celle-ci dans un vague « projet national plus juste et plus démocratique » et se prononce pour une insipide « garantie de l'accès à la terre pour celui qui la travaille ». Elle recommande « de mettre en place un marché de biens de consommation de masse et d'impulser des pratiques coopérativistes et collectivistes, aussi bien dans la production que dans la gestion et la commercialisation ». Ce flou sert à couvrir la honteuse orientation, développée pendant la campagne de 2006 par Heloisa Helena, d'une réforme agraire dans le cadre de la loi. Or, comme la loi de l'État capitaliste brésilien prévoit, d'une part, que les terres occupées ne peuvent être expropriées au profit des paysans sans-terre qui les occupent et, d'autre part, qu'aucune expropriation ne peut se faire sans indemnisation, cela revient à renoncer à toute réforme agraire et à abandonner les sans-terre. De fait, il n'est pas dit un mot du soutien accordé par le gouvernement Lula aux propriétaires fonciers, de la répression d'État et de l'impunité garantie aux bandes paramilitaires qui assassinent les militants paysans. En un mot, le programme du PSOL, sous prétexte d'être acceptable pour une fraction de la bourgeoisie et les classes moyennes, tourne le dos aux intérêts des paysans sans-terre : il ressemble comme son ombre à la politique du ministre de la réforme agraire Rossetto (membre de DS). À l'opposé, un parti authentiquement anticapitaliste mettrait à l'ordre du jour le combat pour l'expropriation des grandes propriétaires et des entreprises agro-alimentaires capitalistes, seule façon de satisfaire les revendications des paysans sans-terre et de les lier intimement au prolétariat des villes.

Développer l'État bourgeois ou le détruire ?

Le texte adopté par le congrès explique qu'« *il n'est pas moins prioritaire de récupérer et de développer les fonctions publiques de l'État, en organisant la reprise de contrôle des entreprises et secteurs stratégiques* ». Bien sûr, lorsqu'un gouvernement veut privatiser des entreprises publiques ou supprimer des postes de fonctionnaires qui rendent des services à la population, les anticapitalistes sont aux côtés des travailleurs qui résistent à ces mesures, accroissant exploitation et oppression. Mais ils ne peuvent pas défendre l'illusoire perspective politique du retour à un État-providence des « Trente Glorieuses ». Car l'État bourgeois, quelle que soit sa forme, reste l'État des exploités, une machine pour dissimuler les antagonismes de classes et permettre à la classe dominante de défendre au mieux ses intérêts de classe. Tout au contraire, les anticapitalistes expliquent aux travailleurs que l'expropriation de capitalistes individuels ou de branches de la production ne peut réellement porter ses fruits que si elle se fait sous le contrôle des travailleurs, c'est-à-dire si elle n'est que le prélude à la constitution d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes. Fixer l'État capitaliste comme cadre des revendications est même un des instruments de la bourgeoisie pour dévier la lutte des travailleurs en cas de crise révolutionnaire. C'est ainsi que Chavez s'efforce de canaliser la mobilisation du prolétariat vénézuélien dans l'impasse du développement bourgeois national¹. Dans son sillage, la direction du PSOL a pour perspective principale de modifier graduellement l'État capitaliste et non de le détruire : c'est tout au plus une perspective réformiste.

L'internationalisme du PSOL se réduit... au soutien à Chavez

¹ C'est aussi de façon que le PCF a, dans un tout autre contexte, canalisé à la Libération la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et des masses opprimés dans le cadre du régime, en opposant le mot d'ordre de nationalisation à celui d'expropriation des capitalistes et de gouvernement des travailleurs.

Le congrès s'est concentré presque exclusivement sur la politique nationale. Les questions internationales ont été reléguées dans diverses motions adoptées à la fin. Belle marque d'internationalisme ! Mais la principale motion internationale est particulièrement significative de l'orientation du PSOL : « *Le PSOL apporte son soutien inconditionnel à la décision du gouvernement de Hugo Chavez de ne pas renouveler la concession à la chaîne de télévision RCTV.* » En l'absence de toute dénonciation de l'offensive accrue du gouvernement bourgeois vénézuélien contre l'indépendance du mouvement ouvrier, notamment par la construction d'un parti bolivarien unique, le PSUV, à la botte du « commandant » Chavez, et par la lutte acharnée pour intégrer l'UNT à l'État (cf. notre article dans Le CRI des travailleurs n° 27, été 2007), l'appui à cette opération bonapartiste autour de RCTV est la manifestation d'un soutien politique à Chavez. C'est donc en toute logique que la direction du PSOL a refusé de donner la parole, durant le congrès, à Orlando Chirino, dirigeant de l'UNT (principal syndicat ouvrier vénézuélien), du courant syndical de lutte de classe C-CURA et du PRS (parti trotskyste qui a majoritairement refusé d'entrer au PSUV, le nouveau parti de Chavez), principale figure d'une opposition ouvrière naissante à Chavez.

Aucune discussion sur les élections municipales de 2008

La direction a repoussé cette question à une conférence spéciale, en se payant le luxe de dénoncer « l'électorisme » de la minorité anticapitaliste qui en exigeait la discussion immédiate... Après la campagne honteuse menée par Heloisa Helena, il fallait oser ! En fait, la direction voulait camoufler pour encore quelques mois son souhait de nouer des alliances qui aillent au delà du PSTU et du PCB, c'est-à-dire vers des partis bourgeois.

Force est donc de constater que les anciens trotskystes de la direction du PSOL, après avoir expliqué la nécessité de dissimuler les références révolutionnaires et en particulier trotskystes sous prétexte d'attirer les masses, ont fini par les abandonner

purement et simplement. En particulier, le secteur très minoritaire du courant Démocratie socialiste (membre comme la LCR, rappelons-le, de la « Quatrième Internationale »-Secrétariat Unifié) qui avait fini par rompre avec son organisation, devenue réformiste au point d'oser participer au gouvernement bourgeois, plus précisément un gouvernement de front populaire (coalition entre des partis ouvriers-bourgeois avec des partis bourgeois, subordonnant les intérêts du prolétariat à ceux de la bourgeoisie) dirigé par Lula, est en train de parcourir à son tour le chemin dont l'aboutissement conduirait au même point.

Face à cette dégénérescence accélérée de la direction, divers courants de gauche du PSOL, dont le principal est la CST (Courant Socialiste des Travailleurs), ont maintenu une orientation anticapitaliste. Si leurs analyses et propositions sont discutables sur un certain nombre de points, ils ont eu l'incomparable mérite de réaffirmer la nécessité de lutter pour le socialisme, de souligner l'impossibilité d'humaniser le capitalisme, de critiquer clairement l'idée d'un front antilibéral (opposé à un front ouvrier anticapitaliste), de se prononcer contre tout accord électoral avec des partis bourgeois, de faire la critique ferme de l'opportunisme débridé de la direction et notamment de la candidate du PSOL pendant la campagne de 2006 et de fixer comme tâche centrale de l'activité du parti l'insertion dans le combat de classe contre le second gouvernement Lula. Nous y reviendrons dans un prochain article consacré à la politique de celui-ci et à la lutte de classe des travailleurs brésiliens.

Pour tous ceux qui réfléchissent à la construction d'un nouveau parti anticapitaliste, l'expérience du PSOL est donc à méditer. Loin d'être un modèle, ce parti, où des révolutionnaires plus ou moins conséquents coexistent avec des réformistes assumés et même d'authentiques bourgeois, est plutôt l'exemple du danger à éviter : dans la mesure même où il a été fondé sur des bases ambiguës, centristes et électoralistes, sans véritable bilan du PT dont ses dirigeants sont issus, le PSOL a défendu dans la pratique une orientation toujours plus droitiste. Cela prouve que la confusion du

HISTOIRE

ERNESTO "CHE" GUEVARA: UN EXEMPLE POUR LES COMMUNISTES RÉVOLUTIONNAIRES?

Sous la pression de la bourgeoisie, la LCR a abandonné l'objectif de la dictature du prolétariat ou encore le centralisme démocratique comme mode de fonctionnement interne. Récemment, son médiatique porte-parole Olivier Besancenot a fait savoir ne pas se reconnaître dans l'héritage de Trotsky, lui préférant comme référence la figure plus porteuse de "Che" Guevara, bien connue des fabricants de T-shirts ou de posters, au point de lui consacrer un ouvrage sorti cet été¹. Pour les communistes révolutionnaires, il est bien entendu hors de question de se référer à des figures du passé comme à des icônes, mais il s'agit d'analyser leur action politique et d'en tirer des leçons pour le présent. Voyons ce qu'il en est d'Ernesto Guevara.

Le parcours d'Ernesto Guevara

Guevara est né en 1928 dans une famille bourgeoise d'Argentine, de gauche et anti-autoritariste. En parallèle à sa formation de médecin, il parcourt lors de deux voyages le continent sud-américain, où il prend conscience de l'étendue de la misère à laquelle sont confrontées les masses. Il est en Bolivie en 1953, quelques mois après le début de la révolution et la victoire des mineurs contre l'armée, mais semble n'en avoir tiré aucune leçon sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la révolution. Il se rend ensuite au Guatemala : il y est confronté à l'intervention directe de l'impérialisme américain, qui renverse au travers de la CIA le président élu, Jacobo Arbenz, coupable d'avoir entamé une politique contraire aux intérêts impérialistes, en particulier une redistribution des terres. C'est du refus de celui-ci de sortir de la voie légale, cause de sa perte, que Guevara aurait conclu à la nécessité du combat révolutionnaire. C'est aussi là qu'il

fréquente des militants communistes et commence à se réclamer du marxisme. En 1954, il rencontre Fidel Castro et ses troupes au Mexique et y est rapidement intégré, tout d'abord en tant que médecin.

En novembre 1956, il fait partie de l'expédition de 82 hommes qui débarque à Cuba sous la direction de Castro. Piégée par l'armée cubaine du dictateur Batista, seule une poignée de combattants survit, se réfugie dans les montagnes et lance une guérilla. Malgré la supériorité en moyen de l'armée de Batista, soutenue par les États-Unis, la guérilla parvient à quelques succès militaires ; Guevara devient à cette époque commandant et dirige une colonne. La guérilla arrive à se lier avec les paysans et bénéficie aussi de l'appui des mouvements anti-Batista des villes. En particulier, dans les premiers jours de 1959, alors que Batista est en fuite, une grève générale parvient à faire échouer une tentative de coup d'État menée par ses généraux, et les guérilleros entrent triomphalement à la Havane. Guevara, par les capacités militaires dont il a su faire preuve, est une figure majeure de cette victoire.

À partir de ce moment-là, Guevara occupe plusieurs postes de responsabilité au sommet de l'État cubain (il est proclamé "*citoyen cubain de naissance*" par le gouvernement révolutionnaire). Après quelques mois à la tête de la prison de la forteresse de Cabaña, il entre au gouvernement en octobre 1959 ; il est d'abord chargé de la réforme agraire, puis nommé président de la banque nationale. À partir de février 1961, il est ministre de l'industrie et lance un plan d'industrialisation, qui avortera. Pendant cette période, il joue aussi un rôle important sur le plan international, en particulier dans les relations avec le bloc dirigé par l'URSS et le bloc des "non-alignés". Il est aussi chargé de représenter Cuba à l'ONU, où il dénonce féroce l'impérialisme.

Durant ces années, il commence à prendre du recul vis-à-vis de la

bureaucratie stalinienne, à qui il reproche de ne pas s'engager fermement auprès des peuples luttant contre l'impérialisme. Il est vraisemblable que ces critiques lui ont valu l'invitation à quitter le gouvernement cubain en 1965 sous la pression de l'URSS. Officiellement, une lettre de Guevara fait part de sa volonté de partir dans d'autres pays du monde pour mener la lutte révolutionnaire.

À partir d'avril 1965, il se rend au Congo avec une poignée de militants cubains pour appuyer un mouvement révolutionnaire se réclamant du marxisme, auquel ils servent en particulier d'instructeurs militaires. Cette expédition, décimée par les troupes de Mobutu, se solde par un échec, comme Guevara le reconnaîtra lui-même, et il quitte le pays au début de 1966.

Après quelques mois de clandestinité, il arrive en Bolivie en novembre 1966 avec quelques dizaines de combattants, afin de créer un nouveau "*foyer de guérilla*". La troupe s'installe dans les zones montagneuses pour échapper à l'armée. Guevara pense pouvoir compter sur l'appui des paysans locaux. Mais sa guérilla reste isolée et l'appui logistique de Cuba insuffisant. L'armée bolivienne, qui reçoit l'aide de la CIA, traque les troupes guévaristes en déroute. Guevara et ses hommes sont capturés le 8 octobre 1967 et assassinés le lendemain, mourant héroïquement pour la cause de la révolution telle qu'ils la concevaient.

Un trotskyste qui s'ignore ?

Certains groupes trotskystes aiment à présenter Guevara comme un trotskyste "naturel", qui serait parvenu aux positions politiques de Trotsky grâce à ses propres expériences. Les arguments les plus souvent avancés sont la dénonciation par Guevara de la bureaucratisation à Cuba même, ses prises de position internationalistes et ses analyses se rapprochant de la

¹ Guevara, une braise qui brûle encore, co-écrit avec Michael Löwy, Mille et une nuits, septembre 2007.

stratégie de la révolution permanente. Toutefois, faute d'avoir assimilé les leçons essentielles de Marx et de Lénine, ces combats sont restés inefficaces.

“Révolution socialiste ou caricature de révolution” : Guevara et la lutte contre la bourgeoisie nationale

Guevara a acquis son prestige parmi la jeunesse radicalisée d'Amérique Latine dans les années 60 en tant que représentant le plus éminent de la révolution cubaine. En effet, le renversement du dictateur Batista après une brève période d'alliance avec la bourgeoisie du Mouvement du 26 mai et l'expropriation de la bourgeoisie étaient la réfutation pratique de la politique de la bureaucratie stalinienne dans les pays semi-coloniaux. Les staliniens prétendaient que, étant donné le retard du développement capitaliste en Amérique Latine, le temps de la révolution socialiste n'était pas encore venu et qu'il fallait chercher des alliances avec les secteurs “progressistes” de la bourgeoisie nationale contre l'impérialisme. Guevara déclarait contre cette capitulation des PC devant leur bourgeoisie que “le devoir de tout révolutionnaire, c'est de faire la révolution” et proclamait, dans une formule qui devait rester célèbre, qu'il s'agissait nécessairement d'une révolution socialiste : “Il n'y a pas d'autres changements à faire : révolution socialiste ou caricature de révolution.” Au contraire de ses épigones contemporains, qui soutiennent tous le bonaparte bourgeois Chavez, Guevara avait appris de son expérience que la bourgeoisie nationale et les propriétaires fonciers ne pouvaient plus jouer de rôle révolutionnaire : “Dans les conditions historiques actuelles de l'Amérique Latine, la bourgeoisie nationale ne peut pas prendre la tête de la lutte antiféodale et anti-impérialiste. L'expérience démontre que dans nos nations cette classe, même lorsque ses intérêts sont en contradiction avec ceux de l'impérialisme américain, a été incapable de s'affronter à celui-ci, paralysée par la peur de la révolution sociale et effrayée par la clameur des

masses exploitées”¹. C'est là un point indiscutable de convergence avec le trotskysme.

La paysannerie comme moteur de la révolution socialiste

Mais Guevara a néanmoins une idée radicalement différente de la dynamique de classe qui doit rendre possible la révolution socialiste en Amérique Latine. Il fondait sa stratégie politique sur son analyse de la révolution cubaine : “Nous considérons que les trois apports fondamentaux de la révolution cubaine à la mécanique des mouvements révolutionnaires en Amérique sont : 1) les forces populaires peuvent gagner une guerre contre l'armée; 2) il ne faut pas toujours attendre que toutes les conditions pour la révolution soient réunies ; le foyer insurrectionnel peut les créer ; 3) dans l'Amérique Latine sous-développée, le terrain de la lutte armée doit être fondamentalement la campagne” (*La guerre de guérilla*). Et il précisait : « Dans les conditions actuelles de l'Amérique, les lieux offrant les conditions idéales pour la lutte se trouvent à la campagne et par conséquent la base des revendications sociales que le guérillero défendra sera le changement de structure de la propriété agraire. » Il en concluait : « Le guérillero est fondamentalement et avant tout un révolutionnaire agraire. » (*Qu'est-ce qu'un guérillero ?*) Pour les trotskystes, au contraire, par sa place dans les rapport de production capitalistes, seule la classe ouvrière, même si elle est numériquement minoritaire, peut diriger une révolution victorieuse contre le capital, en entraînant derrière elle la paysannerie et la petite bourgeoisie pauvres. Celles-ci, en revanche, même si elles sont très opprimées et très pauvres, n'ont pas d'alternative à opposer à l'organisation capitaliste de la société et ne peuvent qu'osciller entre les deux classes fondamentales de la société capitaliste, le prolétariat et la bourgeoisie. Il ne s'agit d'ailleurs pas là d'une invention théorique de Trotsky, mais de la continuité du marxisme : une révolution socialiste ne peut être dirigée que par le prolétariat et elle ne peut consister qu'en l'auto-

émancipation des travailleurs eux-mêmes. C'est pourquoi elle suppose un long travail de préparation au sein du prolétariat pour développer sa conscience politique et son auto-organisation : c'est le travail patient de la construction d'un parti politique marxiste révolutionnaire s'appuyant sur la lutte de classe spontanée du prolétariat.

L'expérience des années 60 et 70 en Amérique Latine a pleinement confirmé la justesse de cette perspective générale. À l'exception de Cuba, les divers foyers de guérilla ont toujours rencontré un échec retentissant, que ce soit en Bolivie, en Argentine ou encore au Pérou. Mais même la victoire de la guérilla à Cuba n'a été possible que par l'intervention autonome du prolétariat déclenchant la grève générale contre Batista et par les hésitations de l'impérialisme à soutenir un Batista chancelant face au Mouvement du 26 mai, qui ne se déclarait au début nullement socialiste. Partout, la montée révolutionnaire s'est exprimée sous la forme de la montée de l'auto-activité prolétarienne. C'est un soulèvement dirigé par la COB et les secteurs les plus concentrés du prolétariat, à commencer par les mineurs, qui a renversé la dictature militaire en Bolivie à la fin des années 60 et ouvert une situation révolutionnaire. C'est la poussée du prolétariat au Chili, culminant dans l'organisation des “cordons industriels”, c'est-à-dire des assemblées coordonnant les comités d'usine par régions industrielles, qui a porté Allende au pouvoir et qui a conduit la bourgeoisie à un coup d'État militaire pour briser cette offensive. C'est aussi l'indépendance croissante des secteurs les plus concentrés du prolétariat en Argentine entre 1969 et 1976 qui a conduit la bourgeoisie à rappeler Peron, puis, face au développement des coordinations inter-usines et à la grève générale imposée par la base de la CGT, à recourir à un sanglant coup d'État militaire pour briser cet élan².

² Cf. sur ce point la passionnante recherche réalisée par des militants du PTS sur cette période, *Insurgencia obrera en la Argentina, 1969-76*, Ruth Werner et Facundo Aguirre, Éditions IPS, Buenos Aires, 2007. — Notons que la direction de la “Quatrième Internationale”-Secrétariat Unifié (organisation internationale à laquelle appartient la LCR) a dans cette période entièrement épousé les positions

¹ Ernesto Che Guevara. *La guerre de guérilla* (1960). Maspero, Paris, 1968.

Enfin, seul le prolétariat, expropriant le capital et les propriétaires fonciers, est capable de donner satisfaction aux revendications de la petite bourgeoisie, par l'instauration d'une banque d'État unique (les libérant de l'usure) et par la mise à leur disposition d'un matériel moderne, en transition vers une agriculture collective. Ce qu'illustre justement la révolution cubaine, c'est l'inconséquence et la duplicité sociale des mouvements nationaux petit-bourgeois : si la direction castriste a dû prendre dans un premier temps appui sur la classe ouvrière dans son combat pour l'indépendance nationale, et aller plus loin qu'elle ne le voulait elle-même vers la satisfaction des revendications de celle-ci, l'histoire a montré qu'elle a depuis, malgré les déclarations fracassantes, cédé aux exigences impérialistes¹.

La stratégie guérillériste : substitutisme et discipline militaire

L'analyse de Guevara faisant de la paysannerie la classe centrale de la révolution débouche sur une stratégie guérillériste qui prétend sauter par dessus le processus de maturation politique du prolétariat et de la petite paysannerie par un électrochoc produit à partir d'un foyer de guérilla. Dans cette conception, une petite avant-garde éclairée doit se substituer à l'auto-activité des masses. Il en résulte que le parti-armée fonctionne selon une discipline militaire stricte. Pour Guevara, *“l'organisation militaire se fait sur la base d'un chef (...) qui nomme à son tour les différents commandants de régions ou de zones, avec le pouvoir de gouverner sur leur territoire d'action (...). Quand cette discipline se rompt il faut punir celui*

guérilléristes, avec des conséquences désastreuses en Bolivie et en Argentine, et au prix d'une scission dans ses sections latino-américaines, notamment en Argentine. Nous y reviendrons dans un prochain article.

¹ Ce processus s'est accéléré dans les années 1990, avec la fin du monopole du commerce extérieur, la dissolution de l'organisme de planification et le vote d'une loi sur les investissements étrangers. Aujourd'hui, de nombreux secteurs (pétrole, tourisme, agro-alimentaire...) sont dominés au moins en partie par des entreprises à capitaux étrangers, en particulier en provenance des pays impérialistes européens.

qui l'a rompue (...), le punir drastiquement et appliquer le châtement là où cela fait mal.”

À l'opposé, les trotskystes, dans la continuité du marxisme révolutionnaire, conçoivent le parti comme l'avant-garde de l'avant-garde, dont la fonction est d'aider la classe à s'auto-organiser et à progresser dans sa conscience politique. C'est pourquoi ils se battent partout pour la démocratie ouvrière la plus complète et considèrent que leur parti doit être organisé sur la base du centralisme démocratique, avec à la fois une pleine liberté de discussion sur le programme et l'orientation, et la plus complète unité dans l'action. Cette discipline bolchévique n'est pas une discipline militaire, mais le produit de l'élévation de la conscience de classe, de la liaison des militants avec la masse des travailleurs et de la possibilité de vérifier dans la pratique la justesse de l'orientation du parti.

La conception bureaucratique de l'État ouvrier et la lutte purement morale contre la bureaucratie

La conception stratégique de Guevara n'a pas seulement pour conséquence un parti organisé sur le modèle d'une armée, mais aussi une conception bureaucratique de l'État ouvrier, appelé à construire le socialisme par en haut. Certes, lorsqu'il était lui-même à la tête de l'État cubain, Guevara, n'a pas manqué de critiquer la bureaucratie, non seulement telle qu'elle sévissait en URSS et en Europe de l'Est, mais aussi dans ses manifestations à Cuba même. De plus, son comportement personnel, fait d'austérité, de refus de tout privilège lié à sa fonction, en ferait un symbole de la lutte contre la bureaucratie, au point que certains en viennent à se demander si l'évolution dictatoriale du régime cubain n'aurait pas pu être évitée dans l'hypothèse où Guevara serait resté au gouvernement.

Mais, premièrement, son départ même de Cuba est un signe que la bureaucratie du régime cubain avait déjà bien avancé pendant qu'il en faisait partie et que la révolution cubaine était donc déjà sur la voie de l'échec. Si l'on en croit l'argument couramment avancé, selon lequel Guevara a été prié de quitter le gouvernement sous la pression de la bureaucratie d'URSS, cela révèle, s'il en était besoin, que le pouvoir à Cuba

n'était pas du tout entre les mains des masses, mais entre celles d'une poignée d'individus. Et cela confirme que la révolution cubaine, isolée internationalement, était déjà inféodée à la bureaucratie stalinienne : sa survie était liée aux intérêts contre-révolutionnaires de cette dernière à l'ère de la “coexistence pacifique” avec l'impérialisme.

En second lieu, et plus fondamentalement, l'inefficacité de la lutte contre la bureaucratie de la part de Guevara tient aux limites petites-bourgeoises de sa pensée et de son action. Guevara faisait de la lutte contre la bureaucratie une affaire individuelle, morale. De ce point de vue, il appliquait certes pour lui-même ce que l'on est en droit d'attendre d'un dirigeant révolutionnaire, en refusant les privilèges matériels qu'aurait pu lui apporter sa fonction ; il tenait même tellement à sa valeur d'exemple qu'il s'engageait régulièrement dans des entreprises de travail volontaire lors de son temps libre ; et il exigeait aussi cette discipline de ses collaborateurs : ceux qui ne feraient pas de travail volontaire ne progresseraient pas dans son ministère... Mais on ne peut pas faire de politique en se basant principalement sur la morale et en comptant sur un comportement individuel irréprochable des uns et des autres. Les principes de la démocratie ouvrière ne sont pas de simples ornements, ils sont indispensables à la réussite de la révolution. C'est en choisissant démocratiquement ses délégués aux postes de responsabilités, en ayant la possibilité de les révoquer en cas de manquement, que la classe ouvrière peut éviter que ne se forme une couche de parasites bureaucratiques au-dessus d'elle. Or, tout au contraire, la révolution cubaine a toujours été conduite par une équipe petite-bourgeoise, pour qui la classe ouvrière pouvait servir de force de frappe en cas de besoin, mais n'avait pas vocation à diriger la révolution. Guevara n'a pas plus que les autres dirigeants cubains lutté pour une véritable démocratisation du régime, c'est-à-dire pour son dépassement vers une authentique dictature du prolétariat. Tout au contraire, dans la suite de son parcours, il a théorisé sa méfiance à l'égard de la classe ouvrière, trop engluée selon lui dans cette *“mentalité de classe ouvrière exploitée et spoliée, qui lutte seulement pour des revendications*

économiques”.

Ce mélange de rejet envers les aspirations de la classe ouvrière et de comportement moralisateur, dans lequel certains croient reconnaître un formidable humanisme – avec la promotion de l’“Homme nouveau” par Guevara, c’est-à-dire de l’homme enfin débarrassé de l’aliénation due à la domination du capitalisme et des appétits matériels – s’est reflété dans la politique du régime cubain : ainsi celui-ci a-t-il appelé “*campagne grandiose pour déraciner le vieux vice d’un économisme étroit chez les travailleurs*”... sa décision d’imposer des baisses de salaires ! L’austérité comme valeur est inefficace pour lutter contre la bureaucratisation ; quand elle est imposée à une classe ouvrière privée du pouvoir, ce n’est rien de plus que la triste banalité de la domination bourgeoise.

L’internationalisme

En sa qualité d’Argentin de naissance ayant mené une révolution victorieuse à Cuba, par son célèbre appel à créer “*deux, trois, beaucoup de Vietnam*” pour lutter contre l’impérialisme, par son engagement personnel dans la lutte armée au Congo, puis en Bolivie, qu’il a payé de sa vie, Guevara semble être un symbole de l’internationalisme révolutionnaire. Mais, là encore, cet engagement, si courageux soit-il, est marqué par ses limites petites-bourgeoises.

La victoire contre l’impérialisme, à travers son laquais Batista, a engendré un mouvement de sympathie et un certain prestige pour la révolution cubaine, en particulier en Amérique du Sud. Mais, contrairement à l’avènement de la III^e Internationale avec la révolution russe de 1917, cela n’a entraîné aucun pas vers la construction d’une organisation internationale pouvant servir d’outil pour étendre la révolution.

L’isolement de la révolution cubaine ne pouvait que la mener à sa perte ; pour ne pas retomber dans les griffes de l’impérialisme, les dirigeants cubains ont dû se tourner vers l’URSS et la Chine. Ensuite, certes, Guevara a critiqué durement

ces régimes, coupables de marchander leur soutien aux luttes armées contre l’impérialisme, en particulier au Vietnam, de ne pas engager la “*lutte à mort*”, sans frontière, contre l’impérialisme. Mais, restée dans les limites étroites d’un nationalisme radical et n’ayant pas construit l’outil politique pour mener cette lutte à mort, une telle attente envers la bureaucratie contre-révolutionnaire ne pouvait qu’être déçue.

Cette conception de l’internationalisme comme une juxtaposition de nationalismes radicaux se retrouve dans la suite du parcours de Guevara, au Congo, puis en Bolivie. Bien sûr, on peut louer le courage physique de Guevara, qui a dirigé lui-même ces expéditions armées, mais celles-ci marquent aussi l’impasse de la méthode du “*foyer*” et de la guérilla théorisée par Guevara. Pour lui, prenant exemple sur la victoire à Cuba, l’activité d’un noyau de guérilleros pourrait servir d’étincelle pour un mouvement révolutionnaire de masse. Mais, contrairement à ce qui s’est passé à Cuba, ces expéditions, de plus mal préparées, n’ont jamais pu faire la jonction avec les mouvements de contestation locaux. En Bolivie particulièrement, le parti pris de voir dans les paysans, en raison de leurs conditions de vie misérables, le fer de lance révolutionnaire, et de négliger la classe ouvrière malgré la force que lui confère sa place dans les rapports de production, s’est révélé dramatique. De plus, les troupes de Guevara, méconnaissant le problème spécifique de l’oppression ethnique des paysans indigènes, n’ont pas su faire la jonction avec ceux-ci, qui les dénonçaient le plus souvent à l’armée. Enfin, malgré cet échec, Guevara a persisté dans son principe de ne pas prendre appui sur le mouvement réel de la classe ouvrière organisée. Ainsi, alors que les mineurs, l’avant-garde du prolétariat en Bolivie depuis la révolution de 1952, organisés au sein de la COB, s’affrontaient à l’armée et étaient défaits dans le sang, Guevara s’est adressé à eux pour les inviter à rejoindre la guérilla et à ne pas “*persévérer en des tactiques fausses, héroïques sans doute, mais stériles*”.

Par une triste ironie, l’impasse de la guérilla a mené cette poignée de combattants courageux à la mort à peine quelques mois plus tard.

Malgré une ressemblance superficielle, il y a donc bien une différence en termes de classe entre les principes de Guevara et ceux du trotskysme. On ne saurait reprocher à un militant son origine sociale, mais force est de constater que Guevara n’a pas, sur plusieurs points, rompu avec l’idéologie de sa classe d’origine, la bourgeoisie nationaliste d’un pays dominé. Or l’anti-impérialisme de celle-ci ne peut qu’être inconséquent, car non réellement anti-capitaliste. Le fait que des organisations se réclamant du marxisme révolutionnaire et plus spécifiquement du trotskysme, soient prêtes à suivre ses conceptions, en particulier en reprenant l’idée qu’un mouvement nationaliste petit-bourgeois puisse devenir la direction d’une révolution socialiste, est révélateur de leur abandon des principes de classe.

Les organisations qui, comme la LCR, font l’apologie de “Che” Guevara, concèdent aussi bien souvent ce genre de critiques à son encontre, portant sur la sous-estimation du rôle du parti, la théorie de la guérilla ou le manque de relation avec la classe ouvrière. Toutefois, ce ne seraient selon elles que les inévitables points faibles d’un homme, qui pèseraient peu face à ses qualités de courage personnel, d’honnêteté, de conformité entre ses actes et ses idées. Mais, au-delà de la place des individus dans l’Histoire, l’essentiel est de dégager les positions programmatiques qui permettront la victoire de la révolution prolétarienne. À cette aune, suivre le chemin de Guevara, en oubliant ou même en sous-estimant la place dirigeante que devra avoir la classe ouvrière dans la révolution, la nécessité qu’elle s’organise pour cela à l’échelle internationale et l’impossibilité de mener une révolution anti-impérialiste qui ne soit pas réellement prolétarienne, ne pourrait mener qu’à une impasse.

Frédéric Traille

ÉDITORIAL

- **Les travailleurs et jeunes ne peuvent vaincre Sarkozy que par la grève interprofessionnelle, vers la grève générale** (p. 3)

APPELS DE RÉUNIONS INTERPROFESSIONNELLES

- **Appel de l'assemblée générale d'Île-de-France du 18/10** (p. 8)
- **Compte-rendu et décisions du 3^e Forum de la Résistance Sociale** (p. 9)
- **Appel de la réunion interprofessionnelle du 17/11** (p. 10)

GRÈVE DANS LES UNIVERSITÉS

- **Une puissante grève nationale étudiante a commencé !** (p. 11)
- **Appels des trois premières Coordinations nationales universitaires** (p. 12)
- **Correspondances de militants CRI et de sympathisants des universités** (p. 15)

DOCUMENTS SYNDICAUX PARTICULIÈREMENT INTÉRESSANTS POUR LA MOBILISATION

- **Appel de syndicats et collectifs de syndicalistes de lutte de classe** (p. 24)
- **Déclaration du collectif national métallurgie CGT** pour un syndicalisme de classe (p. 25)
- **Tract commun des syndicats SUD des régimes spéciaux** : « Ne pas trahir le mandat des salariés ! » (p. 25)
- **Appel des syndicats de l'Éducation** de l'académie de Créteil (p. 26)
- **Tract de la CGT-Toyota** appelant au 20 novembre (p. 26)
- **Tract de la CGT-PSA Mulhouse** appelant au 20 novembre (p. 26)
- **Grève des salariés de STPI** : des avancées obtenues par la lutte (tract de la CGT-PSA-Mulhouse) (p. 27)
- **Grève à PSA-Sevelnord** : Lâchés par les syndicats CFTC, FO et CFDT, les salariés ont repris le travail (p. 28)
- **Tract de grève à PSA-Aulnay** : un licenciement qui ne passe pas et qui coûte cher à la direction ! (p. 28)

INTERVIEW ET DISCUSSION AVEC R., DÉLÉGUÉ CGT DU PERSONNEL À PSA-AULNAY (p. 29)

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LES UNION LOCALES CGT : **Tribune libre d'un délégué CGT** (p. 33)

NON AU TRAITÉ EUROPÉEN ! Pour lui faire échec, il faut vaincre Sarkozy par la lutte ! (p. 35)

LETTRE PUBLIQUE DU GROUPE CRI À LA LCR sur le « **nouveau parti anticapitaliste** » (p. 36)

SOLIDARITÉ MILITANTE CONTRE LA RÉPRESSION

- **À bas la justice bourgeoise d'exception contre les jeunes des quartiers populaires !**(p. 45)
- **Appel-pétition pour un procès équitable pour les trois militants du (n)PCI** (p. 45)
- **Bulletin Résistons ensemble** contre la répression et les violences policières (n° 58, novembre 2007) (p. 46)

RETRAIT DES TROUPES D'OCCUPATION DE L'AFGHANISTAN !

Tribune du groupe trotskyste allemand Marxistische Initiative (p. 48)

BIRMANIE

Vive la lutte des travailleurs birmans contre la dictature ! (p. 50)

BRÉSIL

Congrès du PSOL : parti anticapitaliste ou parti antilibéral ? (p. 53)

HISTOIRE

Ernesto "Che" Guevara : un exemple pour les communistes révolutionnaires ? (p. 56)